

nde

L'activité La carrière de Nicolas...

M. Chirac

BMW:POZZ CONCESSIONNAIRE OFFICE

ACTIF. VIVEZ AU GAIN

Construction

DOMAINES BOIS+LA+GRAND

Construction

LA CONFÉRENCE NUCLÉAIRE L'atome devient commercial sans que soit résolu le problème des déchets

Le Monde

1,20 F

PARTICIPATION MASSIVE AUX ÉLECTIONS PORTUGAISES

Socialistes et sociaux-démocrates du P.P.D. auront la majorité absolue à l'Assemblée constituante de Lisbonne

L'ambiguïté Le peuple portugais, émergent pour la première fois de la longue nuit du salazarisme, est sans conteste le premier vainqueur des élections du 25 avril à la Constituante.

Le P.C. arrive en troisième position La gauche modérée l'a emporté aux élections portugaises à la Constituante du 25 avril, marquées par une participation électorale record avec 91,77 % des inscrits.

PRESENTI PAR LE PRÉSIDENT HUONG POUR LUI SUCCÉDER

Le général Minh pourrait engager rapidement des négociations avec le G.R.P. sud-vietnamien

Ordre a été donné de libérer les prisonniers politiques L'évolution du conflit vietnamien a atteint, samedi 27 avril, une phase décisive.

Pas de suspense Il n'y eut jamais de véritable suspense : les données des premiers résultats partiels arrivées peu après midi ne devaient guère se modifier jusqu'à l'aube.

La mort de Jacques Duclos

M. Jacques Duclos, l'un des derniers leaders historiques du parti communiste français, est décédé le 25 avril 1975, à 20 h. 40, d'une défaillance cardiaque aiguë.

La « mémoire du parti »

La vie de Jacques Duclos ne s'est pas seulement limitée à l'histoire du parti communiste : elle est devenue, aussi, de ce que fut le destin de bien des Français depuis le début du siècle.

AU JOUR LE JOUR PARADOXES

Le Portugal intrigue l'Europe en suscitant les paradoxes. Il y a un exactement on avait cru à un putsch, mais c'était une révolution.

LE BAROUD D'HONNEUR DES POLITICIENS

Le chef de l'Etat n'a jamais eu à subir aucune autre possibilité au Parlement. La situation est tellement « critique » qu'il faut « négocier ».

CONGO : LE SOCIALISME A PETITS PAS

M. Henri Lopes, premier ministre de la République populaire du Congo, devait commencer le dimanche 27 avril à Paris une visite officielle de trois jours.

Les mots et les choses

De notre envoyé spécial OLIVIER POSTEL-VINAY quatre coins du pays pour animer le « Réveil rouge ».

LES RÉSULTATS PARTIELS

Table with 2 columns: Party Name and Percentage. Includes P.S., P.P.D., M.D.P., M.R.S., P.A.P., P.F.N., P.F.P., P.C.D.S., M.D.P.

Pour posséder une lithographie originale

Il faut savoir qu'à raison de mensualités très raisonnables et sans intérêt, les Editions de Francoxy, Membre de la Chambre Syndicale de l'estampe du dessin et du tableau, vous permettent d'acquérir une estampe originale d'un artiste célèbre.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de mai vient de paraître

مركزنا من الامم

EUROPE

LES ÉLECTIONS PORTUGAISES

Le 25 avril, à Cabana-Maior...

De notre envoyé spécial

Cabana-Maior. — Niché dans son valon au détour d'un virage, le village se fonde un peu la rocaille. Des bâtisses de pierres lourdes et disjointes, mi-granges, mi-demeures, assées sur une terre grise et hostile. Cabana-Maior, 100 kilomètres au nord de Porto, c'est le rudesse du Minho, ce pays du monde figé, accroché à un passé qui ne veut pas mourir. Il est trois cents à vivre là, paysans couleur bronze, femmes sans âge, enfants souvent sans père. Car ceux de quarante ans sont partis, en France ou ailleurs, gagner hors du pays le droit de vivre tel un lion.

Ce matin du 25 avril, il y a une queue comme partout ailleurs, du nord au sud du pays, à la porte du bureau de vote. Une maison carrée, trois grandes fenêtres : l'école est à l'écart de tout. Du centre du village, il faut un kilomètre d'un chemin de taille et de cailloux pour l'atteindre. Certains de ceux qui sont là, à 10 heures, sont venus du nord au sud du pays, à la porte du bureau de vote. Une maison carrée, trois grandes fenêtres : l'école est à l'écart de tout. Du centre du village, il faut un kilomètre d'un chemin de taille et de cailloux pour l'atteindre. Certains de ceux qui sont là, à 10 heures, sont venus du nord au sud du pays, à la porte du bureau de vote.

La file est silencieuse, des visages graves, mélange d'inquiétude et de fièvre. La porte franchie, c'est une découverte : deux tables, une table, une urne, son nom inscrit sur une liste, un papier compilé fait de mots que beaucoup ne pourront lire, et de dessins, de symboles, et bien souvent, gardèrent leur mystère. Trois tables, un autre à quatre pieds, un autre à trois bras, deux marbreux et deux fauchés, avec ou sans drapage, et des tables et des poings serrés. Ni code, ni mode d'emploi. Tous les efforts ont pourtant été faits pour mettre ce premier vote à la portée de tous : guide pratique, bandes dessinées, émissions télévisées, ont expliqué et répété ce que tout électeur doit savoir. Au Sud et dans les villes, les résultats sont positifs. Mais ici, dans ce pays perdu, télé, journaux, radio, sont du domaine du luxe.

« Quand ils entrent, dit le président du bureau, très silencieuse, joves coupées, flaque de maigres rouffiquées, ils ne savent pas toujours ce qu'il faut faire. Debout, à côté de la table, un militant du parti communiste, un autre du Mouvement démocratique portugais, gardent un œil attentif sur tout ce qui se passe. A l'ouverture du bureau, ils ont fait signer une grande affiche du parti populaire démocratique (P.P.D.) qui ornait, seule, la porte d'entrée. — Si on n'était pas là, glisse tout bas le socialiste, les caciques qui président leur indiqueront gentiment pour qu'il faut voter. Même avec nous, ils trouvent encore des feintes : tout à

l'heure, on a surpris un assesseur qui tendait le bulletin en appuyant d'un ongle un peu long sur le case qu'il est bon de cochier. — Il est difficile de tout contrôler : pour le seul conseil d'Arcos de Valdevez, dont dépend la commune de Cabana Maior, on compte cinquante-deux bureaux de vote. C'est trop pour les sections des partis de gauche qui se savent ici en terrain hostile. Au bout d'un chemin de terre qui descend le valon, Ville de Lajos, 80 habitants, ni eau ni électricité, un seul groupe électrogène. Tout autour, sur les pentes, des parcelles en terrasses, marquerie godolée, paysage raléché, dominant de verdure, cloqué par enclosures de pierre et de terre. La buvette est fermée, la paille mouillée abandonnée sur la planche qui sert de bar : le propriétaire est parti, à l'arrière, construire les granges-ciel de Montreil. De l'autre côté du chemin, la « grosse », maison du hameau domine de son toit une forêt de pins. Sur la route, deux femmes en noir, le fichu noué sur le front, jouant avec un enfant. Voter ? — On ira ce soir. Pour qui ? Sourire muet. Elles possèdent la seule télévision du village : elle est cassée et il faudrait 1 000 escudos — 200 F — pour la réparer. C'est impossible. Alors, elles n'ont rien vu, rien entendu de la campagne. Comme beaucoup d'autres.

C'est vrai, les soldats sont venus, il y a un mois, un hélicoptère, pour essayer de sortir cette campagne de son obscurantisme. Qu'en résulte-t-il ? — On nous ont demandé ce qui n'allait pas, ce qu'il faudrait faire, et nous ont dit de voter pour ce qui était dans notre tête, pas dans la tête des autres. — A 13 heures, derrière l'école, sous le préau, c'est le pique-nique. Président et assesseurs ont suspendu temporairement le scrutin. On a sorti les nappes et les paniers d'osier, mis la table sur le ciment, débouché les carafons ventrus du vin encore vert de la dernière vendange. Sur le tard, le « père » vient rendre sa visite. Costume noir poussiéreux et pull à col roulé, il s'arrête apparemment les concessions au modernisme. — La Sainte Foi interdit aux chrétiens de voter pour des partis marxistes. — Inceste-t-il avec autorité, il lance-t-il avec autorité. Silence respectueux du président et de ses assesseurs. Mais cela empêche-t-il de voter socialiste ? Le curé sursaute : — On m'a dit qu'il avait changé son programme, c'est donc possible. — Piqué au vif, le « contrôleur » socialiste sort soudain de sa réserve, et oblitant tout étiquetage, il jure : « Non, Padre, le parti socialiste est un parti marxiste. » Dans ce cas... — laissez tomber dans un soupir le père à demi-souriant. — D.P.

Succès des socialistes et des sociaux-démocrates du P.P.D.

(Suite de la première page.)

La non plus, pas de surprise. Le P.P.D. obtient ses meilleurs scores dans le Nord traditionnel et catholique, région rurale de petites propriétés, sans salariat agricole, que l'ouvrier de Scudal n'a jamais regardé qu'avec méfiance ou hostilité. Le parti communiste, qui dépasse rarement les 5 % dans ces campagnes et obscurantistes, fait en revanche, le plein à Beja, capitale d'Alentejo, où les ouvriers agricoles attendent dans la fièvre une réforme agraire trop longtemps promise et différée. Il gagne aussi, bien sûr, dans la ceinture industrielle de la capitale.

Les socialistes, eux, bénéficient d'une pénétration plus homogène, d'un bout à l'autre du pays, descendant rarement au-dessous des 30 % et réalisant des « pointes » dans la région de Lisbonne et dans le haut Alentejo, à Évora, plus administrative que Beja au sud.

Ce n'est pas le moindre sujet de contentement de M. Mario Soares, qui n'a eu de cesse, tout au long de la campagne, d'insister sur l'implantation « nationale » du P.S. Usage piécé, arborant une cravate aux couleurs de son parti, le secrétaire général n'a pas tardé à se mêler aux journalistes. Pour lui, les photographes, happés par des dizaines de miroirs, il saurait son succès sans tarder : « Nous avons essayé bien des revers, subi quelques défaites, pour parvenir à cette victoire, mais l'heure est venue de démontrer que le P.S. a une réelle implantation nationale. Le P.C. ne peut plus se prétendre seul représentant des travailleurs. »

La nette affirmation d'un rapport de forces électoral, les communistes semblent bien être, aux yeux de M. Mario Soares, l'acquis essentiel du scrutin. « Nous sommes le premier pays de l'Europe latine où un parti se retrouve beaucoup plus fort qu'un P.C. Comment ne nous en félicitions-nous pas ? Les

M. MARIO SOARES : NOUS SOMMES CONTRE TOUTES LES DICTATURES.

Lisbonne (A.F.P.). — « Nous rendons hommage au Mouvement des Forces armées parce qu'il a accompli la promesse qu'il a faite au peuple », a déclaré M. Soares, secrétaire général du parti socialiste, lors de son discours d'ouverture. « Nous sommes un parti d'inspiration marxiste mais non stalinien, nous sommes un parti social-démocrate chrétien et nous sommes un parti démocratique. » A remporté certains succès dans le monde ouvrier depuis janvier 1975.

communistes ont collé vingt fois plus d'affiches que nous dans les rues de Lisbonne. Mais ils paient aujourd'hui leur triomphalisme, leur entêtement à se présenter comme les grands patrons de la classe ouvrière. Le résultat est là. Quant au M.D.P., que le P.C. a voulu utiliser pour nous enlever des voix, s'attendait-il à réussir seulement à diviser l'électorat communiste : une bien mauvaise affaire. »

Faut-il donc prévoir que les socialistes, sûrs de leur avantage, veulent le prolonger et tendent de bâtir autour d'eux un nouveau équilibre politique ? Le P.P.D. n'attend rien d'autre : l'un des principaux leaders, M. Magalhães Mota, ministre d'Etat dans l'ac-

tuel gouvernement, ne l'a pas caché, dès hier, en constatant qu'après tout, « socialistes et sociaux-démocrates font aujourd'hui une majorité confortable ». Le leader du parti socialiste se montre moins pressé : « Nous sommes, assure-t-il, d'abord fidèles au M.F.A. Nous sommes ses alliés et jusqu'aux élections législatives, si tout se passe bien il n'est pas nécessaire de modifier l'actuelle coalition. Ce qui n'exclut pas l'hypothèse d'éventuelles mutations. »

Vainqueur des élections, satisfait, selon l'expression d'un de leurs dirigeants, « d'avoir remis le P.C. à sa place », les socialistes voudront maintenant « arrêter le jeu ». Aurlent-ils, dans l'euphorie d'une nuit, oublié que d'autres se sont déjà placés dans une position efficace ? Les officiers du M.F.A., spectateurs de la joute électorale, assistaient étonnés à son déroulement. A ceux qui avançaient le faible « résultat des bulletins blancs », ils répliquaient, sans grande aménité, que « voter pour le M.F.A., c'était voter pour le M.F.A. », qu'ils voulaient « à tout prix éviter l'abstention » et qu'après tout « le résultat prouve seulement que les Portugais sont beaucoup plus conscients

qu'on ne voulait le faire croire ». L'image politique du pays révisée par les élections les laisse, en apparence, plus sereins : « La répartition des votes entre les différents partis est une question accessoire », déclaraient sans hésiter le capitaine Vasco Lourenço, membre du Conseil de la révolution. « Après tout, on a seulement eu une Assemblée constituante qui préparera une Constitution dont les grandes lignes sont déjà tracées. Si certains, les socialistes pour être plus précis, se risquent à forcer les rapports avec le M.F.A., ce serait du suicide. Au lieu de cela, le P.S. est d'ailleurs bien conscient qu'il a bénéficié, aujourd'hui, du pacte signé avec le M.F.A. »

M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, n'a guère parié un autre langage quand il est apparu, un court instant, à la télévision pour dire seulement : « Les élections ne changent rien à la révolution, à la voie socialiste sur laquelle le pays s'est engagé ». Les législatives révolutionnaires du 25 avril pourraient-elle trouver demain sur son chemin cette autre légitimité sortie des urnes, dont les socialistes se manquent pas de se réclamer déjà ?

DOMINIQUE POUCHIN.

PARTIS PORTUGAIS

- P.C.P. : parti communiste portugais. M.D.P. : Mouvement démocratique portugais (ancien proche du P.C.P., cette formation est issue des commissions démocratiques électorales (C.D.E.) qui regroupent les opposants démocrates lors des élections de 1974 et 1975). M.E.S. : Mouvement de la gauche socialiste. F.S.P. : Front socialiste populaire (formé après la scission du parti de la gauche du parti socialiste). P.S.P. : parti socialiste portugais. P.F.D. : parti populaire démocratique (ancien social-démocrate). C.D.S. : Centre démocratique et social (centre droit). A fait alliance pour les élections avec le parti de la démocratie chrétienne (P.D.C.), non reconnu par l'Union européenne démocrate chrétienne et s'appuie après le 11 mars. P.P.P. : parti populaire monarchiste (droite). F.E.C. : Front électoral communiste (marxiste-léniniste). Ses activités pendant la campagne électorale ont été réduites par le gouvernement (temps d'attente à la télévision limité). L.C.I. : Ligue communiste internationaliste (trotskiste). P.U.P. : parti de l'unité populaire (marxiste-léniniste). U.D.P. : Union démocratique populaire (centriste-légitimiste). A remporté certains succès dans le monde ouvrier depuis janvier 1975.

Vote sans surprise dans la banlieue rouge

De notre correspondant

Lisbonne. — Foss à Lisbonne de l'autre côté du Tage, entre les chantiers navals de Linares et la base navale, Cova-da-Piedade s'est réveillée tôt. On s'est précipité vers le bureau de vote, et à 8 heures du matin, les plus pressés attendaient déjà.

C'est la banlieue rouge de la capitale marquée par les années de dictature. Beaucoup de militants y ont trouvé refuge pendant les années sombres, et l'on n'éprouve pas sans fièvre les épreuves de la captivité et des tortures. On sait très bien pour qui voter. Aucun problème : « La droite ne passera pas... » Les files d'électeurs s'allongent. Après avoir voté, on reste sur place, on parle à voix basse.

« Soudainement, l'air se charge de la haine de Braga, il est enrouillé de la haine de Braga, comment les nationalisations décrétées par le Conseil de la révolution. »

A 15 heures tout est fini. Le résultat n'étonnera personne. Communistes et so-

cialistes se partageront les voix. A Lisbonne, le Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) avait convoqué ses militants place de Roscio pour dénoncer la « fausse élection ». Pourtant, à la même heure, la place était occupée par les sympathisants des partis de gauche qui manifestaient leur appui au M.F.A.

Les militants se sont alors retrouvés devant le palais de Sao-Bento, siège du gouvernement. Ils étaient attendus par des contre-manifestants. La police militaire a dû intervenir afin d'éviter la confrontation. Les manifestants ont défilé devant le palais de Sao-Bento, responsable de l'organisation de leur secrétaire général, M. Matos, effectués dans la ville de Braga. Ils ont enrouillé de la haine de Braga, comment les nationalisations décrétées par le Conseil de la révolution. »

« La droite ne passera pas... » Les files d'électeurs s'allongent. Après avoir voté, on reste sur place, on parle à voix basse.

« Soudainement, l'air se charge de la haine de Braga, il est enrouillé de la haine de Braga, comment les nationalisations décrétées par le Conseil de la révolution. »

A 15 heures tout est fini. Le résultat n'étonnera personne. Communistes et so-

PROCHE-ORIENT

Après les sanglants affrontements de Beyrouth Nous ne pouvions pas ne pas riposter à l'agression nous déclare le numéro 2 du Fath

De notre correspondant

Beyrouth. — Dans une déclaration au Monde, M. Salah Khalaf, alias Abou Ayad, le numéro deux du Fath, a affirmé que la résistance était déterminée à régler avec l'Etat libanais toutes les questions qui seraient de nature à susciter de l'animosité entre Libanais et Palestiniens, ou qui seraient de prétexte aux « provocateurs » pour semer la discorde entre les deux peuples.

Répondant à l'accusation selon laquelle la résistance aurait épousé les thèses des partis progressistes libanais, Abou Ayad déclare : « Nous n'avons jamais été partie prenante dans les conflits politiques, confessionnels ou sociaux qui opposent les Libanais entre eux. Nous avons tout fait pour maintenir le dialogue avec toutes les fractions de la population, y compris avec les Kataeb (Les Phalanges), avec lesquels nous avons eu des rapports assidus pendant plusieurs mois à la suite des événements sanglants de mai 1973. Un jour viendra où l'on reconnaîtra à la résistance le mérite d'avoir œuvré pour la paix intérieure du Liban, et cela, par fait, au mépris de ses propres intérêts. »

« Traiter avec un Etat fort »

Se référant aux inquiétudes suscitées par certaines manifestations pararamilitaires de Fedayin, le numéro deux du Fath a affirmé : « Le Liban présente pour nous un intérêt politique et non militaire. Beyrouth est un centre d'internationalisme qui est toujours profitable à la révolution palestinienne, et celle-ci essaie de ne pas en abuser. Quant aux activités et manifestations pararamilitaires dans les camps de réfugiés, elles restent un caractère sérieux

LE ROI HUSSEIN DE JORDANIE : LA FRANCE A UN ROLE TRÈS IMPORTANT A JOUER AU PROCHE-ORIENT

Poursuivant son séjour en France, le roi Hussein de Jordanie a quitté Paris ce samedi matin 26 avril pour une visite touristique de vingt-quatre heures à Londres.

Le roi Hussein de Jordanie a déclaré à la conférence de Genève, le 26 avril, que la France a un rôle très important à jouer, compte tenu de sa position en Europe et de ses intérêts dans le problème de notre région actuellement en crise. Le roi Hussein a déclaré : « La France est un pays qui a toujours défendu des principes élevés et elle peut apporter la contribution la meilleure pour atteindre une paix juste et durable. »

Interviewé à TP1 samedi, à 13 heures, le roi Hussein a notamment déclaré : « La réunion de la conférence de Genève est la dernière chance de créer une paix durable au Proche-Orient. Le résultat de la conférence dépend entièrement d'Israël. » Il a ajouté que l'attitude d'Israël lui paraissait « décourageante ».

Premier ministre des affaires étrangères israélien reçu en France depuis la guerre de six jours

M. YGAL ALLON EST ATTENDU LUNDI EN VISITE OFFICIELLE A PARIS

Lundi 28 avril, un ministre israélien des affaires étrangères sera reçu pour la première fois depuis la guerre de six jours par le président Giscard d'Estaing. Mercredi 30 avril, le ministre israélien des affaires étrangères, M. Ygal Allon, sera reçu à Paris par le ministre français des affaires étrangères, M. Jean Sauvagnargues.

M. Sauvagnargues a déclaré : « La réunion de la conférence de Genève est la dernière chance de créer une paix durable au Proche-Orient. Le résultat de la conférence dépend entièrement d'Israël. » Il a ajouté que l'attitude d'Israël lui paraissait « décourageante ».

Le ministre israélien prolongera jusqu'au 2 mai son séjour en France par une visite privée au cours de laquelle il se rendra, le 1er mai, dans la vallée de la Loire. En dehors de son programme officiel, il est prévu qu'il aura un entretien avec M. Mitterrand.

A Cannes, le plus grand luxe c'est vivre chez soi avec les services d'un hôtel 4 étoiles. Résidence du Parc Montfleury à Cannes vous propose d'acquiescer des studios et des 2 pièces. Dans un parc. Lui-même dans la colline. Avec Cannes et la Croisette à deux pas devant vous. Avec, au pied de votre résidence, le club Montfleury : tennis, piscine, patinoire, club-house. Faites appel aux services de l'hôtel Montfleury, un hôtel 4 étoiles qui jouxte votre résidence. Commandez-lui par exemple, votre breakfast, si vous ne désirez pas utiliser votre cuisine équipée. Confiez-lui également la plupart de vos tâches domestiques. A la Résidence du Parc Montfleury, tout est prévu pour vivre chez soi mieux que dans un palace. Résidence du Parc Montfleury. Pric fermes et définitifs. 27, Bd Montfleury, ou sur place Résidence du Parc Montfleury Tél. 33.87.55

Propos recueillis par KDOUARD GAAR.

AManager Méditerranée. Le chancelier Schmidt a l'opinion par sa... Espagne gouvernement decreta l'etat d'urgence dans deux provinces... BALLY. A travers le monde du Nord. MEXIQUE.

EUROPE

Union soviétique

APRÈS SON ENTRETIEN AVEC M. BREJNEV

M. François Mitterrand insiste sur la «renaissance» des relations entre le parti socialiste et le P.C. soviétique

Des divergences subsistent sur le Portugal, le Proche-Orient et l'Europe

Moscou. — La délégation du parti socialiste français a terminé, vendredi soir, ses discussions politiques à Moscou. Ces entretiens, qui selon M. François Mitterrand se sont «souvent déroulés sur le plan de l'amitié», se sont achevés par une rencontre entre le premier secrétaire du parti socialiste et M. Leonid Brejnev. L'entretien, qui a duré une heure vingt, a été «très direct, très franche et cordiale», devait préciser M. Mitterrand dans une conférence de presse donnée avant son départ pour Leningrad. M. Brejnev était assisté pendant la rencontre de M. Ponomarev, secrétaire du comité central.

Selon l'agence Tass, l'entretien «s'est déroulé dans un climat de compréhension mutuelle et du désir de promouvoir les contacts entre le P.C.U.S. et le P.S.». Les discussions entre les deux délégations avaient repris vendredi matin, suivies d'un déjeuner offert par la délégation soviétique. Avant de rencontrer M. Brejnev, M. Mitterrand et ses compagnons avaient suivi les appartements du P.S. devant être de retour à Paris lundi 28 avril, en fin d'après-midi, le reste de la délégation poursuivant sa visite jusqu'au 30 avril.

De nos envoyés spéciaux

M. Ponomarev, qui évoqua en termes sévères «le rôle néfaste de l'Internationale socialiste» dans les événements portugais. M. Mitterrand prit soin de lui répondre personnellement, rappelant en substance qu'il existe un parti socialiste portugais, qui lui-même dirige un parti socialiste et qu'il y a quelque chose de paradoxal de la part de l'Union soviétique de reprocher un parti socialiste d'être réactionnaire.

Ces divergences devaient se retrouver au moment de la rédaction du communiqué commun; la partie soviétique demandant en effet une condamnation «des forces réactionnaires au Portugal», ce qui est un terme bien vague pouvant prêter à confusion. La délégation socialiste aurait finalement fait prévaloir son point de vue et le communiqué ne condamnerait que «les tenants des anciens régimes de Salazar et de Caetano», ce qui exclut le parti socialiste portugais et d'autres forces non communistes. C'est sans doute pour ce motif que M. Mitterrand a pu affirmer que les entretiens sur le Portugal avaient été «peut-être plus positifs qu'on ne pouvait s'y attendre».

L'impression qu'on a voulu donner est claire: celle du début d'une nouvelle ère, d'une «renaissance» dans les relations entre les deux partis. Seul l'avenir, bien sûr, dira ce qu'il en est exactement, ce qu'il peut y avoir de conjoncture dans ce langage.

Le rôle «néfaste» de l'Internationale socialiste fut aussi évoqué par les Soviétiques à propos du Proche-Orient. On connaît les liens qui existent entre les socialistes français et les dirigeants socialistes israéliens; or ces derniers ne sont pas pour l'Union soviétique qui n'entretient pas de rapports diplomatiques avec eux, que des «agresseurs». Le communiqué ne fera pas, bien sûr, allusion à ce différend, mais insistera au contraire sur ce qui rapproche Soviétiques et socialistes français: l'importance de la réactivation de la conférence de Genève, droit des Palestiniens à une entité étatique, évacuation des territoires occupés en 1967 et nécessité de garantir à tous les États, y compris Israël, le droit à l'existence.

La Grande-Bretagne et le Marché commun

Les deux délégations ont été également obligées de constater leur désaccord sur le problème de l'Europe. Comme devait le reconnaître franchement M. Mitterrand, les socialistes français «n'ont pas convaincu le parti communiste soviétique de l'urgence qu'il y a à construire une Europe occidentale».

Le 17 mars, M. Georges Marchais, évitant le projet de voyage en Union soviétique de l'ancien candidat commun de la gauche à l'Élysée, s'était montré sarcasme: «Je répète qu'en U.R.S.S. il n'y a d'autre que le socialisme existant». Une telle ironie semble ne plus être de saison. Le P.C.U.S. parait en effet avoir admis l'existence de M. Mitterrand, que Moscou n'était pas loin de nier et y semblait quelques semaines. La tentation est grande d'en conclure que pourrait être rapidement mise au réfrigérateur une longue querelle qui, d'ailleurs, avait tendance à s'apaiser avant même que M. Mitterrand ne quitte Paris pour Moscou.

JACQUES AMALRIC et RAYMOND BARRILLON.

Allemagne fédérale

LA PRISE D'OTAGES DE STOCKHOLM

Le chancelier Schmidt a impressionné l'opinion par sa fermeté

L'attaque de l'ambassade d'Allemagne fédérale à Stockholm, le 24 avril, par le «commando Holger Meins» aura fait, selon le bilan connu samedi matin 26 avril, trois morts — le lieutenant-colonel Anders von Mirbach, attaché militaire, le conseiller commercial, et l'un des assaillants — et une vingtaine de blessés. Le gouvernement suédois a renvoyé samedi matin à Bonn quatre des cinq terroristes que la police avait arrêtés lorsqu'elle a investi l'ambassade, aux premières heures de la matinée de vendredi. Le cinquième, très gravement blessé, est resté en traitement dans un hôpital de Stockholm. Le premier ministre suédois, M. Olof Palme, a déclaré au cours d'une conférence de presse que la décision d'expul-

ser les quatre membres du commando avait été prise en vertu d'une loi antiterroriste votée par le Parlement il y a deux ans, aux termes de laquelle tout étranger «convaincu ou suspect d'appartenir à une organisation ayant employé ou envisagé d'employer la violence au Suède» peut être expulsé ou refoulé. C'est la première fois que cette loi est appliquée. Le chef de la police de Stockholm, l'intendant Lindroth, a confirmé que le commando était composé de six personnes, dont une femme. L'une d'entre elles a été tuée dans l'explosion d'une partie des façades de l'ambassade (elle ne se serait pas suicidée comme on l'a cru tout d'abord), deux autres sont gravement blessées.

De notre correspondant

Bonn. — L'unanimité, qui avait prévalu face aux terroristes de Stockholm entre les responsables politiques ouest-allemands, qu'ils appartenaient à la coalition gouvernementale ou à l'opposition, n'a pas été trébuchée pendant le débat au Bundestag qui a suivi, le vendredi 25 avril, la déclaration de M. Schmidt (le Monde du 26 avril). M. Carstens, président du groupe parlementaire C.D.U.-C.S.U., a reproché aux socialistes d'avoir longtemps sous-estimé le danger représenté par les «anarchistes», mais ses

remarques n'ont pas dépassé la limite des critiques que le porte-parole de l'opposition se doit d'adresser au gouvernement. M. Schmidt, selon des informateurs dignes de foi, était décidé à ne pas céder dès qu'il a eu connaissance de l'attentat. Il a refusé de faire partager sa conviction aux membres de l'«étiquette de crise» et a impressionné les parlementaires et ses compatriotes par sa détermination.

Dans l'affaire Lorenz, les autorités, qui luttaient contre des adversaires sans visage, avaient dû céder aux exigences des ravisseurs pour sauver la vie du président de la C.D.U. berlinoise. A Stockholm, il existait une chance de sauver les otages et de maîtriser les terroristes. Le chancelier a joué cette carte. Certes, le risque que toute l'affaire se termine par un bain de sang, comme en septembre 1972 à Fürstenfeldbruck, après l'attaque du village olympique, n'était pas négligeable. Si tel avait été le cas, les partisans de la fermeté seraient aujourd'hui moins nombreux en Allemagne fédérale. Mais M. Schmidt a accepté le risque. Le chef de l'État a mis en balance la vie de dix otages, non avec l'autorité abstraite de l'État, a-t-il dit, mais avec la vie et la sécurité de tous les citoyens allemands qui auraient été «menacés par la libération de vingt-six bandits anarchistes».

Les félicitations de M. Kissinger

L'attitude du gouvernement fédéral allemand sera certainement citée désormais en exemple. M. Ford a renoncé à envoyer un message de félicitations à M. Schmidt pour ne pas donner l'impression de s'immiscer dans les affaires intérieures de la R.F.A. dit-on ici, mais M. Kissinger a adressé un télégramme personnel à son collègue, M. Genscher, pour le féliciter «pour l'attitude sage et réfléchie adoptée à l'égard de ce monde occidental».

Le gouvernement refuse, cependant, que sa fermeté ne soit pas suffisante pour mettre un terme aux activités terroristes. Il parait se préparer à l'éventualité d'un nouvel attentat avant l'ouverture, le 21 mai, du procès d'Anders von Mirbach et d'Ulrike Meinhof. Les mesures policières vont être renforcées, les recherches intensifiées, de nouvelles méthodes de pénétration des milieux «anarchistes» utilisées. Depuis l'engagement de M. Lorenz, dix membres importants des organisations qui ont succédé au groupe Baader-Meinhof ont été arrêtés. Toutefois, les mesures purement policières sont insuffisantes. Une réforme du code de procédure pénale a déjà permis de réduire les droits de la défense, et les avocats des membres du groupe Baader-Meinhof se voient menacés les uns après les autres d'être exclus du barreau. D'autres initiatives devraient être prises dans cette voie.

En annonçant que le gouvernement traiterait «jusqu'aux limites permises par l'état constitutionnel», M. Schmidt a montré qu'il ne voulait pas laisser à l'opposition le monopole de la fermeté et de la défense de l'ordre. — D. V.

Espagne

Le gouvernement décrète l'état d'urgence dans deux provinces basques

De notre correspondant

Le gouvernement espagnol a décrété l'état d'urgence pour une durée de trois mois dans deux des provinces basques après les attentats commis par l'ETA.

A Valladolid, d'une mille ouvriers de l'usine Fasa-Renault sont en chômage, la police ayant fait évacuer, le 24 avril, les ateliers touchés par un mouvement de grève.

Des étudiants ont, d'autre part, célébré à Barcelone, à Madrid et à Séville le anniversaire du soulèvement du 25 avril au Portugal. Des drapeaux de la République espagnole, mêlés à des drapeaux portugais, ont été placés sur les édifices universitaires, et l'on a vendu des caillots rouges au profit des prisonniers politiques. La police est intervenue, procédant à une trentaine d'arrestations à Madrid.

Madrid. — Le gouvernement espagnol a, par un décret-loi du 25 avril, déclaré l'état d'urgence (estado de excepcion) pour trois mois dans les provinces basques de Guipuzcoa et de Biscaye. Cette mesure entraîne, en particulier, le rétablissement de la censure préalable de la presse, des restrictions à la liberté de résidence, à l'habitabilité du domicile et au droit de réunion. En outre, la détention préventive devient permise au-delà du délai légal de soixante-douze heures. Cette mesure a été prise en raison des attentats qui ont récemment eu lieu dans ces provinces.

Le ministre de l'Information, M. Leon Herrera, a déclaré — ainsi qu'il est de coutume chaque fois que l'état d'urgence est instauré — que celui-ci pourra être annulé, ou prorogé, «selon que disparaîtront ou non les circonstances qui l'ont provoqué». En ce qui concerne la province de Guipuzcoa, c'est la troisième fois que l'état d'urgence y est décrété depuis le 5 août 1968.

Au cours de ces mois d'avril, l'organisation révolutionnaire basque ETA a assassiné deux policiers. Deux jours après le second de ces attentats, qui a eu lieu le 21 avril, le ministre de l'Intérieur, M. José Garcia Hernandez, avait déclaré à Bilbao: «Nous combattons le terrorisme avec tous les moyens dont dispose le gouvernement». Le 24 avril, au cours d'un échange de coups de feu avec la

police, un militant de l'ETA a été tué. Un autre a été arrêté. Il s'agit de M. Miguel Goiburru Mendizabal, vingt-cinq ans, soupçonné d'être le numéro 3 de l'ETA. M. Mendizabal serait, selon les autorités, impliqué dans l'assassinat, en décembre 1973, de l'amiral Carrero Blanco, chef du gouvernement.

Le 24 avril également, deux commandos de l'ETA ont tenté de pénétrer en Espagne, l'un par voie de terre et l'autre par mer. Le premier s'est heurté à Sarre (Pyrenées) à Echobiz, à des C.R.S. Après un échange de coups de feu, ses membres ont été arrêtés. L'autre, qui avait pénétré dans l'estuaire de la Bidassoa, a été repoussé à Echobiz par la garde civile espagnole.

De source bien informée de Bilbao, on apprend que la police avait demandé la déclaration de l'état d'urgence afin de pouvoir mener une enquête approfondie à partir des déclarations que pourrait faire M. Goiburru Mendizabal. — J.-A. N.

● L'hebdomadaire Triunfo a été saisi le 25 avril. Parmi les articles de cette publication qui pourrait avoir visé le juge d'ordre public figurent une étude sur les élections portugaises, une analyse de la situation politique espagnole et une interview d'un des syndicalistes condamnés lors du «procès 1.001». — (A.F.P.)

A travers le monde

Irlande du Nord

● TREIZE DÉTENUÉS en instance de jugement, membres de l'IRA «provisoire», ont été libérés vendredi 25 avril à Belfast, sur ordre de M. Merlyn Rees, secrétaire d'État britannique pour l'Irlande du Nord. Deux cent quarante-trois détenus ont été relâchés depuis le premier cessez-le-feu proclamé en décembre dernier par l'IRA «provisoire». Trois cent trente-trois prisonniers politiques (dont catholiques) restent détenus. — (A.F.P.)

Mexique

● DOUZE PERSONNES AU MOINS SONT MORTES lors de l'attaque simultanée d'une banque et d'un super-marché de Mexico par un groupe d'une dizaine d'hommes armés le vendredi 25 avril. — (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)

BALLY



BALLY monsieur

سكزامن الاصل

AMÉRIQUES

Argentine

La situation continue à se dégrader

Après le répit procuré au gouvernement par la victoire de ses partisans aux élections provinciales de Misiones, le 13 avril, la situation s'est, à nouveau, détériorée cette semaine en Argentine, où plus de vingt personnes ont péri à la suite d'attentats politiques. Les dernières victimes sont un policier, tué le 25 avril par l'explosion d'une voiture piégée, en stationnement devant la résidence de l'ambassadeur de Grande-Bretagne, à Buenos-Aires; trois guérilleros et deux policiers, tués, le même jour, au cours d'une fusillade qui a eu lieu dans la banlieue de la capitale; et deux personnes découvertes et tuées par balles dans la province de Buenos-Aires.

La tension n'a cessé de croître dans la ville depuis les heures qui ont opposé, le 22 avril, la police aux grévistes, et qui ont fait neuf blessés par balles parmi ces derniers. Le comité de lutte créé par les deux mille grévistes des aciéries avait lancé pour le vendredi 25 avril un appel à la grève générale.

Les socialistes radicaux — ont succombé, depuis le début de l'année, à la vague de violence. Selon la police de Buenos-Aires, cent trente-cinq de ces victimes appartenaient à l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) ou aux Montoneros.

D'autre part, la grève qui paralyse les trois aciéries de Villa-Constitucion, un des principaux centres industriels argentins, situé à environ 200 kilomètres au nord de Buenos-Aires, en est à sa troisième semaine, sans qu'aucune solution se dessine.

Au total, près de deux cents personnes — hommes politiques, dirigeants syndicaux, officiers, policiers, militants d'extrême gauche, et paro-

سكزامن الأصل

LA SITUATION AU VIETNAM

Il y aura sans doute encore des soubresauts, des difficultés, mais un véritable espoir de paix naît au Vietnam, pour la première fois depuis trente ans. L'accord de Paris n'avait pas suffi à le concrétiser, notamment parce que l'équipe dirigée par le général Thieu et soutenue par Washington ne pouvait concevoir qu'une situation de guerre.

Ce varron a sauté en deux temps. Le président Thieu, tirant les conséquences de sa défaite, s'est effacé. Ensuite, pendant quelques jours, son successeur, M. Huong, a tergiversé avant de se préparer à abandonner le pouvoir sous la pression des révolutionnaires, désorganisés sans pertes de Saïgon, de la troisième force, qui n'a plus à

craindre la répression d'un Etat en déliquescence, et de diplomates étrangers, dont le plus actif a été l'ambassadeur de France.

La voie est ouverte à la liquidation des séquelles de l'ancien régime, et le général Duong Van Minh est assurément le mieux placé pour cette tâche délicate. Ce nationaliste conservateur, qui avait dirigé le coup d'Etat contre Diem en 1963, n'a jamais servi le président Thieu. Autour de lui se sont regroupés les personnalités et les groupes de la troisième composante.

Le « grand Minh » a d'autre part de nombreux amis dans l'armée — une armée humiliée — exposée à la défaite totale et une solution politique n'intervient pas « in extremis ».

L'accord de Paris va pouvoir entrer en application, mais dans des conditions très différentes de celles de 1973. Il n'y a plus au Sud trois composantes, mais deux : la partie révolutionnaire (le G.R.P.) et la troisième force. La droite pro-américaine disparaît en même temps que la présence américaine.

Le général Minh va être l'homme de la transition : il ne peut viser un autre but. La troisième force, qui exprime les aspirations assez floues d'une bonne partie de la population urbaine, ne peut espérer jouer un rôle capital dans l'avenir. Elle n'a ni l'expérience des cadres communistes, ni leur long passé de combattants. Mais

Le baroud d'honneur des politiciens

De notre envoyé spécial

Saïgon. — Seul le bruit d'une lointaine explosion a troublé l'été-ouverture de l'hymne national devant M. Tran Van Huong, avant son entrée au Sénat, où avait convoqué le Parlement en session plénière ce samedi 26 avril. En se faisant présenter les armes par une centaine de soldats en tenue blanche d'apparat, le successeur de M. Thieu, petit vieillard sans allure, appuyé sur une canne, s'effaçait les derniers plaisirs de sa courte carrière de chef de l'Etat.

Depuis qu'il s'est installé, le 21 avril, dans le bureau de son prédécesseur, M. Tran Van Huong a reçu les hommes politiques sud-vietnamiens et les ambassadeurs étrangers en grande pompe, sans donner l'impression qu'il était conscient de la gravité de la situation.

Quand nous l'avons vu descendre de sa Mercedes devant le Sénat, l'éphémère président de la République avait l'air aussi détendu que s'il allait inaugurer une nouvelle ligne qui abrite la Chambre haute, à la limite du quartier des banques et de Cholon, devant un bras de la rivière de Saïgon, dont l'autre rive est occupée par de sinistres taudis aux mille fenêtres.

La population massée aux alentours attendait des décisions immédiates. M. Tran Van Huong a seulement prononcé un discours ambiguë pour demander au Parlement de « valider » et désigner la personnalité susceptible de négocier avec l'autre côté. « Saïgon risque de devenir un second Phnom-Penh », a dit le chef de l'Etat, sans préciser dit-on de bonne source, que quatre divisions nord-vietnamiennes entourent la capitale avec des pièces d'artillerie lourde. (Ces unités n'ont pas attaqué les postes avancés ces deux derniers jours, mais elles progressent, surtout la nuit.)

« Le général Minh m'a dit qu'il savait que l'autre côté accepterait de négocier avec lui. Je n'en

Des négociations pourraient s'engager entre le G.R.P. et le général Minh

(Suite de la première page.)

Les départs d'étrangers et de Vietnamiens se poursuivent. L'ambassade britannique ayant été fermée, soixante et onze personnes ont quitté le Vietnam. Trois banques américaines ont aussi fermé. Plusieurs compagnies aériennes ont décidé de suspendre leurs vols vers Saïgon : il s'agit de compagnies singapouraises, formosanes, thaïlandaises, ainsi que la Panam et une compagnie de Hongkong. Air France et UTA maintiennent leurs liaisons avec la capitale.

L'aéroport de Saïgon a été le théâtre, vendredi, de scènes de panique, deux mille à trois mille Vietnamiens ayant tenté de prendre d'assaut un appareil Galaxy. Les Américains essayent de filtrer au maximum les Vietnamiens qui désirent quitter leur pays.

Le président Ford a annoncé vendredi qu'il avait dépensé les fonds destinés à financer le transfert des réfugiés. Le Sénat l'a autorisé peu de temps après à dépenser 327 millions de dollars pour l'envoi d'une aide humanitaire, et pour l'évacuation des Américains. La Chambre doit se prononcer à ce sujet au début de la semaine.

Vendredi et samedi, le G.R.P. a fait deux déclarations importantes. D'une part, le chef adjoint de la délégation à Saïgon a déclaré que les forces révolutionnaires attaquaient la capitale et les accords de Paris n'étaient pas respectés. Il a démenti qu'un cessez-le-feu soit observé : « Nos troupes continuent d'avancer », a-t-il dit.

D'autre part, le G.R.P. a présenté ses conditions d'un règlement politique au Sud (dont nous avons donné les grandes lignes dans nos dernières éditions du 26 avril). Elles peuvent se résumer ainsi : les Etats-Unis doivent respecter strictement l'indépendance, la souveraineté et

<Tombeur> de Diem et ennemi de Thieu

Les Américains l'ont surnommé le « Big Minh » (« Grand Minh »), celui qui se taille distincte de la plupart de ses compatriotes. Voici plus de dix ans que cette personnalité émerge, de temps à autre, dans l'actualité, souvent en demi-teinte. Que de fois ses silences ont provoqué des commentaires perplexes et il agaçait : bien sûr il recevait beaucoup chez lui, il se rendait encore à l'Etat-major, « sur nouvelles », mais n'avait-il pas mieux à faire qu'à chouchouter ses collectionneurs d'orchidées ? Aujourd'hui, cette prudence « père » : l'accession au pouvoir de Duong Van Minh, en tant que chef de la troisième force, permettrait que la « bataille de Saïgon » se situe sur le terrain politique. Des milliers de vies seraient ainsi épargnées et des personnalités de la troisième composante pourraient être associées au futur pouvoir.

Le général Minh est né à My Tho, dans le Delta, en 1916. Il fait ses classes dans l'armée française, son intelligence lui permet d'entrer à l'école des élèves officiers de Tong, proche de Hanoi. Il en sort sous lieutenant et, en 1950, devient aide de camp de M. Tran Van Huu, président du conseil, qui, dans les années 60, à Paris, prendra position en faveur du neutralisme. En 1962, Duong Van Minh fait un stage à l'école de guerre de Paris ; sa promotion est rapide : le vol colonel, puis général de brigade.

Il sert le régime de Diem en dirigeant la lutte contre les accents et bandes politico-populaires du Nord. Les partisans de Ho-Hao, en 1955 et 1956. En 1957, il devient le premier gé-

La fin de la visite de M. Kim Il Sung à Pékin

La Corée du Nord donne la préférence à la solidarité révolutionnaire asiatique

Pékin. — La semaine d'entretiens sino-coriens s'est achevée sur un résultat qui dépasse le cadre des relations strictement bilatérales, si l'on en juge par les deux brèves allocutions prononcées le vendredi 25 avril, lors du dîner offert par les Coréens au palais de l'Assemblée nationale : « Durant nos entretiens, a déclaré M. Kim Il Sung, s'est exprimée une détermination unanime de renforcer et de développer à un

Pas de compromis avec la dictature

En août 1969, Minh rencontre Thieu. Fin octobre, il se dit prêt à faire quelques concessions pour l'unité du peuple vietnamien. Puis il propose, au nom de ce qui apparaît déjà comme le troisième composante, l'organisation d'un référendum au Sud ; le G.R.P. répond que les Vietnamiens, placés sous son contrôle, ont déjà opté, mais, ajoute-t-il, « dans Paris ».

« Nous ne sommes pas à même de comprendre toute la politique du général Minh ; cependant, nous sommes prêts à engager des conversations avec lui. » Le G.R.P. indique nettement son désir de discuter avec un gouvernement débarrassé de « la clique de Thieu » : l'argumentaire est simple et fort, mais, en 1969, Washington réduisit au silence les partisans d'une ligne modérée à Saïgon. Au printemps de 1970, le régime Thieu s'occupe sa répression de l'opposition légitime, à laquelle le général apporte sa caution. Il se lance dans une campagne de hautes députés partisans de la paix, tels MM. Ngo Cong Duc, Ly Quy Chung, Nhuon et leurs amis du Journal Tin Sang, qui, devant les souffrances subies par leur peuple, se radicalisent rapidement.

Le 1^{er} novembre 1970, tous les dirigeants de l'opposition — y compris des catholiques — se réunissent chez le général Minh : on parle uniquement de paix, alors que le général Thieu ne songe qu'à la guerre. Un mois plus tard, le G.R.P. se dit prêt à discuter avec un gouvernement dirigé par Minh, si celui-ci adopte une politique « conforme aux aspirations du peuple ». Alors beaucoup une forte minorité agissante de la communauté catholique : c'est elle qui anime l'opposition autour de Minh, qui, début 1971, propose une coexistence pacifique entre le Sud et le Nord.

La campagne pour l'élection présidentielle commence alors. Minh multiplie ses critiques du régime, rencontre, en juillet, M. Kissinger à Saïgon, affirme qu'il ne se présentera pas à l'élection de candidat contre les généraux Thieu et Ky. Mais la Cour suprême rejette la candidature de ce dernier, et le général Minh refuse d'être « complice d'une odieuse farce ». M. Thieu se présente seul, et est naturellement élu le 3 octobre.

« Le lendemain de cette victoire », Minh déclare que le régime « a perdu tout honneur et toute dignité ». Le peuple, dit-il, « doit reprendre l'initiative ». Le G.R.P. parle sans cesse de concorde nationale, cependant que Thieu empêche les négociations. Lorsque l'accord de Paris est enfin signé, en janvier 1973, Duong Van Minh craint que la guerre qui se termine ne soit suivie d'une « autre guerre » : il réclame l'application de l'accord, la libération des détenus et la garantie des libertés publiques. Pour lui, la troisième composante doit jouer un rôle capital dans le rétablissement de la paix, et l'autodétermination du Sud passe par la construction d'un nouveau régime basé sur une nouvelle Constitution.

Lorsqu'en janvier 1974 Thieu donne l'ordre — son armée d'attaquer les zones contrôlées par le G.R.P., le général Minh s'insurge : le président ne s'est tenu que dans son peuple, ne rêve que de se maintenir au pouvoir, tous les moyens sont bons, même s'il « sacrifie pour réaliser son ambition personnelle des milliers de vies vietnamiennes ». En septembre, le général Thieu fait les opposants qui portent pour la première fois de graves accusations contre Thieu et sa famille. Le 5 février 1975, il demande que le régime « despotique » de Thieu cesse la pièce L'estocade sera bientôt portée par le G.R.P. et les troupes du Nord : après les Hauts-Potences, De-Nang — tombe — le 28 mars ; l'armée de Saïgon fut sans se battre.

L'action politico-militaire des révolutionnaires a bien sûr joué un rôle décisif dans la chute du régime de Saïgon. Mais, malgré ses divisions, ses hésitations et la terrible répression qu'elle a subie jusqu'à ce jour, la troisième force réunie autour du général Minh n'a pas pour peu contribué à miner de l'intérieur un système corrompu, dépendant totalement de l'étranger, et impopulaire. Le général et ses archidés n'ont pu être pas de programme politique précis, mais il possède la seule unité qui compte aujourd'hui au Sud : il ne s'est jamais compromis avec la dictature.

JACQUES DECORNOY.

(Publicité)

BIENVENUE YGAL ALLON

Enfin un ministre israélien à Paris !

Par ce geste, le gouvernement français montre que la paix au Proche-Orient passe par la reconnaissance d'Israël par les pays arabes.

ISRAEL VEUT LA PAIX

MAIS LES ETATS ARABES :

- Nient l'idée même d'un Etat juif ;
- S'arment massivement pour le détruire ;
- Mettent leur puissance financière en œuvre pour tenter de l'exclure des organisations internationales ;
- Se servent des Etats occidentaux comme otages.

Pour servir la paix, la France doit soutenir l'existence de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et reconnues par ses voisins.

AVEC ISRAEL POUR LA PAIX

COMITÉ JUIF D'ACTION
18, rue Volney, Paris (2^e)

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DE MALAISIE

Il est souhaité participer à de nombreux grands projets de développement.

ALAIN BOUC.

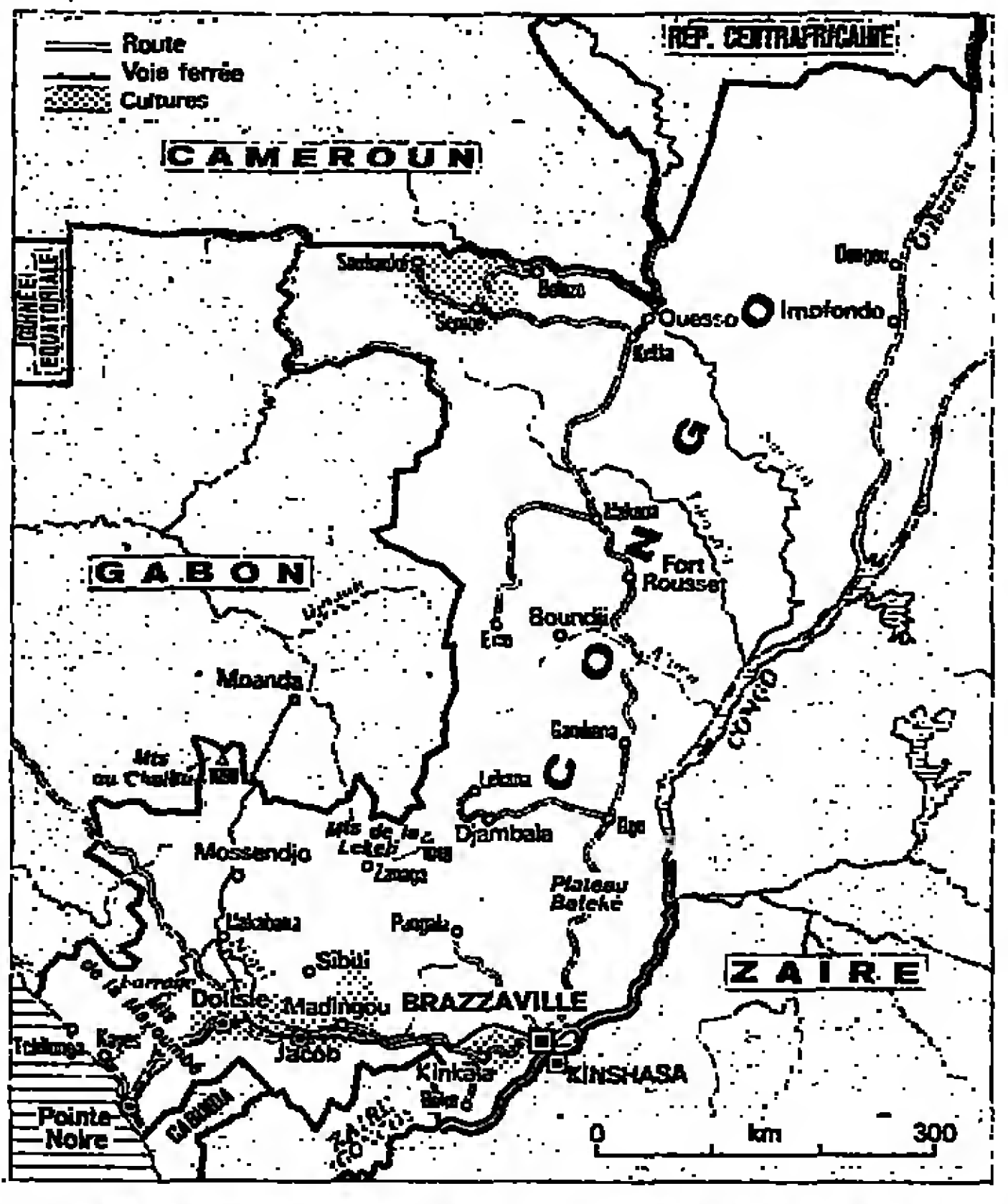


AFRIQUE

CONGO : LE SOCIALISME À PETITS PAS

(Suite de la première page.) Peut-être détiennent-ils également le record des contradictions, à moins qu'il ne s'agisse d'un art de vivre. Un exemple : le régime, marxiste-léniniste, ne cesse de dénoncer le « néo-colonialisme » de la France...

Les choses ? Dans un autre domaine, le rigorisme monolithique de la propagande (dont M. Henri Lopes, premier ministre, nous avoue qu'elle « en est restée au stade des slogans ») n'a d'égal que l'individualisme de ceux à qui elle s'adresse...



342 000 kilomètres carrés, 1,3 million d'habitants : bien que la natalité soit forte, le Congo est peu peuplé. Les deux tiers des Congolais vivent le long de l'axe Pointe-Noire-Brazzaville...

Le président avait eu, en 1971, la velléité d'imposer le port de l'uniforme à « tous les travailleurs » à partir du 1er mai...

Le 9 février dernier, les deux lycées de Brazzaville ont été débaptisés à l'occasion du centenaire anniversaire de la prise de conscience de la jeunesse congolaise...

Prochain article : NAVIGUER AU PLUS PRÈS

DU SUD

L'ouverture des camps va lui permettre de récupérer nombre de ses partisans. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence. La solution qui s'esquisse au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine...

Les commentaires de la presse internationale

Entre la lassitude et l'ironie

L'effondrement du régime du président Thieu suscite dans la presse internationale des commentaires qui vont du grimant au passionné, de la lassitude à l'ironie. Les journaux américains font bien entendu, une très large place à l'événement en insistant surtout sur l'aveuglement des dirigeants des Etats-Unis à propos de la véritable situation dans l'Asie du Sud-Est...

La presse britannique n'est pas tendre elle non plus à l'égard des diplomates américains. La démission du président Thieu, écrit le GUARDIAN, sera peut-être le geste le plus patriotique de toute sa carrière politique...



Quelqu'un veut-il encore donner pour le Vietnam ? (Desm. G. OLFIBANT, Denver Post.)

La presse israélienne s'interroge, elle, sur le sens à donner au « lâchage » de M. Thieu par les Américains. MARIY écrit : « Le dernier discours de Thieu contenait un avertissement aux alliés des Américains... »

La presse israélienne s'interroge, elle, sur le sens à donner au « lâchage » de M. Thieu par les Américains. MARIY écrit : « Le dernier discours de Thieu contenait un avertissement aux alliés des Américains... »

Le journal de gauche AL HAWKEMAR voit dans cette affaire la preuve que « seule la force d'un pays est à même de garantir son indépendance ».

A Alger, pour EL MOUDD-JAHID, la démission du président Thieu est « un complot politique de dernière minute. C'est l'administration qui survit à son départ qui constitue les véritables mécanismes de blocage d'une paix sur laquelle le choix du peuple sud-vietnamien ne laisse aucun doute ».

SITUATION AU VIETNAM

La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

Entretiens de Hanoï et ennemi de Hanoï. La situation au Vietnam du Sud est en effet sans précédent en Indochine. De difficiles questions vont maintenant se poser, notamment celle des forces armées en présence.

DIPLOMATIE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DE MALAISIE

La France souhaite participer à plusieurs grands projets de développement.

M. Abdul Razak, premier ministre de Malaisie, a fait le 25 avril le bilan de son voyage officiel en France. Traitant au cours d'une conférence de presse des relations entre Paris et Kuala-Lumpur, il a indiqué que la France avait accepté d'accorder un crédit de 1 million de dollars pour l'agrandissement de l'aéroport de Kuantan...

Le premier ministre, qui a rencontré vendredi des hommes d'affaires français, les a invités à investir davantage dans son pays. Paris et les milieux patronaux sont favorables à une telle idée, mais souhaitent que Kuala-Lumpur les aide à réaliser — en plus de ceux déjà mentionnés — les projets suivants : construction d'un pont entre l'île de Penang et la péninsule, d'une usine de machines-outils, d'une usine de traitement de caoutchouc par Michelin.

Les questions indochinoises ont été abordées lors des entretiens. Kuala-Lumpur et Paris sont d'accord sur la nécessité de favoriser une solution politique à Saigon.

prend l'initiative, il ne se tient plus de joie. L'année dernière, la voiture de l'ambassadeur de France quitte, pendant un mois, passer chaque jour sous deux banderoles placées sur le chemin de sa résidence : « Toi, ennemi du peuple, disaient-elles, toi qui ne gères pas le pouvoir populaire, toi l'agent local de l'impérialisme, tremble, tremble, car avec le pouvoir populaire la dernière minute de survie sonne ».

Les étudiants d'extrême-gauche en font des gorges chaudes, d'autant plus que le premier commandement du marxisme-léninisme — la transformation des rapports de production — semble avoir été quelque peu oublié. Le président N'Gouabi rétorque qu'il est appliqué avec détermination, mais aussi avec une sage lenteur.

Applications are invited for two positions (one year only) in the Department of French for the academic year 1975-1976. Candidates should possess the PhD, Agrégation or equivalent, and have particular interest and competence in the field of French language teaching, applied linguistics and methodology.

Table with 3 columns: Year, Price per bottle, Total price. Rows for 1972, 1970, 1967.

Publicité for CHILI. « VOUS NE SAVEZ PAS POURQUOI VOUS ME TORTUREZ, MAIS MOI, JE SAIS POURQUOI JE MEURS ». Réponse de BAUTISTA VAN SCHOWEN, membre du bureau politique du MIR...

Publicité for CHATEAU de BARBE-BLANCHE. Appellation LUSSAC-SAINT-EMILION CONTROLEE. Pour un cadeau, pour cadeaux d'entreprise personnalisés.

« صكواتن الامم »

LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE DANS LE NORD

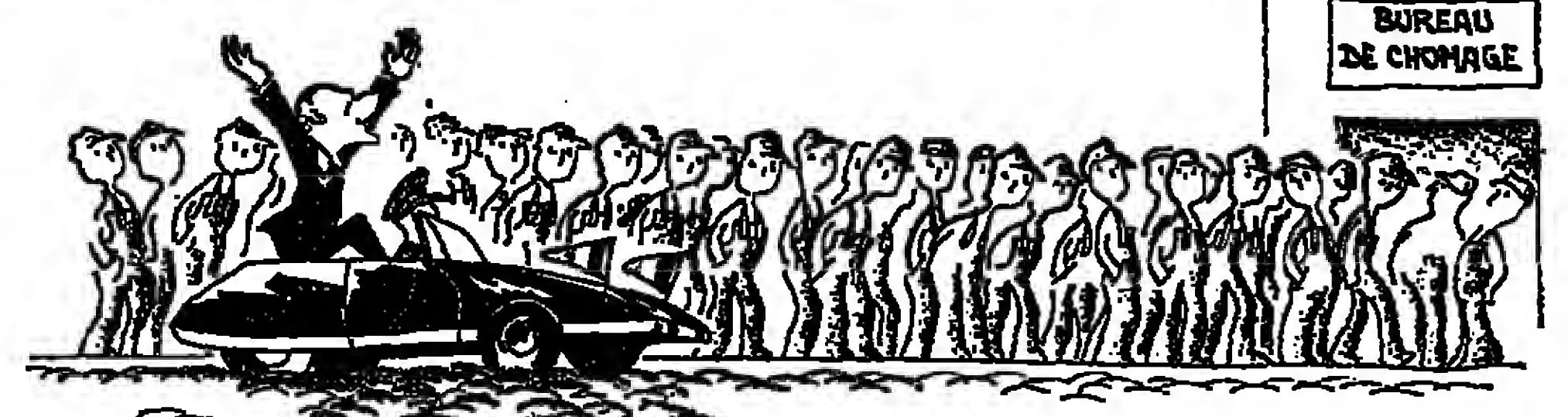
L'opposition ne s'est pas massivement mobilisée contre M. Chirac, qui n'était pas venu les mains vides

Lille. — M. Jacques Chirac devait regagner Paris samedi soir, au terme d'un voyage officiel de deux jours dans la région du Nord. De Lille, où il a passé la nuit, le premier ministre, après avoir déposé samedi matin une gerbe devant la maison natale du général de Gaulle, s'est rendu à Douai où il a visité les installations de l'imprimerie nationale, puis à Arras, où il a été reçu par M. Guy Mollet, maire de la ville et où ont été évoqués les problèmes du bassin minier. Après le déjeuner, il devait visiter Valenciennes et Cambrai.

De notre envoyé spécial

avec M. Mitterrand. Cette absence, « événement relativement marginal », a indigné M. Chirac, a posé un délicat problème de présence et de présence. M. Mauroy étant président du conseil régional, devait-il être remplacé par M. Delmon, président de l'autre assemblée régionale, le comité économique et social, mais de tendance majoritaire, ou par M. Chochoy, vice-président du conseil régional, le comité économique et social général du Pas-de-Calais? Grave dilemme; En définitive, il a été décidé que chacun aurait sa part et le bureau du conseil régional a été reçu sous la présidence de M. Chochoy, séparément du bureau du comité économique et social, conduit par M. Delmon.

Dans son discours, M. Chochoy a critiqué le secteur par secteur, la politique économique du gouvernement. Il a reproché de ne pas tenir ses promesses, notamment quant aux équipements généraux mis à la charge des collectivités locales. Les membres du comité économique et social de la région se sont, eux, partagés la tâche. Les représentants des syndicats se sont inquiétés du chômage, et M. Hannart, responsable du patronat dans la région, a posé des questions sur les insuffisances du plan de régional, et s'est plaint des charges de la T.V.A. Le premier ministre, à cette occasion, a annoncé que la S.N.C.F. versait le matin même — suivant ainsi les incitations du gouvernement — de passer une commande de wagons à deux entreprises de la région pour un volume initial de 50 millions de francs. Il semble que M. Chirac ne soit pas venu dans le Nord avec les



(Dessin de PLANTU.)

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

PROTECTION DE LA NATURE : création d'un conservatoire du littoral

Vendredi 25 avril, l'Assemblée nationale a examiné le projet de loi, adopté par le Sénat le 12 décembre 1974, portant création du conservatoire de l'espace littoral.

Cet établissement public de l'Etat, rappelle M. BAUDOUIN (R.L.), rapporteur de la commission des lois, dans les communes côtières et dans les communes riveraines de lacs et de plans d'eau, une politique foncière contribuant à la sauvegarde de l'espace littoral, au respect des sites naturels et au maintien de l'équilibre écologique. Le rapporteur ajoute : « La protection du littoral est particulièrement nécessaire dans la mesure où deux millions de Français (un million sur deux) et un million d'étrangers fréquentent pendant deux mois l'une des deux cent vingt-huit communes du littoral. Ce chiffre s'éleva à près de vingt-cinq millions vers la fin du siècle. »

mer et estime que cette tâche ne devrait pas incombent au conservatoire. M. PUYER, président de la commission des lois, remarque de son côté que, sur ce point, le dispositif actuel (la loi de 1971) est quelque peu dépassé. M. Poniatowski propose alors de créer une commission d'étude sur ce problème, en liaison avec le ministère de l'équipement et les parlementaires intéressés.

PROCÉDURE PÉNALE : juridictions spécialisées pour les délits économiques et financiers

Vendredi 25 avril, l'Assemblée a poursuivi la discussion des articles du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de procédure pénale (« le Monde », date du 26 avril).

Après l'article 5, la commission propose un article additionnel qui reprend les dispositions d'un projet déposé en août 1973, mais jamais examiné, et qui améliore les droits de la défense dans la procédure du flagrant délit. M. LECANUET, tout en reconnaissant qu'une réforme s'impose dans ce domaine, annonce que le gouvernement présentera à la prochaine session un texte d'ensemble sur ce sujet. Aussi est-il partisan d'en attendre l'examen.

mande suscite l'opposition du gouvernement. La juridiction spécialisée sera donc compétente en matière fiscale, économique (y compris la banqueroute), et aussi en matière de fraudes et de publicité mensongère, de construction et d'urbanisme.

Lors d'une seconde délibération demandée par le gouvernement, l'Assemblée supprime l'article nouveau adopté jeudi soir, article qui prévoyait que l'inculpé serait obligatoirement et dans tous les cas, assisté d'un avocat. Puis Mme Fritsch (réf. M. Moelle) et MM. Hamel (R.L., Rhône) et Cressard (U.D.R., Ile-et-Vilaine), expliquent le vote positif de leur groupe. MM. L'Huillier (C.G.), Chirac (P.S.) et L'Huillier (P.S.) annoncent qu'ils voteront contre le projet, qui est finalement adopté par l'Assemblée. — P. F.

LES REACTIONS

M. CHARLES BIGNON (U.D.R., Somme) s'étonne que le texte ignore la défense contre les assauts de la mer. Pour M. JOSEPHIN (P.S., Côte-d'Azur), ce texte démontre la difficulté de concilier le droit de propriété et la protection de l'intérêt public. M. MAUCER (U.D.R., Vendée) espère que ce texte n'entravera pas le développement de la conchyliculture et de la pisciculture.

La mémoire du par...

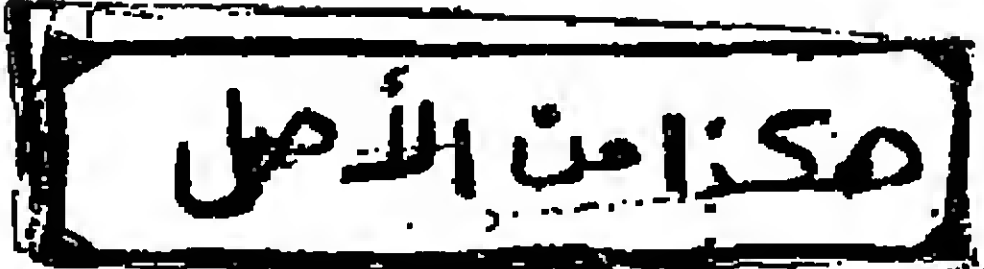
Le nouveau carnet d'adresses de Christofle dans votre ville

Pour que vous soyez conseillés et servis de façon irréprochable et que vous puissiez, à tout moment, compléter ou réassortir votre service d'orfèvrerie Christofle

- A PARIS PAVILLON CHRISTOFLE 12, rue Royale... A PARIS LA REINE BLANCHE 35, avenue des Gobelins... A COURBOVOIE UTILUX "La boutique des cadeaux" 77, rue de Bezons... A LAGNY LA COUPE D'OR 10, rue des Marches... A MELUN L'ART DU TEMPS 2, rue R. Pouteau... A TAVERNY CHARMILLE 6, avenue de Verdun... A LA VARENNE ST-HILAIRE MILHAU 91, rue du Bac... A SAINT-DENIS A SAINT-DENIS André HECK 6, rue Hervet... A VERSAILLES BEHLE 15, rue Carnot... A CRÉTEIL LA REINE BLANCHE Centre Commercial... A FONTAINEBLEAU François AUCHERE 114, rue Grande... A JUVISY S'ORGE GUERREUIL 15, Grande Rue... A LA GARENNE-COLOMBES DUBREUIL 14, rue Voltaire... AU VÉSINET DUBREUIL 18, rue du Maréchal Foch... A MEAUX TOURAULT-CHÉREAU Angle rue du Grand Cerf... A SARTROUVILLE Jacques PARRENIN 53, avenue Jean-Jaurès... A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Jacques DECAN 38, rue Au-Pain... A VÉLIZY VILLACOUBLAY PAVILLON CHRISTOFLE Centre Commercial Vélizy II... A ARGENTEUIL Bijouterie VENDÔME 15, place de la Commune de Paris... A BOULOGNE ROUSSEAU 108, avenue E. Vaillant... A CERGY M. LAMY AU ROUSSEAU Centre des Trois Fontaines... A LA VARENNE ST-HILAIRE MILHAU 91, rue du Bac... AU CHESNAY PARLY II PAVILLON CHRISTOFLE Avenue de la Bretagne... AU VÉSINET DUBREUIL 18, rue du Maréchal Foch... A MEAUX TOURAULT-CHÉREAU Angle rue du Grand Cerf... A SARTROUVILLE Jacques PARRENIN 53, avenue Jean-Jaurès... A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE Jacques DECAN 38, rue Au-Pain... A VÉLIZY VILLACOUBLAY PAVILLON CHRISTOFLE Centre Commercial Vélizy II... A VERSAILLES BEHLE 15, rue Carnot... A VINCENNES Jacques DECAN 29, rue du Midi

Pavillons Christofle et Concessionnaires exclusifs.

Pour vous servir et vous conseiller avec compétence.



ÉNERGIE

LA FIN DE LA PREMIÈRE CONFÉRENCE NUCLÉAIRE EUROPÉENNE

L'atome devient commercial sans que soit résolu le problème des déchets

La première conférence nucléaire européenne, qui s'est tenue à Paris du 21 au 25 avril au Palais des congrès de la porte Maillot, s'est achevée, après une semaine de discussions très techniques. Comme le soulignait M. Marcel Boiteux, directeur général d'Electricité de France, dans son résumé final, le temps est passé des annonces de résultats ou de projets spectaculaires pendant une conférence nucléaire. Parvenue à une certaine maturité, l'énergie nucléaire est devenue une affaire industrielle et commerciale.

Il eût été surprenant que les trois mille spécialistes réunis à Paris, parmi lesquels les Français se trouvaient en majorité, abondassent à une conclusion autre qu'à la nécessité impérieuse de recourir aux centrales nucléaires pour résoudre les problèmes d'énergie à

court, à moyen et à long terme. Les raisons politiques et économiques avancées sont d'ailleurs convaincantes.

Mais la conférence a aussi mis en lumière un certain nombre d'obstacles qu'il faudra surmonter si l'énergie nucléaire veut prendre le relais du pétrole et la limitation de la hausse des investissements acquis par les centrales. La mise en œuvre de nouveaux types de réacteurs pour enrayer l'épuisement des réserves d'uranium naturel exploitables à un coût raisonnable, la construction de coûteuses usines de retraitement des combustibles irradiés qui font presque totalement défaut aujourd'hui, la nécessité de former soigneusement le grand nombre de personnel d'exploitation requis dans les centrales et tout au long du cycle de combustion, enfin, l'information honnête du public alarmé par le développement de l'énergie nucléaire.

perer couvrir ses besoins jusqu'en 1979. Après cette date, les projets actuels laissent un manque de capacité de retraitement et il faudra construire de nouvelles usines.

Les producteurs à contribution

Déjà en mal de trouver l'argent pour financer leurs centrales nucléaires, les producteurs d'électricité américains et européens se voient sollicités de toute part pour contribuer à la réalisation d'usines nécessaires au cycle de combustibles irradiés, comme pour le retraitement, ou leur demande désormais de payer à l'avance une partie des services futurs dont ils auront besoin. Il ne faut pas ainsi au financement des nouvelles usines. Ce qui ne promet guère de faciliter leur tâche. En outre, les quelques pays qui construiront les installations de retraitement refuseront, sans doute, d'accueillir les déchets provenant des combustibles étrangers qu'ils auront traités, et ils renverront ces déchets chez ceux qui les ont produits.

Un stade prototype

Pour l'instant, on en est loin. Phénix, le surrégénérateur français de 250 Mwe qui a divergé en 1974, doublerait son combustible en cinquante-sept ans. Super-Phénix, dont la construction est envisagée en collaboration par la France, l'Italie et l'Allemagne fédérale, et qui aura une puissance de 1 200 Mwe, doublerait son combustible en trente-quatre ans. En fait, il n'est pas certain que ces combustibles utilisés aujourd'hui, un mélange d'oxyde de plutonium et d'oxyde d'uranium, ou puisse atteindre les temps de doublement de dix à douze ans. Il faudra sans doute utiliser des combustibles encore à peine essayés, qui soient des carbures au lieu d'être des oxydes. A moins qu'une disposition différente des éléments combustibles dans le cœur ne permette d'en rester aux oxydes, comme le laisse espérer certains travaux récents.

Comme les réacteurs à haute température les surrégénérateurs en sont encore au stade prototype. Après une première génération de petites installations, la France, l'Allemagne fédérale et l'Union soviétique ont construit des réacteurs de 300-350 Mwe, et l'étape ultérieure sera des réacteurs de 1 200 Mwe. La France voudrait décider dès cette année la réalisation de Super-Phénix, tandis qu'un réacteur de 300 Mwe construit en collaboration avec l'Allemagne fédérale et la Hollande (S.N.R. 300) ne divergera qu'en 1979 et qu'aux Etats-Unis, un prototype de 300 Mwe n'a toujours pas reçu le feu vert.

C'est qu'un surrégénérateur nécessite, pour une même puissance, un surcroît d'investissement par rapport à un réacteur à eau bouillante, au moins 50 % aujourd'hui, 20 % demain, quand il sera commercialisé. On espère récupérer ce surcroît par l'économie faite sur le combustible. Mais si Phénix a coûté moins de 1 milliard de francs, le S.N.R. a coûté plus de 3 milliards pour une puissance comparable à Phénix, et le prototype américain est estimé aujourd'hui à 7,5 milliards. Super-Phénix cache pour l'instant l'ampleur des investissements qu'il requiert.

Ce n'est pas le seul problème que posent les surrégénérateurs. Il faut aussi étudier les problèmes de sécurité et d'emploi du sodium fondu comme fluide de refroidissement et la solution de recharge de ce métal. Il ne faut pas oublier de faire ensuite mettre au point la méthode de retraitement des combustibles qui seront très irradiés et qui seront contaminés par le sodium, ce qui rend leur dissolution délicate. Il faudra enfin réduire beaucoup le temps nécessaire au traitement pour avoir un temps de doublement acceptable. En France, la construction de Super-Phénix pourrait être suivie de celle d'une paire de deux réacteurs de 1 200 Mwe. Mais, de toute façon, les premiers réacteurs commerciaux ne verront pas le jour avant 1980. A moins que l'opinion publique ne s'y oppose, effrayée par l'utilisation massive du plutonium.

coût raisonnable promettent d'être traités. Les surrégénérateurs français de 250 Mwe qui a divergé en 1974, doublerait son combustible en cinquante-sept ans. Super-Phénix, dont la construction est envisagée en collaboration par la France, l'Italie et l'Allemagne fédérale, et qui aura une puissance de 1 200 Mwe, doublerait son combustible en trente-quatre ans. En fait, il n'est pas certain que ces combustibles utilisés aujourd'hui, un mélange d'oxyde de plutonium et d'oxyde d'uranium, ou puisse atteindre les temps de doublement de dix à douze ans. Il faudra sans doute utiliser des combustibles encore à peine essayés, qui soient des carbures au lieu d'être des oxydes. A moins qu'une disposition différente des éléments combustibles dans le cœur ne permette d'en rester aux oxydes, comme le laisse espérer certains travaux récents.

Ces coûts expliquent le peu d'investissement de l'industrie privée à se lancer dans de telles aventures, des deux côtés de l'Atlantique, et l'accumulation des combustibles non retraités dans les années à venir, qu'il faudra stocker dans de coûteuses piscines : aux Etats-Unis, 1 500 tonnes en 1978, 2 350 tonnes en 1979, 4 491 tonnes en 1988, et 6 200 tonnes en 1988. Avec la création de la société United Reactors, dont les trois actionnaires sont le C.E.A. en France, la British Nuclear Fuels en Grande-Bretagne et la KRWa en Allemagne fédérale, l'Europe est un peu mieux placée et peut es-

perer couvrir ses besoins jusqu'en 1979. Après cette date, les projets actuels laissent un manque de capacité de retraitement et il faudra construire de nouvelles usines.

Comme les réacteurs à haute température les surrégénérateurs en sont encore au stade prototype. Après une première génération de petites installations, la France, l'Allemagne fédérale et l'Union soviétique ont construit des réacteurs de 300-350 Mwe, et l'étape ultérieure sera des réacteurs de 1 200 Mwe. La France voudrait décider dès cette année la réalisation de Super-Phénix, tandis qu'un réacteur de 300 Mwe construit en collaboration avec l'Allemagne fédérale et la Hollande (S.N.R. 300) ne divergera qu'en 1979 et qu'aux Etats-Unis, un prototype de 300 Mwe n'a toujours pas reçu le feu vert.

C'est qu'un surrégénérateur nécessite, pour une même puissance, un surcroît d'investissement par rapport à un réacteur à eau bouillante, au moins 50 % aujourd'hui, 20 % demain, quand il sera commercialisé. On espère récupérer ce surcroît par l'économie faite sur le combustible. Mais si Phénix a coûté moins de 1 milliard de francs, le S.N.R. a coûté plus de 3 milliards pour une puissance comparable à Phénix, et le prototype américain est estimé aujourd'hui à 7,5 milliards. Super-Phénix cache pour l'instant l'ampleur des investissements qu'il requiert.

Ce n'est pas le seul problème que posent les surrégénérateurs. Il faut aussi étudier les problèmes de sécurité et d'emploi du sodium fondu comme fluide de refroidissement et la solution de recharge de ce métal. Il ne faut pas oublier de faire ensuite mettre au point la méthode de retraitement des combustibles qui seront très irradiés et qui seront contaminés par le sodium, ce qui rend leur dissolution délicate. Il faudra enfin réduire beaucoup le temps nécessaire au traitement pour avoir un temps de doublement acceptable. En France, la construction de Super-Phénix pourrait être suivie de celle d'une paire de deux réacteurs de 1 200 Mwe. Mais, de toute façon, les premiers réacteurs commerciaux ne verront pas le jour avant 1980. A moins que l'opinion publique ne s'y oppose, effrayée par l'utilisation massive du plutonium.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion de l'anniversaire de la Majesté l'empereur, l'ambassadeur du Japon en France, M. Hideto Kitahara, a offert, jeudi 24 avril, une réception.

Naissances

— M. Jean-Gabriel Nancy et Mme, née Alexandra de Guillebon, ont joie faire part de la naissance de leur fille.

Le 15 mars, Maylis, 17, rue Juliette-Lambert, 75017 Paris.

— Jean-Claude et Hélène Nuti, Et Liberté, sont heureux d'annoncer la naissance de Lorenzo.

Paris, le 22 avril 1975, 40, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris.

Mariages

— Sylvie Polrat et Gilles Durand sont heureux de faire part de leur mariage, qui sera célébré le lundi 28 avril 1975, à l'Église de la Trinité, 62, rue de l'Église, 75015 Paris.

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

— Sa famille, La direction et le personnel de France-Public ont le regret de faire part du décès de M. René EFFRARD, le 10 mars 1975.

— On nous prie d'annoncer le décès, survenu le 24 avril 1975, de Mme Paul CHAZAL, née Lucie Odette Germaine, munie des sacrements de l'Église. La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 9 h. 30, en l'église Saint-Louis-en-l'Île (16^e arr., rue Saint-Louis-en-l'Île), 23, quai Henri-IV, Paris (14^e).

Le Monde

Comment remplacer la pollution par un peu de chaleur

Vous ne pouvez plus tarder

Au fil de la semaine

LES CO...
PARIS

Une certaine jeunesse

Après avoir longtemps attendu de devenir compétitif avec le pétrole, l'atome est soudain promu au rang de pièce maîtresse de la stratégie énergétique des pays riches et moins riches. Surpris par ce début fulgurant de carrière, l'énergie nucléaire accuse encore une certaine jeunesse, que les organisateurs préfèrent qualifier de maturité nouvelle. Mais le temps presse pour résoudre les problèmes qui subsistent devant la multiplication des centrales à eau légère de 1 000 mégawatts électriques.

Les techniciens continuent, par exemple, d'apporter un certain nombre de modifications aux centrales en cours de construction, par rapport aux centrales existantes. Tous les producteurs d'électricité, qu'ils soient européens ou américains, insistent, aujourd'hui, sur la double nécessité d'une rapide standardisation des matériels et d'une certaine

ARMÉE

Inspiré par des étudiants socialistes

Un appel signé par trois cents soldats du contingent réclame la reconnaissance d'un véritable droit syndical

Dans un appel aux soldats, sur l'initiative d'étudiants socialistes incorporés dans un camp militaire de la région parisienne, trois cents et appelés du contingent réclament la reconnaissance d'un véritable droit syndical dans les armées et l'instauration de comités consultatifs de soldats dont les fonctions seraient de contrôler la vie quotidienne dans les unités.


L'appel reprend des thèmes développés les 8 et 9 mars dernier à Orléans par la convention pour l'armée nouvelle d'inspiration socialiste (Le Monde du 11 mars) Il propose notamment :

1) Le prêt du soldat sera porté à une fraction notable du SMIC et indexé sur celui-ci. Seront prévus des aménagements complémentaires pour les chefs de famille et les cas sociaux. Les transports seront gratuits et la tenue civile autorisée pour tous en dehors du service.

2) Un statut démocratique garantira les libertés élémentaires : droit de réunion, de discussion et d'information des élus ; reconnaissance des soldats dont les fonctions seraient de contrôler et d'animation de la vie quotidienne des unités. Il faut reconnaître un véritable droit syndical tel qu'il s'exerce dans d'autres pays sans nuire pour autant ni à la discipline ni à l'unité des forces armées.

3) Le fossé maintenu entre l'armée et la nation constituera un facteur d'ajustement considérable pour notre potentiel de défense. C'est pourquoi il faut, dans un premier temps, supprimer les juridictions et les tribunaux militaires qui ont été créés de justice ou l'armée est constituée à la fois juge et partie, abolir les pouvoirs discrétionnaires de la sécurité militaire et mettre en place des structures souples de

GALERIE MAEGHT



GARACHE

PROLONGATION JUSQU'À FIN AVRIL

VIENDRAIT PARAITRE :

YVES BONNEFOY

L'ORDALIE

5 EAUX FORTES DE GARACHE

INFORMATIONS : 522 13 19

MAEGHT ÉDITEUR

13 RUE DE THERAN 75008 PARIS

APPROCHES PICTURALES

et

SIGNIFICATIONS

SAMEDI 26 AVRIL de 10 à 22 heures

DIMANCHE 27 AVRIL 1975 de 10 à 18 heures

à l'atelier roderer 3, place des voeges 75004 PARIS

25 étudiants

de l'école supérieure estienne des arts et industries graphiques

action pédagogique pierre bobillot couleurs et médiums acryliques - liques - lefrano et bourgeois

DOMINIQUE VERGUESE.

A L'HOTEL DROUOT

VENTES

1 - Décès Mme D. et div. Tabl mod. (Chagall, G. O. Fries, Pasca, etc.), tabl. anc. beaux meubles, tapisseries, tapis d'Orient, etc. Total, Pezetti, Marchaux, Canet, Berthel, Me Engelmann-Orient, meubles de style MM. Portier, Me Lemaire, S. 7 - Extrême-Orient, M. Moreau-Gobard, Mme Schlimann, M. René et Claude Boisgirard.

8 - Livres anc. précieux exemplaire de Victor Hugo et illust. modernes de l'Édition S.C.P. Lucien Guillemin, Buffetaud.

9 - Dessins, tableaux anciens M. Antoinette, Me Ader, Pissard, Tajan.

10 - Meubles, M. Boisgirard.

11 - Meubles, Me Thuillier.

Le Monde aujourd'hui

ITALIE

Comment remplacer la petite monnaie par un peu de chaleur humaine

Le problème n'est pas nouveau : depuis des années, les « bar-tabacs » italiens donnent des bonbons à leurs clients quand ils manquent de pièces pour rendre la monnaie. Ils en manquent cependant de plus en plus et leur désespoir est partagé par les marchands de journaux. Le Romain qui tend un billet de 1000 lires (7 F) pour acheter son quotidien habituel est pris pour un malade ou pour un étranger : on le regarde avec des yeux écarés et il arrive qu'on lui refuse l'accès à l'information.

Inutile de parler des pièces de 1 ou 2 lires, qui sont devenues des objets de collection, inutile même d'évoquer celles de 10 et de 20, dont on a appris à se passer. Mais que dire des indispensables « monnaie » de 50 et de 100 lires que l'on s'arrache ?

Devant l'inefficacité de la Monnaie italienne (dont personne ne veut croire qu'elle émet des pièces à longueur de journée), on signale diverses initiatives privées. Des ouvriers de Milan et de Turin sont remboursés par des commerçants avec les jetons des entreprises où ils travaillent. A Bardonnchia, près de la frontière française, on a, paraît-il, carrément institué une monnaie municipale. Dans tout le pays, les jetons de téléphone, valant 50 lires,

ont été élevés au rang de monnaie d'échange et sont parfois mis de côté par les plus prévoyants en prévision d'un relèvement du tarif des télécommunications. Presque les prix augmentent, car devant la pénurie des pièces de 20 lires, des distributeurs automatiques ont pris la mauvaise habitude d'en réclamer cinquante.

« Vous me paierez plus tard »

Ces distributeurs contribuent d'ailleurs à aggraver le phénomène dans la mesure où ils stockent pendant plusieurs jours les précieux « spiccioli ». Aux autobus publics qui en sont équipés s'ajoutent des dizaines de milliers de juke-boxes ou de filip-pers et d'innombrables distributeurs de café. Les touristes qui, de leur côté, apportent des pièces italiennes en repartant chez eux ont leur part de responsabilité. Mais il y a aussi les spéculateurs, ceux qui conservent les pièces pour les revendre à bon prix. Des banques et des grands magasins seraient particulièrement intéressés par ce marché noir. On parle aussi d'exportations massives de « spiccioli » vers le Japon, où ils nourrissent en métal l'industrie horlogère. Pour être difficile

à admettre, cette hypothèse n'en a pas moins fait l'objet d'une enquête. Près de la moitié des pièces de 50 et de 100 lires n'ont-elles pas disparu de la circulation ?

La pénurie n'a pas que des aspects négatifs. Elle encourage une gentillesse naturelle des Italiens et une souplesse que l'on aimerait bien rencontrer en France, par exemple. Les commerçants ont appris à fermer les yeux sur les fractions ou à faire crédit à leurs clients. Le « vous me paierez plus tard », accompagné d'un haussement d'épaules, vise bien plus à rassurer l'insolvable qu'à le mettre en garde contre l'oubli. Dans l'autobus, il se trouve parfois un passager attentif et généreux pour glisser dans le distributeur la pièce que, visiblement, vous ne possédez pas. Le chauffeur de taxi, lui, ne vous dira peut-être pas « au revoir » si son portebotte est oublié, mais il se sentira insulté si vous fouillez désespérément dans vos poches à la recherche de la pièce de 50 lires manquante pour payer le prix de la course.

L'Italie privée de monnaie est, au fond, un peu plus encore l'Italie : un pays qui ne connaît pas la précision, ignore l'efficacité, mais vit — gaïement — de chaleur humaine et d'a-peu-près.

ROBERT SOLÉ.

QUART-MONDE

La mort des pauvres

LES pauvres meurent aussi, mais pas tout à fait comme les riches. Ils sont, si c'est possible, plus pauvres encore devant la mort que dans la vie qui les y a conduits. Le mouvement

Aide à toute détresse a réuni, durant le dernier week-end, dans la banlieue parisienne, une rencontre sur « le sens de la mort en quart-monde (1) ». Retenons-en quelques manières de mourir, racontées par les permanents du mouvement, ces hommes et ces femmes, qui vivent quotidiennement au contact du sous-prolétariat des bidonvilles, des cités d'urgence. Quelques centaines de milliers d'oubliés de la société, c'est-à-dire de tous les autres, jusque dans la mort.

Philippe, le clochard, pesait une bonne centaine de kilos. Sa femme, Isabelle, à peine trente-six. Ils habitaient ensemble depuis trente ans deux chambres sans eau ni électricité, encombrées du produit des tournées que faisait Isabelle avec une petite voiture d'envie brinquebalante. Philippe, de son vivant, parlait déjà très peu. Un volontaire d'Aide à toute détresse, André M., qui vécut trois ans dans le voisinage, n'eut qu'une fois une réelle conversation avec lui : c'était à propos du Tour de France. Cragonon et rentra. Philippe se déplaçait de plus en plus difficilement. Il finit par ne plus quitter le voisinage immédiat

d'un réchaud à gaz duquel il se tenait si près qu'on s'étonnait de ne pas le voir brûler.

Inexistant

Philippe remuait de moins en moins. Le médecin se faisait rare au fur et à mesure que s'aggravait la paralysie. André M., dit de Philippe : « Il était déjà mort avant d'être mort, inexistant pour tout le monde. » Même sa femme paraissait le trouver encombrant, ce grand corps inutile qui lui barrait la route au milieu de la chambre. Elle bonnait, il mourait.

Un matin, vers 5 heures, Isabelle se rendit compte que son mari était mort. Il était par terre, entre le lit et la porte. Pas question pour ce petit bout de femme de transporter ce grand corps sur le lit. Il fallait de l'aide, mais de qui ? André M., était absent. Restait la police, que d'ordinaire on fuyait parce qu'on n'avait pas ses papiers.

Mais il est crevé cet homme-là, ce n'est pas moi qu'il fallait venir chercher », protesta le policier de garde ce jour-là et qui avait bien voulu se déplacer. Médecin, constat de décès à toute détresse, a noté de nombreux signes de « l'irrecevabilité de la mort des pauvres dans une société comme la nôtre » et de la « maintenance des corps de ces êtres ». Le père Wrésinski dit avoir vu « des corps brisés parce que le cercueil où on voulait les placer était trop petit », « un prêtre contraindre une femme à montrer son certificat de mariage catholique » pour que son époux mort ait un enterrement chrétien. « La mort des pauvres peut avoir un aspect fabuleux : lors de la rencontre d'Aide à toute détresse, on a cité l'exemple de ce cercueil qui avait éclaté au moment d'être mis en terre. La foule des parents et amis avait levé les bras au ciel en criant au miracle de la Résurrection.

de l'argent ? », demande le policier. « Out », répond fièrement Isabelle « Montrez ! » Elle montre. Elle pourra payer l'ambulance et le médecin.

Tout le monde s'en va, sauf le mort. Isabelle aussi s'en va faire la tournée des cafés. Elle sent autour d'elle une rumeur qui la désigne aux bonnes consciences : « Elle va boire alors que son mari vient de mourir ! » Philippe, le clochard, sera enterré en présence de cinq ou six personnes du quartier. Sa famille n'a pas pu être prévenue ; ou écrite ? qui avertir ? Un prêtre a dit quelques mots à l'enterrement de Philippe, il a parlé de la Résurrection, Mnémé, sans une larme, plus frère que jamais, Isabelle, dans un geste d'impuissance, écartait les bras.

Corps brisés

Des « pouilleux » qui meurent dans l'indifférence ou le mépris, ce n'est pas rare, même dans une société post-industrielle. On peut se consoler en se disant que les pauvres retrouvent dans la mort une dignité qui leur était refusée dans la vie. Ce n'est, même pas vrai. Le père Joseph Wrésinski, l'ardent fondateur d'Aide à toute détresse, a noté de nombreux signes de « l'irrecevabilité de la mort des pauvres dans une société comme la nôtre » et de la « maintenance des corps de ces êtres ». Le père Wrésinski dit avoir vu « des corps brisés parce que le cercueil où on voulait les placer était trop petit », « un prêtre contraindre une femme à montrer son certificat de mariage catholique » pour que son époux mort ait un enterrement chrétien. « La mort des pauvres peut avoir un aspect fabuleux : lors de la rencontre d'Aide à toute détresse, on a cité l'exemple de ce cercueil qui avait éclaté au moment d'être mis en terre. La foule des parents et amis avait levé les bras au ciel en criant au miracle de la Résurrection.

Il n'y a pas une manière de mourir quand on est pauvre, mais il y a des constantes : la déposition dont la vie a été marquée, on va s'efforcer de la démentir au-delà. D'où ces efforts ruineux, pitoyables pour offrir à ses proches des monuments funéraires éclatants, élogieux. Méprisés pendant la vie, les pauvres veulent dans la mort — occasion unique — affirmer leur dignité : « En quart-monde, note un volontaire d'A.T.D., la mort et l'enterrement sont la seule occasion d'avoir une vie publique. C'est une façon pour les pauvres de montrer qu'ils existent encore en eux-mêmes ». Dans une cité d'urgence de la banlieue parisienne, des femmes se sont un jour rivoitées parce qu'une habitante avait été enterrée à la sauvette par les services municipaux. Le jour même de sa mort. La révolte avait grondé sur le thème : « Ce n'était pas un chien, tout de même. »

La lumière et l'ombre

Mort en couches de cette femme de vingt-quatre ans déjà mère de sept enfants. Mort de cette autre femme qu'on accusait de ne pas s'occuper de sa progéniture et qui fut écrasée un jour qu'elle allait à la pharmacie chercher des médicaments pour soigner un enfant. « C'est dommage », dit-on entendu dire, « elle commençait à rentrer ». Suprême sursaut de dignité de ces êtres meurtris qui annoncent à qui veut les entendre qu'ils « laisseront leur corps à la science ». Des corps parfaitement inutilisables, mais sursauts qui veulent dire : voyez, nous aurons été utiles. Pour bien des pauvres, la mort n'est pas un passage brutal, c'est un processus continu dont la vie n'est que le premier acte. Telle vie, telle mort, en dépit des efforts pour « dignifier » cette dernière par des rites ou par le souvenir de ce que la mort avait eu de meilleur. « On ne sait plus », a dit un participant à la rencontre d'A.T.D., « où est la mort, où est la vie. Où est la lumière et l'ombre. »

BRUNO FRAPPAT.

(1) Aide à toute détresse, 122, av. du Général-Lectier, 95480 Pierrelaye. Tél. : 464-11-11. C.C.P. : 13-351-80 Paris.

Au fil de la semaine

AU hasard de l'actualité, on a appris ces derniers temps que : 1) La viticulture méridionale traverse une crise grave due aux manœuvres des négociants et à la concurrence déloyale des mauvais vins italiens, plus ou moins trafiqués. Colère des vigneron. 2) La réforme Haby sacrifie allégrement une foule de matières dans l'enseignement au grand dam de la culture et de la formation de nos enfants. Colère des enseignants. 3) Les Américains ont bien de la chance : leurs impôts diminuent et même leur sont en partie remboursés, alors que nombre de Français sont de plus en plus accablés sous le poids d'une fiscalité écrasante et inique. Colère des contribuables.

Arrêtons à ces trois constats une liste qui pourrait aisément être quatre ou cinq fois plus longue. Tout cela est bien vrai, n'est-ce pas, ce sont des faits établis, reconnus, des idées reçues que nul ne songe à mettre en doute. Pourtant, regardons chacune de ces affirmations d'un peu plus près.

LE VIN. — Les manifestations des vigneron du Midi expriment le désespoir et l'angoisse d'une population rurale qui ne parvient plus à écouler sa production et à vivre de son travail.

Ce n'est pas nouveau ; il y a eu moins quatre-vingts ans qu'il en est ainsi. La crise n'est pas la première : pour s'en tenir aux quinze dernières années, on ne compte pas moins de huit révoltes des viticulteurs (1960, 1961, 1963, 1967, 1970, 1971, 1974). Elle n'est malheureusement pas la dernière : les vignobles italiens et français produisent à eux seuls plus de « gros rouge » que le marché mondial tout entier ne peut en absorber ; et leur récolte augmente plus vite, d'une année sur l'autre, que la consommation respectivement + 1,4 % et + 0,4 %.

On s'en tire provisoirement à coup de subventions (1 milliard de francs cette fois) et de distillation des surplus (20 millions d'hectolitres ; ou, 2 milliards de litres en dix-huit mois). L'alcool ainsi obtenu, qu'en faire ? Faut-il le brûler ? Faut-il l'utiliser, en en jette tout simplement une bonne partie. Et ainsi jusqu'à la prochaine crise.

Les vins italiens sont, dit-on trafiqués. Et ces vins français, ces « chattis dégrés », ces vinasses imbuables, que l'on coupe, chapelisé, sucre, renforce, colore, trille par toute une chimie savante et parfois dangereuse, qu'ils sont loin du jus de la treille ! A noter que la cadence de la surproduction est plus rapide dans le Languedoc que dans la péninsule. Les viticulteurs italiens ne sont pas moins formels d'ailleurs : c'est, prétendent-ils, la concurrence déloyale des mauvais vins français, trop abondants, trop et mal trafiqués, qui désorganise le marché.

Les remèdes existent et chacun les connaît (1). Qui osera les appliquer ? La réponse est claire : aucun gouvernement, depuis le début du siècle, n'a voulu entreprendre le plan de sauvetage indispensable. Parce qu'il exigerait quinze ans d'effort et qu'il méconterait forcément des électeurs. Parce qu'il faudrait oser dire aux viticulteurs que l'activité de trop d'entre eux repose sur une spéculation et sur la charité de la collectivité plus que sur le travail.

L'ENSEIGNEMENT. — Il y a eu d'abord la révolte des philosophes criant à l'assassin. Puis la fureur des historiens et des géographes qui ont si bien su faire entendre qu'ils étaient sacrifiés — le ministre lui-même ne fut-il pas l'un d'eux ? — qu'ils ont arraché quelques accommodements. Voici que se réveille maintenant, après ces deux batailles, la querelle des études littéraires classiques, le grec oublié, le latin méprisé, le français en déclin. Les professeurs de langues vivantes plaident chacun pour son saint. Les partisans des matières nouvelles, économie, technologie, sciences sociales, revendiquent eux aussi. Les représentants des disciplines dites secondaires, artistiques et sportives, se plaignent de leur état misérable. Mais c'est en chœur que tous, pour finir, protestent d'une même voix contre la réduction des postes ouverts aux différents concours de recrutement.

Tels sont, bien avant qu'elle ait vu le jour, si elle doit jamais le voir, les premiers effets de la réforme Haby, qui agit si fort une partie des lycéens et la quasi-totalité des enseignants. Gardons-nous d'entrer ici dans le débat. Une suggestion toutefois : prendre en considération les exigences légitimes et justifiées — elles le sont toutes, bien entendu — des enseignants de chaque discipline, sans brimer ni favoriser aucune catégorie ; puis faire l'addition des horaires ainsi établis. Nul doute que l'on aboutisse

LES TROIS COLÈRES

par PIERRE VIANSSON-PONTE

à soixante-dix, quatre-vingts, cent heures d'enseignement hebdomadaire au bas mot dans tout le secondaire et dès la sixième. Après quoi il ne restera plus qu'à hisser le recrutement au niveau correspondant.

LES IMPÔTS. — Comme si le prélèvement sur les revenus ne suffisait pas, voilà que le pouvoir en vient à taxer les plus-values. Demain ce seront les droits de succession qui seront encore alourdis, les prestations familiales plafonnées ou imposées pour certains, les prestations sociales retréées à d'autres, le patrimoine amputé et finalement le capital lui-même frappé. Ah ! Notre époque est vraiment celle de l'égalitarisme forcé, presque de la socialisation et de l'abolition du sacro-saint droit de propriété. L'impôt, c'est, croit-on, ce qu'on paie au percepteur trois fois l'an et non sans se plaindre, c'est un prélèvement sur le revenu. Un prélèvement cruel puisque, et cela chacun le sait, le contribuable français est l'un des plus lourdement taxé qui soit.

En bien non ! L'impôt sur le revenu, en France, représente moins de 5 % du revenu brut des ménages. Il est deux fois plus élevé en Allemagne et aux Pays-Bas, deux fois et demie en Suisse et en Angleterre, trois fois aux Etats-Unis et en Suède. Le contribuable français est, au monde, l'un des plus favorisés à cet égard, l'un de ceux qui paie le moins d'impôts directs.

Alors c'est la fraude, si répandue et si considérable qui fait que ce sont toujours les mêmes qui réussissent à échapper à l'impôt et toujours les mêmes, les maladroits, les imbéciles, les honnêtes gens, vous, moi, qui payons pour les autres ? Vivement une véritable réforme fiscale qui fasse rendre gorge aux fraudeurs et allège la charge qui pèse sur les bons citoyens ! Non encore : même si la fraude était totalement supprimée, même si l'impôt direct était équitablement réparti, il ne représenterait encore qu'environ 10 % du prélèvement global. Car l'impôt, en France, c'est l'impôt sur la consommation ; et celui-ci est en effet, très lourd, portant la charge fiscale globale à 36,3 % du produit national brut, ce qui se compare bien à la situation allemande (34 %) et anglaise (36,6 %), dépasse largement la pression américaine (27,9 %), n'atteint pas, et de loin, le prélèvement suédois (43 %) (2).

L'impôt indirect, qui tient ici une place beaucoup plus importante qu'ailleurs, nous ne le voyons pas, nous ne le sentons guère. Pas de tiers provisionnel, pas d'avertissement, pas de percepteur pour poursuivre et saisir le mauvais débiteur et parfois, à titre de représailles, voir brûler ou sauter ses bureaux. Cet impôt-là est collecté pour le compte de l'Etat par les entreprises, qui sont les fermiers généraux de notre époque. Il n'est pas calculé pour assurer une redistribution des revenus, un minimum d'égalité, mais au contraire pour favoriser par priorité, à l'aide d'incitations sélectives, l'avènement de la grande entreprise capable de dominer le marché et de résister à la concurrence internationale. Loin de contrarier l'évolution du capitalisme, il l'accélère ; loin de corriger les effets du marché et de la concurrence, il les renforce (3).

La colère des vigneron prend sa source dans le pourrissement engendré par près d'un siècle d'immobilisme. L'irritation des enseignants et l'agitation des enseignés doivent beaucoup à des changements trop fréquents et pas toujours bien calculés qui provoquent la confusion. Le mécontentement des contribuables ne doit pas grand-chose, bien qu'ils le croient, à l'absence de réforme et à la fraude, mais à toute la conception, à la structure et aux fonctions de la fiscalité.

Dans les trois cas, les analyses que l'on vient d'esquisser n'ont rien d'original ; elles ont été cent fois faites. Elles sont parfaitement connues des dirigeants de la viticulture qui conduisent les manifestations, des responsables des mouvements d'enseignants qui expriment leurs revendications, des élus qui votent le budget comme des ministres qui le mettent en œuvre. Elle sont à la portée de qui veut se donner la peine de s'informer et de réfléchir.

Seulement voilà : il n'est pas prudent d'aller contre les idées reçues. Il est plus facile de suivre la pente naturelle des concessions, des modes, des faux-semblants. Les réformes dérangeant toujours quelqu'un et la vérité blesse.

(1) Pierre-Marie Doutréant les exposait très clairement, une fois de plus, dans un article du Monde du 18 avril, article auquel on a emprunté les quelques données et quelques idées.
(2) Pour les années 1968-70, selon l'Observateur de l'O.C.D.E., décembre 1972.
(3) La démonstration en a été faite en particulier par Christian de Bré dans le Monde diplomatique de janvier.

سكزامن الأمل

ETRANGER

Reflets du monde entier

Des bébés aux yeux ronds

« Les G.I. américains ont quitté le Vietnam, raconte l'observateur, mais, comme la plupart des armées, ils y ont laissé leur marque : une lignée de bébés sans père. Il n'y a pas de chiffres officiels, mais on estime au minimum le nombre de ces enfants à seize mille, dont un important pourcentage ont du sang noir. Désormais par leur père, ils sont aussi désœuvrés par le gouvernement américain. Beaucoup se sont retrouvés dans des orphelinats, mais quelques mères ont décidé de les garder. Ces femmes sont maintenant terrifiées à l'idée que les troupes communistes puissent se venger des Américains sur elles et leurs enfants. »

« Une infirmière, Lee Lee, poursuit l'hebdomadaire britannique, s'est enfuie de Saïgon il y a un mois avec sa fille Lee, huit mois, et son fils de trois ans, Tony (...). Comme beaucoup d'autres Vietnamiennes dans la même situation, Lee Lee ne croit pas seulement les communistes, mais aussi le mépris de ses compatriotes pour les femmes qui ont « des bébés aux yeux ronds ». »

« Le père des enfants de Lee Lee, Bill Evans, un garçon de vingt-sept ans, originaire du Missouri, avait promis de épouser après la naissance du deuxième bébé. Ils sont même allés ensemble chercher les formulaires de mariage à l'ambassade américaine. Mais Bill ne les a jamais signés. Il y a sept mois, il est reparti au Missouri avec une autre femme, une serveuse de bar, abandonnant Lee Lee avec le bébé et Tony, qui, chaque fois qu'il aperçoit un Blanc, appelle « Papa, papa ! » en vietnamien. »

EUROPEO

Orthodoxes et contestataires

Une communauté de deux mille fidèles s'est couchée un soir catholique et réveillée le lendemain orthodoxe, révèle l'EUROPEO, en racontant « un petit schisme sans précédent, qui ne tient pas à un choix théologique ou à une raison culturelle, mais est une réaction à une décision imposée par l'autorité religieuse et la réponse à un tort subi ». La chose s'est passée dans un petit village du « Nord profond » de l'Italie, à Montaner. « Les jeunes y ont tous émigré et, depuis neuf ans, les vieux, restés sur place, mènent une guerre de religion. »

L'EUROPEO raconte les épisodes tumultueux du conflit qui a suivi la mort du vieux curé, don Giuseppe Fae. « Au lieu de le remplacer par un prêtre estimé des paroissiens, l'évêque de Vittorio-Torino a envoyé un curé de son choix qui a été très mal accueilli. Il a fallu expédier deux cents policiers à Montaner pour ramener le calme. Placés devant le fait accompli, les contestataires s'aperçurent que leurs réactions passionnées faisaient le jeu de l'adversaire. Ils firent semblant d'accepter, mais se constituèrent en communauté autonome, et adressèrent une demande régulière à l'évêque du patriarchat de Moscou, qui leur envoya un jeune évêque orthodoxe, Mgr Vestorazzo. Une vaste demeure a été construite pour le prêtre, qui espère ainsi son succès. » Comment croyez-vous qu'est née la réforme de Luther ? Pour les mêmes raisons. Parce que les fidèles n'ont pas été compris par leurs évêques. »

L'OPINION

Ailleurs, l'herbe est toujours plus verte...

Le quotidien marocain L'OPINION s'insurge contre l'arrestation parfaitement arbitraire de braves citoyens du bled. « Pour avoir osé se rendre à Rabat et présenter une requête au cabinet royal, des citoyens des Rehanna ont été interpellés, à leur retour, par l'autorité locale administrative, arrêtés, emprisonnés pendant treize jours, traduits devant un tribunal pour être acquittés. »

« Leur démarche n'avait rien qui puisse troubler l'ordre public, ni nuire à des tiers, ni porter préjudice à quiconque, fut-ce l'autorité locale. Elle concernait leurs rapports quotidiens avec l'administration... Simplement, ils avaient que l'administration s'était éloignée d'eux, qu'ils éprouvaient des difficultés à voyager pour régler leurs petits problèmes de tous les jours. »

« Ils ont été arrêtés sous un curieux chef d'accusation : « Collecte de fonds sans autorisation. »

« Sans preuves, et en vertu d'un texte caduc, ils ont été maintenus treize jours en prison avant de bénéficier de la liberté provisoire et de se voir, en fin de compte, acquittés sans indemnité ni la moindre excuse. »

« Ainsi donc, sans flagrant délit, l'autorité administrative peut — et ne s'en prive pas — mettre à l'ombre qui bon lui semble. Alors qu'il lui appartient de veiller à la tranquillité des gens, c'est à croire qu'elle aime à inspirer la peur et la crainte pour maintenir son autorité. »

« Quelle leçon à méditer que celle du ministre de l'Intérieur français suspendant ces jours-ci un préfet pour n'avoir pas été en mesure de veiller sérieusement à la tranquillité de certains de ses administrés. »

AKTUELT

Quatre centimètres en une génération

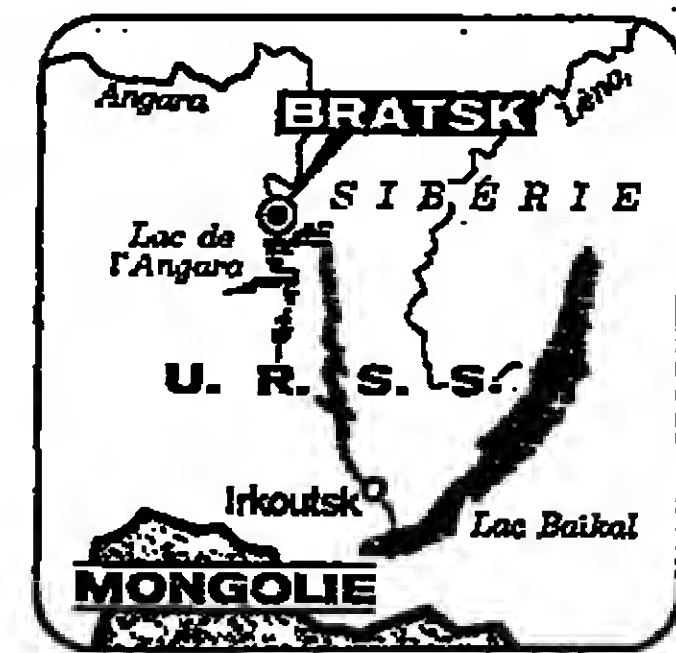
« En l'espace d'une génération, écrit le quotidien danois social-démocrate AKTUELT, les enfants danois ont grandi en moyenne de 4 centimètres. C'est ce que vient de montrer une étude comparative de la taille des écoliers de sept à dix-huit ans. Cette enquête a également révélé que, dans l'ensemble, les garçons et les filles de Copenhague ont un demi-centimètre de plus que les enfants des villes de province, tandis que, à leur tour, ceux-ci dépassent d'un demi-centimètre leurs camarades de la campagne. »

« Les spécialistes pensaient bien que les statistiques établies entre 1930 et 1942 n'étaient plus valables. Mais, se référant aux chiffres beaucoup plus récents publiés par les Suédois, ils avaient pris l'habitude d'attribuer automatiquement aux petits Danois d'un millimètre donné 3 centimètres de moins qu'à leurs frères d'outre-Suède. Erreur grossière ! Voici que, en trois décennies, les petits Danois ont rattrapé les enfants suédois ! Si l'on tient à distinguer entre garçons et filles, les premiers ont gagné 4 centimètres, alors que la progression des secondes a été, plus modestement, de 3,7 centimètres. »

سكزامن الاصل

Lettre de Bratsk

DES COSAQUES AUX KILOWATTS



QUELQUES rondins de mélèzes solidement imbriqués constituent les vestiges soigneusement entretenus du poste avancé qu'il y a plus d'un siècle les Cosaques venus d'Irkoutsk, à 600 kilomètres au sud, constituèrent ici pour contrôler les turbulents tribus buriates. Celles-ci ne furent en définitive soumise qu'en 1857 lorsque Staline fit exécuter leurs chefs, jugés trop peu enthousiastes pour la nouvelle religion moscovite, comme ils l'avaient d'ailleurs été envers le tsarisme presque deux siècles auparavant, lorsque Pierre le Grand en avait fait décapiter sept cents un beau matin au bord du lac Baïkal.

Qu'y avait-il pourtant à défendre et à garder ici, dans cette forêt qui n'en finit pas, au bord de cet Angara long de plus de 1 000 kilomètres depuis sa source dans le Baïkal jusqu'à sa jonction avec l'Irtyssé tout près du cercle polaire? C'est à peine si quelques trappeurs y traquent l'ours et le loup, le zibeline et la loutre pour les pelisses des grandes dames de Saint-Petersbourg, des riches marchandes de Moscou et des exilés d'Irkoutsk.

Le spectacle qu'offre Bratsk aujourd'hui est bien différent. Il y a vingt ans à peine, en effet, quelques pionniers, attirés par l'aventure sibérienne et aussi par des primes alléchantes, s'installaient dans quelques clairières de la taïga pour y tracer l'esquisse d'un des plus importants complexes industriels de toutes les Russies. Durant un an, parfois par des températures de moins 50 degrés, ils s'employaient tout d'abord à remplacer leurs tentes de toile par des lézas de bois entourées de loppins de terre, dotés, par exception, de quelques cheminées. Parmi eux, on ne trouvait pas seulement les descendants des victimes du tsarisme ou du stalinisme, jadis

exilés dans les camps de travail de cette prison naturelle qu'est la Sibirie orientale, mais aussi des jeunes gens de l'Oural et d'ailleurs, saisis d'une sorte de mystique de la conquête fortement égayée par des avantages matériels.

D'autres cités peu à peu sortirent de terre, composées d'immeubles à quatre étages sans grâce et dispersées dans la forêt sur une distance de plus de 50 kilomètres comme autant de satellites des usines. Car c'est uniquement d'industrie qu'il est question à Bratsk, où vivent aujourd'hui plus de deux cent mille personnes. Si le courage et les souffrances des défricheurs sont attestés par le climatère qui s'étend sous les boulevards et dont les petites stèles et quelques croix de bois disparaissent chaque année sous la neige, l'endurance se mesure ici tout au long de l'année.

Au froid d'un hiver qui dure huit mois succèdent, en effet, les désagréments d'un bref été. Un traitement spécial a dû être administré par avion pour débarrasser la ville des moustiques et des insectes qui rendaient tout travail impossible après la fonte des neiges. Mais sur les chantiers dispersés dans la forêt ou dans les marécages des alentours, les ouvriers doivent encore, pendant trois ou quatre mois, travailler et se déplacer sous des voiles et les mains gantées pour éviter les piqûres parfois mortelles de millions d'insectes. L'hiver, le froid intense qui glace tous les cours d'eau et les lacs facilite sans doute les communications, mais il rend toute activité plus pénible encore. Et pourtant les chantiers fonctionnent en permanence, en dépit des intempéries.

On a dû pour cela inventer de nouvelles techniques permettant de couler le béton par moins 40 degrés, en projetant dans les forages des jets d'eau chaude afin de décaler le tarmac, à quelques mètres sous la surface, reste éternellement dure comme glace. Ces conditions particulièrement rudes ont entravé les constructions de routes, qui, au début, se seraient affaissées. Les hélicoptères et les avions, nombreux sur l'aérodrome de Bratsk — qui, bien que de taille internationale, ne reçoit que des appareils soviétiques, — démontrent que la voie aérienne est encore la plus sûre pour les prospecteurs.

Si les « sibériens » de Bratsk montent avec fierté le barrage, le plus puissant du monde — avec 20 milliards de kilowatts-heure, — qu'ils ont construit dans ce désert blanc et qui a transformé l'Angara en une « mer » de 600 kilomètres de long, s'ils assurent que l'usine d'aluminium est aussi la plus vaste du monde, bien que son volume de production soit secret, si la fabrique de cellulose est à la même échelle, ce n'est pas par galéjade : tout ici donne l'impression de l'immensité et de la puissance, tout évoque ces records.

Mais les Sibériens d'aujourd'hui préfèrent insister sur la proesse que constitue l'existence même de cette ville de près de trois cent mille habitants. Au prix d'efforts gigantesques, les magasins sont aussi bien, sinon mieux, pourvus qu'à Moscou. Si les prix y sont supérieurs, les salaires y sont aussi deux fois plus élevés. Il peut toutefois arriver — comme ailleurs en Russie — que quelque denrée fasse défaut. Nous avons pu assister devant un magasin d'Etat à une violente bousculade de

plusieurs centaines de consommateurs, car la vodka attendue depuis plusieurs jours venait enfin d'arriver. Mais, dans l'ensemble, la population a l'air moins affairée, plus détendue, plus dégoûtée que dans les grandes cités de l'Occident soviétique.

Dans les larges avenues, des banderoles tendues, des slogans peints sur les façades, exaltent le travail et le socialisme selon les allégories soviétiques traditionnelles. Comme ailleurs, Marx et Lénine partagent la vedette avec les « héros du travail » des diverses usines, mais, à la tombée de la nuit, on rencontre beaucoup d'adeptes du ski de fond ou de patineurs qui ont profité de leurs heures de loisir pour pratiquer — comme ils le font ici pendant huit mois de l'année — ces sports nationaux. Si ceux-ci sont bien installés dans cette nouvelle Sibirie, plus au nord encore, des chantiers s'ouvrent chaque jour — six barrages sont en construction sur l'Angara — à la conquête industrielle de ce continent presque encore vierge.

ANDRÉ PASSERON.

Point de vue

Les émigrés sont photogéniques

APRÈS la vague d'une littérature-vérité bien intentionnée qui tournoie autour des émigrés dans leur étrangeté et leur misère, le cinéma s'empare à son tour du sujet, devant par la force des choses la valeur marchande. Pas n'importe quel cinéma, mais le gros, celui qu'on destine au grand public, celui où l'on caricature, où l'on baisse le niveau du langage et de l'écriture, pour éviter que cela ne fasse intellectuel, et pour-que-tout-le-monde-comprenne ! Un cinéma plein de bonnes intentions et de bons sentiments. « Dupont Lajoie », d'après les déclarations de son réalisateur, est un film pour le grand public, c'est-à-dire commercial. Alors aux concessions viennent s'ajouter les clichés, les ficelles ; la couleur locale d'une ethnographie ou service d'un réalisme qui finit par rassurer et séduire. C'est un film qui n'inquiète pas, il est même divertissant, dans le sens où il arrive à détourner le sujet — le racisme — et devient un spectacle qui donne-bonne-conscience. Se voulant réaliste, le film est en dépit du réel ; car le quotidien des émigrés est simplement fantastique : l'univers dans lequel vivent, triment, souffrent et meurent ces hommes exotiques est autrement plus violent. C'est un univers qu'on soupçonne à peine.

Boisset tend au public un miroir en montrant les choses, en reproduisant les manifestations de l'ignorance et de la bêtise. Montrer l'ignorance est le meilleur moyen d'annuler le vrai drame ; répéter ce qu'on entend, ou suppose entendre, autour de soi, n'agit point sur l'imaginaire des gens. Bien au contraire, le discours du bistrôt et de la presse raciste se poursuit sans inquiétude sur l'écran. Rappelons à ce sujet que pour excorier la haine de la violence des Américains ou Vietnams, les différentes chaînes de télévision projettent tous les jours au moment du dîner, au moment où toute la famille est réunie, les atrocités filmées sur cette guerre. La violence qui entre ainsi au foyer est banalisée. De même montrer des Français insulter les Arabes et surtout en rire — dans la salle et sur l'écran — est une manière, peut-être inconsciente, d'effacer le vrai phénomène, celui qui doit être traité au-delà de l'apparence, celui qui mérite d'être démonté et non seulement décrit dans ses manifestations les plus aberrantes et aussi les plus quotidiennes. Le racisme n'est pas aussi simple : il n'émane pas de la seule petite bourgeoisie abrutie par les courses, la voiture et la télévision. Que dire du grand capital qui ne se soucie que de la rentabilité au mépris de l'humanité, qu'il soit émigré ou local ?

A la fin du spectacle, tout le monde est content ; le frère assassiné est vengé ; le meurtrier raciste est puni, il est à son tour abattu. L'esprit de l'honneur et de la vengeance sur lequel s'est basée la version officielle se trouve justifiée ainsi par Boisset.

Décidément, le photogénisme des émigrés ne dépasse pas le cadre de la violence.

Encore faut-il aller plus loin... Mais aller plus loin, c'est devenir subversif et ce serait inacceptable pour un cinéma qui vit du système dominant, qui traite de l'apparence, le protégé tout en se donnant bonne conscience en montrant un crime raciste.

TAHAR BEN JELLOUN.

Portrait

Woizero, policier-tenancier

DIEU merci, la révolution éthiopienne n'a pas tout changé, et Woizero le policier a conservé le bistrot-hôtel qui l'exploite à Mega, non loin de la frontière du Kenya. Aujourd'hui on célèbre l'anniversaire de la victoire d'Addoua contre les Italiens. Les drapeaux vert-jaune-rouge claquent au vent d'avril chargé de pluie.

Woizero a revêtu son bel uniforme, sa tenue d'apparat : la casquette ornée de la croix, le front, le baudrier de cuir noir, où raffinement suprême, un gousset est astucieusement ménagé pour le sifflet chromé. La ceinture en est au dernier trou, car Woizero est de ceux qui engraisissent dans ce coin où l'on meurt encore de faim.

En attendant la cérémonie, Woizero s'ennuie : il astique ses médailles, remonte son pantalon, fait cliquer sur le plancher le fer de ses talons ; puis, pris d'une soudaine inspiration, il demande des comptes de la veille.

Des trois « hôtes » qui choyent la clientèle, c'est le plus opulente qui tient la caisse. Woizero est un vrai patriote : pour un peu, la fête nationale allait lui faire oublier la cérémonie domestique et quotidienne ! « Combien de bières, de sodas ? » L'hôtesse présente un cahier d'écolier où sont inscrites, une à une, les consommations. Mais cela ne suffit point : Woizero demande à compter les bouteilles vides et les bouteilles pleines, dont l'état est rigoureusement tenu.

Les cognacs, les whiskeys, les vermouths ? Comment être sûr du nombre de petits verres dans la soirée d'hier ? Un bon policier n'est jamais pris au dépourvu. Il fait placer à côté de chaque bouteille de spiritueux une bouteille

identique, remplie d'eau exacte-ment au même niveau. Le servante mesure alors en versant le liquide dans un seau, verre par verre, ce qui évite les manipulations, toujours risquées, de liqueurs coûteuses.

Depuis le bas du village, on entend maintenant s'approcher les roulements de tambours du défilé : Woizero se plante sur le pas de la porte, dans l'attitude la plus martiale. Les Jeunes éthiopiennes marchent au pas en chantant *Ethiopia Thabem*, sans grande conviction dans ce matin félicieux. Pour ne pas perdre le fil, la servante n'a pas interrompu ses comptes de petits verres. Woizero non plus : son oreille gauche frissonne imperceptiblement à chaque petite chute d'eau derrière le comptoir. « *Quotiens pour le gin* », note-t-il à haute voix en se retournant à demi après le passage des jeunes patriotes. Sur le cahier, il compare avec le niveau de la même bouteille noté la veille, puis il compte la monnaie.

Dans la journée d'hier, le bistrot a réalisé un chiffre d'affaires de 43 dollars (86 F.). Ce résultat plutôt maigre est dû à la saison des pluies, qui a brutalement rafraîchi l'atmosphère. Woizero enfourne la recette dans la poche de son uniforme, puis s'en va boire un verre au bistrot voisin.

Après son départ, on semble respirer plus à l'aise : les jeunes femmes ont repris leurs poses familières auprès des consommateurs. Pourtant le maître des lieux veille encore, car, au milieu des bouteilles, sa photographie en buste, avec médailles et épaulettes, continue de régner sur l'établissement. Le portrait est orant de vérité : on croirait qu'il va siffler.

MAURICE SOUTIF.

Boisset tend au public un miroir en montrant les choses, en reproduisant les manifestations de l'ignorance et de la bêtise. Montrer l'ignorance est le meilleur moyen d'annuler le vrai drame ; répéter ce qu'on entend, ou suppose entendre, autour de soi, n'agit point sur l'imaginaire des gens. Bien au contraire, le discours du bistrôt et de la presse raciste se poursuit sans inquiétude sur l'écran.

le Pont du 1er Mai
le Club y a pensé
Départs spéciaux
téléphones au Club
266-52-52
Club Méditerranée

Modèles de voitures de sport et de compétition, échelle 1:8, merveilleux. Construct. italienne cherche pour la France et la Belgique agent exclusif ayant de grands moyens financiers. Ecrivez à : FURIN'S MODEL CAR - Via Revella, 55 - 10139 TORINO (Italie).

LA DISTRIBUTION A GRENOBLE-ÉCHIROLLES
LA programmation est faite des usagers
Modèles de voitures de sport et de compétition, échelle 1:8, merveilleux. Construct. italienne cherche pour la France et la Belgique agent exclusif ayant de grands moyens financiers. Ecrivez à : FURIN'S MODEL CAR - Via Revella, 55 - 10139 TORINO (Italie).

RADIO-TELEVISION

LES ÉCRANS DE L'ÉTRANGER

Objections à l'objectivité américaine

Le courant de la télévision américaine la porte, en ce moment, à s'interroger sur le monde et à se remettre en question. Dans tous les domaines. Pour intéresser, les séries, les feuilletons doivent coller à la vie, et l'approprié, et la rendre compréhensible sinon supportable par le biais de la satire ou de la réflexion. Quels sont les « hits », les succès de la saison à la vitrine des sondages? D'abord et encore « All in the family », la famille d'Archie, ce bigot, ce bégueule, gâté de préjugés à l'exemple de son modèle de la B.B.C., toujours à pester contre les « youpins », les « négros », les « ritos », mais interdits d'antenne, il y a peu, ainsi que d'autres plus courts et librement utilisés à présent.

Et puisque le vent est à la critique, on en a profité pour remettre en cause, sous le qualificatif de « journalisme du carnet de chèques », les cochets qu'il en d'usage de verser aux États-Unis en Angleterre aussi d'ailleurs — aux personnalités interviewées à l'antenne. Ce qui accentuerait encore le côté représentation de l'information. Que M. Bob Holdeeman, ancien conseiller du président Nixon, condamné dans l'affaire du Watergate, ait exigé et obtenu 25 000 dollars de l'heure pour ouvrir son dossier devant Mike Wallace, de la C.B.S., et replaider sa propre cause, voilà qui n'a pas plu du tout. De là à accrédi- ter M. Nixon au cas où il accepterait d'en faire autant, il n'y avait qu'un pas. Ce pas, on l'a immédiatement franchi à l'écran, en présence de Mike Wallace et des représentants les plus virulents de la presse écrite, elle-même coutumière du fait ou demeurant. Alors, vrai? Faux? Don? acte. Il n'est pas jusqu'à l'objectivité dont font preuve les journaux télévisés qui ne soit à présent sujette à objections. Ce souci constant d'opposer les points de vue viserait moins à éclairer l'opinion qu'à dramatiser l'actualité.

Il y a beaucoup plus grave. Le principe d'équité élevé au rang et au titre de doctrine, la « fairness doctrine », par la F.C.C., la commission fédérale des communications, a été abusivement exploitée, révélait Fred Friendly, professeur à l'université de Columbia, dans le « New York Times » du 30 mars, par les administrations Kennedy et Johnson en 1963 et 1964. Pour défendre leurs intérêts et servir leurs politiques. A coups de comités bidons, de fonds électoraux et

Un 1er mai haïtien

Les « gouverneurs » de Maurice Failevic et les « naïfs » de Jean-Marie Drot

Deux réalisateurs, Jean-Marie Drot et Maurice Failevic, l'un cinéaste de la vérité subjective, l'autre chroniqueur de la réalité sociale, sont revenus d'Haïti avec un « Journal de voyage » et une « dramatique ». Haïti, exotisme et francophonie, vaudou et « tantons naïfs » : le regard de l'un et le point de vue de l'autre mettent en jeu leur vision du monde et la manière dont ils donnent à connaître un même pays sur lequel on ne possède que des stéréotypes (voir l'extraordinaire film des Comédiens l'autre dimanche sur TF 1). Jean-Marie Drot est allé filmer les peintures de la fête et du vaudou. Maurice Failevic a mis en scène un roman de l'Haïtien Jacques Roumain, les Gouverneurs de la rose.

Clouant dans la justesse de son regard, et dans l'« objectivité » de la lentille cinématographique, Jean-Marie Drot s'est rendu aux Antilles pour renouer — et peut-être pour comprendre — des « naïfs ». (On sait, depuis les Naïfs yougoslaves, l'intérêt qu'il porte au sujet.) Cela dit, son attitude, il se veut candide, sans préjugés; il découvre distraitement un sociologue lui dire que la fête est un dérivatif, et il n'a pas beaucoup plus loin dans son interrogation du tissu social. Il parlera avec distance du « phénomène » vaudou, mais dira: c'est comme ça, voilà ce que nous avons vu, et nous sommes incapables d'interpréter. Toutefois, il donnera du rituel magique une vision commentée, car les images ne parlent pas toutes seules; il affirmera que la pièce d'acier dont se saïbit la jeune fille a été portée au rouge; seule sa « conscience » du fait est élément de connaissance.



« La Mort d'Adam », de Jean-Marie Drot.

Prenez l'exemple d'une excellente émission de défense du consommateur — j'en ai vu plusieurs — programmée par l'une des chaînes privées. A propos, quand donc notre service public se hasarderait-il à suivre ce dangereux exemple? Sur un guéridon, des petits pots d'aliments pour bébés, une bouteille de Coca-Cola, des boîtes de conserves et de céréales, toutes étiquettes défilées. Autour du guéridon, des diététiciens. Au bout de cinq minutes, on avait compris, plus question d'acheter ces produits. C'était chimique, c'était sucré, c'était mauvais pour la santé, c'était trop cher ou pas assez. Un vrai massacre! Si les fabricants d'étaient s'insurger, chaque fois qu'ils sont incriminés, ce genre d'émission ne tarderait pas à passer à la trappe et le public en serait pour ses frais.

La fable du film de Maurice Failevic est, évidemment, tout autre. Le choix du roman de Jacques Roumain, Les Gouverneurs de la rose (aux Éditions françaises réunit), l'indique dans l'Haïti de 1925, un village est divisé par la misère, l'indigence et la superstition; sous la solidarité, le travail collectif (« le coumbite » en langue créole) peuvent permettre de redonner vie à la plantation; Manuel, qui revient de l'étranger, apprend à ses concitoyens que l'homme est maître de son destin. Jacques Roumain, qui a fondé en 1934 le parti communiste haïtien, a été proscrit, puis nommé ambassadeur au Mexique, est un des grands écrivains de la francophonie, au même titre qu'André Césaire.

Maurice Failevic, cependant, nous donne une autre explication: « Je n'ai pas le cœur d'être lyrisme pour décrire la réalité d'ici, le monde qui nous entoure, aujourd'hui ». Pour Maurice Failevic, l'espérer que traverse l'œuvre de Jacques Roumain est d'ordre historique; il ne faut pas le lire au présent. Ainsi, sans doute, la fable devient-elle universelle.

Pour le 1er mai, Antenne 2 nous donne l'occasion de constater, d'une œuvre à l'autre, l'importance du regard du créateur dans le traitement du sujet: pour l'instant, le « créateur » est expulsé des petits écrans par la nouvelle organisation — ainsi Raoul Sangha est-il banni d'Un jour futur — mais les nouveaux maîtres comprendront bientôt que la télévision ne peut être uniquement un continuum d'objets ineptes.

MARTIN EVEN.

* Les Gouverneurs de la rose, 5, jeudi 1er mai, A 2, 20 h. 30. * Les Naïfs haïtiens, 5, jeudi 1er mai, A 2, 22 h. 30.

DU CÔTÉ DES MEDIA

LA TÉLÉDISTRIBUTION A GRENOBLE-ÉCHIROLLES

« La programmation est l'affaire des usagers »

PROFITANT du « vide juridique » créé par la qualification des pouvoirs publics, l'équipe du centre de production audio-visuelle de l'Arlequin de Grenoble-Echirolles, qu'étaient Daniel Populus et Daniel Holland, s'est lancée, de façon très pragmatique, bien entendu, dans l'aventure de la télédistribution. Agir sans connaître jamais les limites de ses responsabilités ne constitue pas toujours une situation enviable. Ainsi, la municipalité de Grenoble a conscience de se trouver dans une situation « impossible »: elle est à la fois, paritaire et arbitre. Elle a réussi jusqu'à présent à éviter les écueils, mais la campagne pour l'élection présidentielle au printemps 74, même si elle n'est le réseau de télévision locale, lui a fait entrevoir les difficultés de la tâche. Aussi, parce qu'ils ont le sentiment que cette liberté dont ils usent n'est qu'illusion, ceux qui mènent l'expérience de la télédistribution souhaitent que des structures de gestion soient mises en place dans les meilleurs délais, avec ou sans la participation des pouvoirs publics.

LA difficulté d'organiser la télé-distribution dans le cadre des nouveaux quartiers de l'agglomération grenobloise tient essentiellement à l'existence de deux Ville-neuve situées de part et d'autre d'une frontière communale. Au début de l'année 1975, les logements câblés — H.L.M. et accession à la propriété — se répartissent ainsi: mille neuf cents sur la commune de Grenoble (le quartier de l'Arlequin), huit cent cinquante sur la commune d'Echirolles (les quartiers des Essarts et de Surleux). Étaient également reliés de nombreux équipements collectifs: les écoles maternelles, primaires et les C.E.S. des deux communes, la maison de quartier et le centre de santé de l'Arlequin. Devant être rattachés ultérieurement le centre de vie et de commerce (ouverture en août 1975), la bourse du travail, un hôtel, l'unité pédagogique d'architecture — dont les constructions viennent de débuter. A terme, ce sont huit mille logements qui seront raccordés au réseau de télé-distribution.

A cette dualité administrative s'en ajoutent une autre, politique: la municipalité de Grenoble est socialiste, celle d'Echirolles, communiste. Des divergences de comportement sont déjà apparues. Ainsi, avant que le centre de production de l'Arlequin — situé en territoire grenoblois — ne commence à émettre sur le câble, le maire d'Echirolles a demandé à la SADI (Société d'aménagement du département de l'Isère) de faire en sorte que les images diffusées par la chaîne de télévision locale — sur le canal 85 U.H.F. — ne parviennent pas aux récepteurs de ses concitoyens. Pour justifier cette attitude, la municipalité d'Echirolles a fait savoir que, ne participant pas au financement du fonctionnement du centre audiovisuel, elle ne se sentait pas autorisée à capter les émissions produites par celui-ci. En fait, ce comportement témoigne davantage d'une suspicion à l'égard de l'équipe de

Daniel Populus, dont la ville d'Echirolles ne pouvait espérer contôler l'activité. La solution — un filtre permettant aux téléspectateurs de cette commune de capter uniquement les trois chaînes « officielles » — a donc fonctionné en 1974, mais a perdu peu à peu, et pour des raisons « techniques » dit-on, son efficacité.

Cependant, Echirolles n'a pas voulu aliéner définitivement sa liberté de choisir les programmes diffusés par la chaîne de télévision locale. Elle a expressément demandé à l'aménageur d'installer un dispositif qui lui permette de recevoir des émissions distinctes de celles adressées aux téléspectateurs de Grenoble, dans le cas où elle aurait à se plaindre d'un « programme commun ».

Un statut à trois étages Pour tenter de régler les différents problèmes qui se posent, M. Michel Lullier, un ingénieur de l'équipe pluridisciplinaire de la SADI, a imaginé plusieurs structures jur-

diques qui se présentent un peu comme les étages d'une fusée. Le premier étage, qui régèlerait la question de la « propriété » de la station centrale et d'une partie de S.A. Entreprise de presse n° 1, qui édite le Progrès et le Dauphiné libéré, spécialisée (avec Télérama, nationale (le Monde). Le capital de cette société serait de l'ordre de 1 million de francs. Les différents partenaires ont déjà été pressentis. Les tâches de cette société d'économie mixte — qui élaborerait un quelconque sorte d'ontologie de la télé-distribution — seront de trois natures:

- 1) Maintenance et gestion — technique et commerciale — du réseau;
- 2) Diffusion (diffusion à partir de la station centrale, du centre audiovisuel de l'Arlequin ou de tout autre point d'émission, comme par exemple le centre commercial d'émissions pré-enregistrées — enregistrement, stockage, archivage de documents audiovisuels, — relations administratives avec les tiers);
- 3) Etudes et maîtrise partielle des extensions du réseau de télé-distribution.

diques qui se présentent un peu comme les étages d'une fusée.

Le premier étage, qui régèlerait la question de la « propriété » de la station centrale et d'une partie de S.A. Entreprise de presse n° 1, qui édite le Progrès et le Dauphiné libéré, spécialisée (avec Télérama, nationale (le Monde). Le capital de cette société serait de l'ordre de 1 million de francs. Les différents partenaires ont déjà été pressentis. Les tâches de cette société d'économie mixte — qui élaborerait un quelconque sorte d'ontologie de la télé-distribution — seront de trois natures:

- 1) Maintenance et gestion — technique et commerciale — du réseau;
- 2) Diffusion (diffusion à partir de la station centrale, du centre audiovisuel de l'Arlequin ou de tout autre point d'émission, comme par exemple le centre commercial d'émissions pré-enregistrées — enregistrement, stockage, archivage de documents audiovisuels, — relations administratives avec les tiers);
- 3) Etudes et maîtrise partielle des extensions du réseau de télé-distribution.

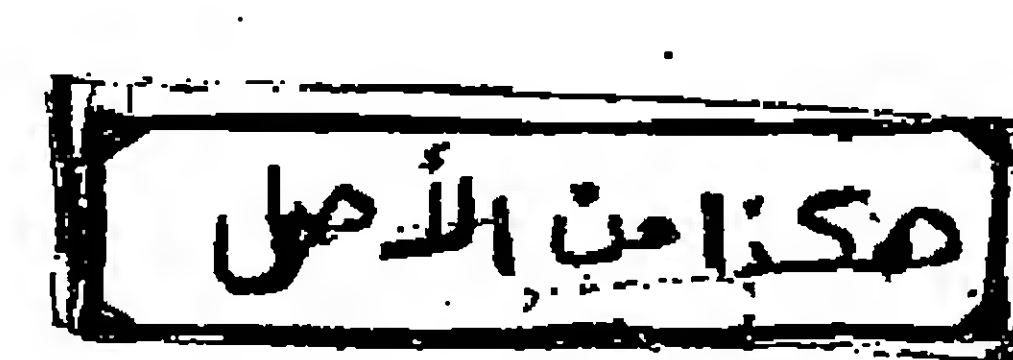
Le troisième — et dernier — étage devrait être réservé à la structure de programmation. Le projet s'inspire directement de l'Association des producteurs-consommateurs de télévision, constituée officiellement le 17 juin 1974 dans le quartier de l'Arlequin selon une procédure originale qui montre assez bien l'intérêt qui peut représenter une télévision de quartier. En effet, les statuts de cette Association ont été présentés au cours d'une émission en direct. Les téléspectateurs qui le souhaitent pouvaient descendre dans le studio où l'émission était produite pour débattre devant les caméras des points qui leur paraissent ou peu clairs, ou contestables. Les candidats au conseil d'administration ont ensuite été invités à se faire connaître. Enfin les téléspectateurs ont été engagés à se rendre chez leur « relais de course » (2) à la fois pour relayer leur carte d'adhérent et pour élire les administrateurs. En une heure l'Association avait rassem-

blé trois cents adhérents et élu quarante et un administrateurs.

Même si elle n'a pas encore pleinement joué le rôle que ses promoteurs lui destinent, cette Association, la première sans doute en France, a au moins le mérite d'exister: elle est intervenue, comme ses statuts lui en donnent la possibilité, non seulement pour définir le contenu des programmes diffusés mais également pour participer directement à la production avec le soutien technique de « Vidéo-gazette ». Son règlement intérieur a été élaboré de manière à « donner la parole » à des individus plutôt qu'à des organisations traditionnelles — partis politiques, syndicats, etc. Ces derniers conservent toutefois le droit d'interpeller l'Association sur le câble en cas de désaccord avec celle-ci. Si cette démarche à l'avantage de débarrasser l'Association du poids des institutions, elle la place devant le risque de « faire une télévision de minoritaires » adressant à des minoritaires. Il paraît cependant souhaitable de disposer d'un organisme constitué d'usagers pour assurer la programmation régulière des émissions, que celles-ci soient réalisées localement ou non. C'est pourquoi la SADI propose, soit l'extension de la vocation de cette Association à la Ville-neuve-d'Echirolles, soit la création d'une association comparable sur cette commune. Tout en déléguant leurs responsabilités à cette (ou cette) association (3), les communes propriétaires de la télé-distribution pourraient promouvoir la création, tout au sommet, d'un « comité des sages » capable de trancher les « litiges graves ».

BERNARD ELIE.

La semaine prochaine : DONNER LA PAROLE AUX HABITANTS



سكزاجن الاصل

RADIO-TELEVISION

Écoutez, Voir...

● DRAMATIQUE : LES EXILES DE James Joyce. — Mercredi 30 avril, TF1, 20 h. 35. « Ton meilleur ami cherche à se séduire ; dis-moi ce que je dois faire... »

● CHRONIQUE : LA LOUISIANE OU « LAISSEZ LE BON TEMPS ROULER ». — Dimanche 4 mai, TF1, 17 h. 20.

La Louisiane, ou « Laissez le bon temps rouler » est le début d'une nouvelle série de Claude Flauger et Robert Mantouille qui filme l'âme d'un pays, d'une communauté, ici, les Cajuns (les Acadiens) de la Louisiane.

● DOCUMENTAIRE : ÉVASION AU NORD-YÉMÉN. — Vendredi 2 mai, FR3, 20 h. 30.

Évasion vers l'Arabie heureuse : André Voinis et Jacqueline Chollet roulent à travers la Tihama, plaine bordant la mer Rouge, puis gagnent la montagne, les hauts-plateaux, où vivent encore des villages organisés jadis en petits royaumes indépendants.

● DOCUMENTAIRE : DES HOMMES, DES JULES, CEUX DU BALLAST. — Lundi 5 mai, A2, 21 h. 35.

Des travailleurs et francs, purs et joyeux, qui travaillent « dur » sur les voies ferrées de France pour les entreprises. Des travailleurs qui chantent, qui sont satisfaits. Des travailleurs, enfin, qui ne contestent pas, qui ne militent pas, qui ne font pas de politique.

Les films de la semaine

● COMMENT VOLER UN MILLION DE DOLLARS, de William Wyler. — Dimanche 27 avril, A 2, 14 h. 30.

Audrey Hepburn, fille d'un fabricant de faux tableaux, et Peter O'Toole, faux gentleman-cambrioleur, se font enfermer dans un musée pour voler une fausse statue.

● LES HOMMES DE LAS VEGAS, d'Antonio Boni. — Dimanche 27 avril, TF 1, 20 h. 35.

Le film de gangsters américains revu par le système de coproduction européenne et le style — il faut le dire — du western italo-espagnol.

● ESPOIR (SIERRA DE TERUEL), d'André Malraux. — Lundi 28 avril, TF 1, 20 h. 35.

Une suite d'actions des républicains espagnols contre les troupes de Teruel, dans la région de Teruel. André Malraux a tourné ce film — qui n'est pas une adaptation de son roman L'Espoir — d'une manière très élaborée et avec des acteurs. En fait, il n'a tourné que la moitié du scénario prévu, avant l'arrivée des troupes de Franco.

● ELLE ET LUI, de Leo McCarey. — Jeudi 17 mai, FR 3, 20 h. 30.

Un grand amour traversé d'épreuves entre un homme et une femme que la vie s'ingénie à séparer. L'histoire préférée de Leo McCarey qui l'avait déjà traitée, en 1938, avec Charles Boyer et Irene Dunne.

● LES COMPAGNES DE LA NUIT, de Ralph Habib. — Mardi 29 avril, A 2, 20 h. 35.

Le film de la prostitution selon l'hypocrite cinéma français (commercial) des années 50. Mise en valeur érotique de Françoise Arnaud, dans un mélo dramatique des bontrands où les putains, les truands et l'ouvrier au grand cœur sont la fausse monnaie, alors courante, d'un faux réalisme social.

● LE MERCENAIRE, d'Étienne Perier et Sécido Bondini. — Mardi 29 avril, FR 3, 20 h. 30.

Un film de cape et d'épée franco-italien, bien loin du style frénétique d'un Freda ou d'un Cottafavi. Stewart Granger, raide comme un parapluie, essaie de faire croire qu'il veut Errol Flynn mais personne ne peut s'y tromper.

● LES NUS ET LES MORTS, de Raoul Walsh. — Mercredi 30 avril, FR 3, 20 h. 30.

D'après un roman de Norman Mailer (Prix Pulitzer), l'atmosphère, pendant la guerre du Pacifique, de deux conceptions de l'armée (américaine) : l'une autoritaire et brutale, l'autre humanitaire et démocratique. Malgré la violence efficace de Raoul Walsh, le type même du film à message, ennuyeux et fausement audacieux. Admiré en France parce que la censure n'en aurait même pas permis autant.

● LES DAMES DU BOIS DE BOULOGNE, de Robert Bresson. — Lundi 5 mai, TF 1, 20 h. 35.

Bresson, il y a trente ans. Un film qu'il a renié, mais on a le droit de ne pas être d'accord avec lui. D'un épisode emprunté à Jacques Le fataliste, de Diderot, et modifié, Bresson avait fait une tragédie glacée de la passion et de la vengeance. Dialogues et raclements de Cocteau, interprétation remarquable de Maria Casarès et Elina Labourdette.

● ANGLIQUE ET LE ROY, de Bernard Borderie. — Lundi 5 mai, FR 3, 20 h. 30.

Réduite les inventions romanesques d'Anne et Serge Golon à une intrigue aussi décousue, un spectacle aussi banal, il n'y a que Bernard Borderie pour savoir le faire.

● LE PORTRAIT DE DORIAN GRAY, d'Albert Lewin. — Vendredi 2 mai, A 2, 22 h. 55.

Le chef-d'œuvre proque inconnu d'un cinéaste cultivé, esthète qui fut aussi l'auteur de Pandora. Admirable et sans doute irremplaçable adaptation du roman d'Oscar Wilde, où le dandyisme, l'exaltation des sensations et de la beauté, le défi à la morale victorienne conduisent à l'abjection, au pourrissement secret et à la mort. De l'utilité incontestable du Ciné-club.

● LES PIONNIERS DE LA WESTERN-UNION, de Fritz Lang. — Dimanche 4 mai, A 2, 14 h. 30.

Les pionniers du télégraphe transcontinental, un ancien bandit fidèle à la parole donnée. La morale implacable de Fritz Lang dans un genre typiquement américain. Un conflit psychologique plus qu'une épopée.

● LE PLUS SAUVAGE D'ENTRE TOUS, de Martin Ritt. — Dimanche 4 mai, TF 1, 20 h. 35.

Un conflit de famille et de générations chez les éleveurs de l'Ouest américain moderne. Désenchantement et atermoiement : le folklore est mort. Réalisme intégral et surréalisme, Martin Ritt a, pour une fois, réussi son coup.

Lundi 28 avril

TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi et C. Dargat. « Les grands orang-outangs rouges ».
20 h. 35 Variétés : « Numéro un », de M. et G. Carpentier. Joe Dassin et ses invités : Carlos et Michel Fugain.

Mardi 29 avril

TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi et C. Dargat. « Les grands orang-outangs rouges ».
20 h. 35 Variétés : « Numéro un », de M. et G. Carpentier. Joe Dassin et ses invités : Carlos et Michel Fugain.

Mercredi 30 avril

TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi et C. Dargat. « Les grands orang-outangs rouges ».
20 h. 35 Variétés : « Numéro un », de M. et G. Carpentier. Joe Dassin et ses invités : Carlos et Michel Fugain.

Jeudi 1er mai

TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi et C. Dargat. « Les grands orang-outangs rouges ».
20 h. 35 Variétés : « Numéro un », de M. et G. Carpentier. Joe Dassin et ses invités : Carlos et Michel Fugain.

Samedi 26 avril

● CHAÎNE I : TF 1
19 h. 45 La vie des animaux, de F. Rossi et C. Dargat. « Les grands orang-outangs rouges ».
20 h. 35 Variétés : « Numéro un », de M. et G. Carpentier. Joe Dassin et ses invités : Carlos et Michel Fugain.

● CHAÎNE II (couleur) : A 2
16 h. 55 Sport : Football. France-Spagnole à Colombes.
19 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilletton : Le pélerinage.

● CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Tommy.
Saxons : blues et musiques britanniques.

Dimanche 27 avril

● CHAÎNE I : TF 1
12 h. La séquence du spectateur.
13 h. 20 Variétés : « Le Petit rapporteur », de M. et G. Carpentier.

19 h. 35 Informations sportives : Droit au but.
20 h. 35 Film : « Les Hommes de Las Vegas », d'A. Jassi (1968), avec J. Falanoc, G. Lockwood, J. Servais, R. Hannin.

● CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. 5 Série : Havaré police d'Etat... Qui a tué Mira Bell?
20 h. Documentaire d'art : Pour l'amour de l'art. (Le mécatel), de D. Page.

ÉMISSIONS RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES
DIMANCHE 27 AVRIL
FRANCE-CULTURE
7 h. 15, Horizon ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 15, Route française ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine ; « La libre pensée française » ; 10 h., Messe.

● CHAÎNE II (couleur) : A 2
13 h. à 19 h. Dimanche illustré, de P. Tchernoia.
13 h. 15 Jeu : Le défi.
14 h. 10 L'album, de Michel Serraull.

● CHAÎNE III (couleur) : FR 3
19 h. 5 Série : Havaré police d'Etat... Qui a tué Mira Bell?
20 h. Documentaire d'art : Pour l'amour de l'art. (Le mécatel), de D. Page.

BNP AU COIN DE VOTRE RUE ET AUX QUATRE COINS DU MONDE

Les programmes éducatifs
Télévision
TF 1
Lundi 28 avril
14 h. 5, Monde animal (C.F., C.E.) ; 17 h. 15, Civilisation américaine.

Formation permanente
Lundi 28 avril
9 h. 5, Le club du lundi (3°) ; 9 h. 25, Chant (C.M., 6°, 5°) ; 15 h. 15, Docteurs pédagogiques (C.M., 6°, 5°).

BOURNAIRE DES INFORMATIONS À LA TÉLÉVISION

RADIO-TELEVISION

Lundi 28 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
14 h. 25 Série : « L'Homme qui revient de loin ».

CHAINE II (couleur) : A 2
14 h. 30 Magazine. Aujourd'hui, madame.
15 h. 30 Série : Maman.
16 h. 10 Les après-midi d'A. Jammot.

CHAINE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Flash. « La balle qui roule ».
19 h. 40 Tribune libre : La société Nietzsche.

Mardi 29 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
14 h. 20 Le fil des jours.
18 h. 45 Pour les jeunes : Chapi-chapo.

CHAINE II (couleur) : A 2
13 h. 45 Magazine régional.
14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.

CHAINE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Improvisation sur un livre.

Mercredi 30 avril

CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
14 h. 35 Pour les jeunes : Les visiteurs du mercredi.

CHAINE II (couleur) : A 2
14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.
15 h. 30 Série : Les Monroes.

CHAINE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes : Trois contre X.

Jeudi 1er mai

CHAINE I : TF 1
19 h. 45 Feuilleton : Le temps de vivre, le temps d'aimer.

CHAINE II (couleur) : A 2
20 h. 35 (A) Dramatique : « Les Gouverneurs de la rosée ».

CHAINE III (couleur) : FR 3
20 h. Jeu : Altitude 10 000.

HORAIRE DES INFORMATIONS A LA TELEVISION
PREMIERE CHAINE : éditions complètes à 13 h. 25 h. et en fin de soirée (vers 23 h.).

ABREVIATIONS
Les émissions précédées du signe (M) figurent dans la rubrique « Revoir voir » ou bien font l'objet de commentaires à l'intérieur de cet encadré.

chambre de Radio-France. Direction H. Stern. Au Théâtre des Champs-Élysées 3 Paris.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.). Actualité du disque : 8 h. 35 (S.).

FRANCE-CULTURE
7 h. 7. Matinales, par C. Dupont ; 8 h. Les chemins de la connaissance.

FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.). Actualité du disque : 8 h. 35 (S.).

FRANCE-CULTURE
7 h. 7. Matinales, par C. Dupont ; 8 h. Les chemins de la connaissance.

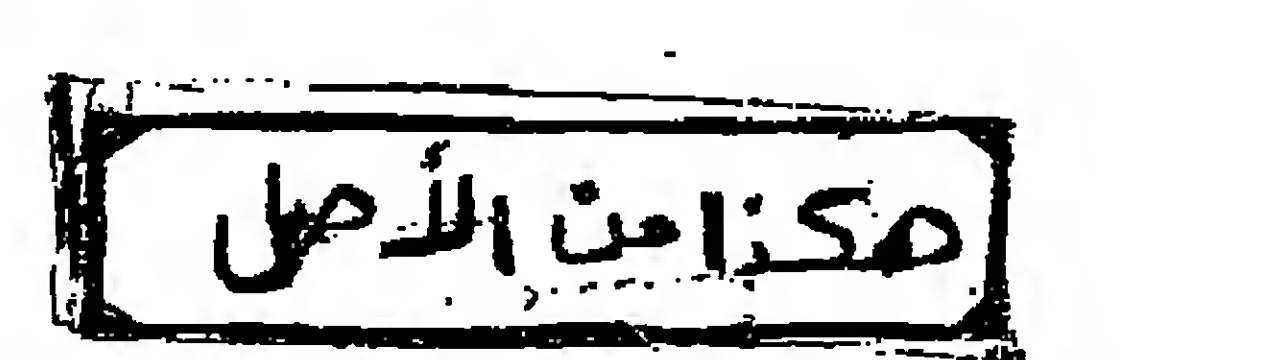
FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.). Actualité du disque : 8 h. 35 (S.).

Les émissions régulières de radio

FRANCE-INTER : 5 h. Variétés et Informations ; 7 h. 45, le monde change ; 9 h. 5. Beau temps ; 11 h. 30. Inter-femmes ; 13 h. 10. Et dire que pendant ce temps-là ; 12 h. 45. Le jeu des 1 000 euros ; 14 h. 5. Le monde de Pierre Boutiller ; 14 h. 30. Eve et Liliane ; 16 h. 5. Musical ; 17 h. 5. Radioscopie ; 18 h. 5. Publiez ; 20 h. 10. Pas de pop club ; 22 h. 10. Cool ; 23 h. Le pop club de José Arcau.

Les émissions régionales

Tous les jours
FRANCE-INTER (sur l'ensemble des chaînes) 19 h. 20 - 18 h. 40 (sauf dimanche).
FRANCE-MUSIQUE
19 h. 5. Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.). Gospel songs ; 19 h. 40 (S.). En musique avec... 1923-1945. L'influence du jazz dans la musique occidentale ; Ravel, Geršwin ; 19 h. 50 (S.). Orchestre lyrique de Radio-France, direction A. Cozzani ; « Oratorio », opéra en deux actes de Cavalli, avec E. Teyssy, Y. Kimura, J. Sosa, A. François, E. Gresser, M. Sédani, Gardani, Caron-Weller, A. Fauti, M. Philippe ; 22 h. 45 (S.). Clair dans la nuit ; 23 h. Le monde du jazz. L'œuvre de Charlie Parker ; 24 h. (S.). La musique et ses classiques ; 1 h. 30. Pas music.



صكمان الأصل

LE MONDE L'HISTOIRE LA FRANCE

RADIO-TELEVISION

Vendredi 2 mai

- CHAINE 1 : TF 1
12 h. 30 Variétés: Midi première.
14 h. 20 Le 11 des jours.
18 h. 45 Pour les petits: Chapi-chapo.

- 20 h. 35 Variétés: Boulevard au libéré.
21 h. 40 Magazine littéraire: Apotrophes.
22 h. 50 Cinéma: Le portrait de Dorian Gray.

- 19 h. 40 Tribune libre: L'Union franco-belge des églises adventistes.
20 h. 30 Documentaire: Evrasion au Nord.
21 h. 30 Documentaire: Album de famille des Français.

- 20 h. (S.). La musique et les hommes, par J. Massin.
FRANCE-MUSIQUE
7 h. Petites pages musicales; 7 h. 40 (S.). Actualité du dimanche.

- CHAINE II (couleur) : A 2
14 h. 30 Magazine: Aujourd'hui, madame.
15 h. 30 Série: Mammis, « Un crime qui n'en était pas un ».

- CHAINE III (couleur) : FR 3
19 h. Pour les jeunes: Oum le dauphin et Téléscope.

Samedi 3 mai

- CHAINE 1 : TF 1
12 h. 30 Variétés: Midi première.
14 h. 8 La France défigurée, de M. Péricard et T. Barlot.
18 h. 35 Samedi est à vous.

- 18 h. 15 Magazine du théâtre: Plein, de J. Artur.
18 h. 55 Jeu: Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton: Le pélerinage.

- FRANCE-CULTURE
7 h. 7, Matinales; 8 h. Les chemins de la connaissance.
14 h. 5, Les après-midi de France-Culture.

- 20 h. « Poutine et Babouine », d'après Tourgueniev.
FRANCE-MUSIQUE
7 h. Petites pages musicales; 7 h. 40 (S.). Actualité d'hier.

- CHAINE II (couleur) : A 2
13 h. 35 Magazine régional.
14 h. 5 « Les chiffres », de M. Lancelot.

Dimanche 4 mai

- CHAINE 1 : TF 1
12 h. La séquence du spectateur.
13 h. 20 (S.) Variétés: Le petit rapporteur, de Jacques Martin.
14 h. 5 Petites pages musicales.

- 14 h. 30 Film: « Les Pionniers de la Western Union », de F. Lang.
18 h. 15 Dimanche illustré (suite).
19 h. 10 Jeu: Monnaie Cinéma.

- 18 h. 20 Animaux: Le monde vivant, de J.-M. Coldefy.
18 h. 45 Sports sur I.A. 2.
21 h. 30 Feuilleton: François Gaillard.

- « Concerto n° 1 pour violon en ré mineur » (Prokofiev).
FRANCE-MUSIQUE
7 h. Nos disques sont les vôtres; 9 h. (S.). Dimanche musical.

- CHAINE II (couleur) : A 2
11 h. 30 Open de golf à La Boule.
13 h. à 19 h. Le dimanche illustré, de P. Tchernaï.

Lundi 5 mai

- CHAINE 1 : TF 1
12 h. 30 Variétés: Midi première.
14 h. 30 Série: L'homme qui revient de loin, réal. M. Wyn.
18 h. 20 Le 11 des jours.

- 14 h. 30 Film: « Les Pionniers de la Western Union ».
18 h. 15 Dimanche illustré (suite).
19 h. 10 Jeu: Monnaie Cinéma.

- 18 h. 20 Animaux: Le monde vivant, de J.-M. Coldefy.
18 h. 45 Sports sur I.A. 2.
21 h. 30 Feuilleton: François Gaillard.

- « Concerto n° 1 pour violon en ré mineur » (Prokofiev).
FRANCE-MUSIQUE
7 h. Nos disques sont les vôtres; 9 h. (S.). Dimanche musical.

Les télévisions francophones

- Lundi 28 avril
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. O'Hara, agent secret; 21 h. Entre il heures et minute, film d'Henri Decoin.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. Les trévisions célèbres; 21 h. Les Nuits de Babouine, film de P. Chantal.

- TELEVISION BELGE: 20 h. 15, Boj, film de G. Renaldi.
TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. 25, Kermis, film de A. Remaux; 22 h. 20, Mémor.

- Vendredi 2 mai
TELE-LUXEMBOURG: 20 h. Deux ans de vacances; 21 h. Madjger, film de J. Smolzer.
TELE-MONTE-CARLO: 20 h. C'est la vie; 21 h. Les Adolescents, film d'A. Labadie.

- TELEVISION SUISSE ROMANDE: 20 h. 15, Les trévisions célèbres; 21 h. Les Nuits de Babouine, film de P. Chantal.
TELEVISION BELGE: 20 h. 15, Boj, film de G. Renaldi; 22 h. 20, Mémor.

Advertisement for 'Mais' magazine, featuring 'L'ÉPIQUE' and 'L'ÉPIQUE' sections. Includes text about genealogy and family history.

L'HISTOIRE par Jean-Marie Mayeur

LA FRANC-MAÇONNERIE FRANÇAISE

Sur un sujet difficile et encore mal connu, l'histoire de la franc-maçonnerie française, Pierre Chevallier apporte une synthèse de grande ampleur...

P. Chevallier apporte un jugement mesuré sur le rôle des franc-maçons aux origines de la Révolution française, sujet de vieilles controverses...

En outre, il se défier des généralisations hâtives. Au voltairianisme des loges de la Restauration et de la monarchie de Juillet, fait suite, sous la III^e République, l'obligation, insérée en 1849 dans la constitution du Grand-Orient...

Combes, que le Grand-Orient adressait des « fiches » sur l'opinion des officiers au cabinet du ministre de la guerre...

Sur le rôle de la maçonnerie dans l'histoire du régime républicain, P. Chevallier offre des chapitres utiles et prudents. Il met en garde contre la tentation qui mènerait à la surestimation...

Sans doute une telle synthèse, malgré ses dimensions, ne pouvait-elle que survenir un certain nombre de problèmes encore mal connus. Peut-être aurait-il été possible d'aller plus avant dans la description du personnel maçonnique...

mettaient de préciser ces considérations. De même, des cartes des loges des diverses obédiences n'auraient pas été inutiles. Plus généralement, mais cette critique vaut plus pour les volumes consacrés aux dix-neuvième et vingtième siècles que pour le premier volume...

Dans quelle mesure la maçonnerie, à la fois aristocratique et égalitaire, répondait-elle à un besoin original de civilité, dans une société dont on dit trop vite l'individualisme ? La question évoquée à plusieurs reprises mériterait d'être approfondie...

(1) Favard, Les Grandes Études Historiques, tome I, 396 p., 58 F. (2) On s'étonnera que P. Chevallier, sensible à juste titre, à la plasticité de la maçonnerie, porte un jugement de simple polémique sur les mutations du catholicisme, évoquant « un clergé socialiste qui trahissait la doctrine »...

Autour, voici une dizaine d'années, de nombreux ouvrages ; les Deux sous l'acacia (1728-1743) et la Première Protégation du temple maçonnique (1745-1755), qui ont renouvelé l'histoire des origines maçonniques...

Dans son deuxième volume, P. Chevallier suggère fort bien les incidences sur la maçonnerie de l'article 291 du code pénal de 1810 qui, on le sait, soumettait à l'agrément du gouvernement les associations de plus de vingt personnes...

C'est aux destinées de la franc-maçonnerie française de 1871 à 1944 que P. Chevallier consacre son dernier volume. Malgré le recours, notamment pour les années de Vichy, à des papiers privés et à des témoignages, celui par exemple du préfet Baylot, l'exposé souffre quelque peu de l'absence de consultation des archives du Grand-Orient qui, n'ont pas été consultées jusqu'ici...

GÉNÉALOGIE : Mais pourquoi donc vouloir connaître ses aïeux ?

LES secteurs de l'activité humaine où la généalogie est impliquée peu ou prou sont innombrables. Outre l'intérêt médical, la valeur éducative, l'utilisation commerciale et le caractère ludique de la recherche des ancêtres, de nombreux autres domaines sont abordés avec elle.

Ainsi pour M. Luc-Henri Clément (Aix-en-Provence), « elle peut servir de base à la démographie historique », et pour M. Pierre Deprez (Tourcoing), « toute l'histoire de France est à réviser objectivement (...) Quel « ouvrage de référence » des livres scolaires, de ma jeunesse ! » La sociologie, l'ethnologie, et aussi l'économie et la politique sont également concernées.

Sa propre famille L'importance intrinsèque de la généalogie justifie donc, à elle seule, de s'y consacrer. Très peu de chercheurs, cependant, invoquent cette raison pour expliquer la mise en route de leurs recherches, ce qui laisse supposer une motivation psychologique profonde et subconsciente. Subconsciente, puisque l'animateur interrogé indique volontiers la circonstance qui l'a déterminé à entreprendre une recherche généalogique et n'en connaît pas d'autre. Or, comme l'indique un jeune docteur en médecine, « il faut (...) remarquer que ceux qui se lancent dans la généalogie le font pour étudier leur propre famille. Je ne connais pas d'exemple de gens qui commencent par d'autres familles que la leur, encore que cela puisse exister. Cela prouve bien que les motivations premières sont d'ordre purement intellectuel. » M. G.-P. Renduit (Moutiers-au-Perche) précise : « Ma pensée première fut de distinguer les facteurs conditionnants et les facteurs déterminants (tant pis pour le pédantisme). Ces derniers sont anecdotiques (...). Il n'en reste pas moins qu'il fallait, par ailleurs, des facteurs conditionnants, tenant au caractère et à l'essence de la personnalité (...). Si les facteurs conditionnants n'étaient pas nécessaires, les archives et leurs collaborateurs qui vivent dans un milieu « déterminant », devraient tous faire de la généalogie — ce qui ne me paraît pas le cas. » Mais, nous dit M. Claude Latta (Montbrison), il est difficile d'évaluer soi-même ses propres motivations, et beaucoup de chercheurs pensent sincèrement avec M. Jean Lecuyer (Angoulême) : « ... quant à moi, c'est tout à fait par hasard que depuis trois ou quatre ans je me suis mis à cette recherche. »

L'incident fortuit Mlle Yvonne F... (Le Pecq) présente un exemple d'évolution d'un désir latent (jusqu'à un incident révélateur : « Il (le futur chercheur) sait pertinemment qu'il est issu d'une certaine lignée, terrenne, ou cocl ou cela : ces terres, ce vignoble, cette entreprise, sont ancrés bien inconsciemment dans un foetus de son cerveau, ainsi que l'oncle qui descendait des seigneurs » ou l'arrière-grand-père qui avait été l'ami d'un « M. de Tocqueville » ; et comme l'arrière-grand-oncle, tailleur de pierre, lui aurait plu ! Non, cela ne le tracassait pas, mais cela l'intéressait, et il lui était d'un grand poids de savoir à quel s'en tenait sur ce jour où une circonstance fortuite produisit le déclic. Tenez ! la mort du grand-père fait découvrir un acte de partage de 1919... et le cheminement du subconscient éclaire au grand jour » Les motivations des chercheurs sont variées à l'infini. Ce peut être, comme pour M. L. Robert Michel (Sv) de savoir à quel s'en tenait sur ce jour où une circonstance fortuite produisit le déclic. Tenez ! la mort du grand-père fait découvrir un acte de partage de 1919... et le cheminement du subconscient éclaire au grand jour »

Beaucoup de biscuits, de meubles, de porcelaine, notamment alors un relief extraordinaire. Cette jeune femme ou sa sœur, pour ne pas dire un peu débête, est-ce bien elle qui a connu plus tard toutes les péripéties sentimentales, politiques ou économiques, dont on n'a jamais parlé dans la famille et qui précèdent soit sur un blanc des documents officiels ? Evidemment, ces généreux sentiments peuvent être tournés en dérision. « Des philologistes rieurs y verront de l'idiosyncrasie affective », constate M. Henri Martin (Nice), qui ajoute aussitôt : « Libre à eux Qui s'aiment-ils, entre nous ? » Nombre de chercheurs peuvent, beaucoup plus réellement, éprouver une certaine anxiété, « d'assurer leurs arrières, de se raccrocher à quelque chose de sûr » (un membre du Centre généalogique de Touraine). C'est le cas de M. Yves Charpy (Châlons-sur-Marne) : « Je suis fon-

tionnaire et, de surcroît, relativement jeune, ce qui engendre à chaque concours... étape, dépitée, une certaine affectation (...). Pour pallier cette instabilité (...) une petite maison à la campagne (...) sert de point de fixation. Elle représente une certaine continuité. C'est alors que j'ai entrepris des recherches (...) depuis quelle époque, surtout, les ascendants habitaient ce village. »

Cette anxiété, lorsqu'elle est portée à son paroxysme, peut conduire à une fierté vaniteuse assez ridicule, si souvent reprochée en bloc et parfois indûment à certains passionnés de généalogie : « J'en suis encore à attendre de lui une phrase aimable ou simplement constructive, ou même une poignée de main sincère... », constate M. Bernard Lucas (Tours), en parlant de l'un de ceux-ci. La motivation dépasse alors son but et ne conduit plus guère à une véritable recherche...

Ces quelques lignes venaient d'être rédigées et, naïvement, l'en étais assez satisfait, lorsqu'un ami passa.

« Tout ça est vrai mais superfluit : tu tournes autour du pot. Tes correspondants n'ont pas vu leurs motivations profondes, ou peut-être n'ont-ils pas se les avouer ; en tout cas, ils ne peuvent pas le clamer à tous vents (même, le te demande l'anonymat...) »

— Qu'est-ce alors ? — L'ami raconte les épisodes marquants de son enfance, de son adolescence.

« Trois ans (il se souvient un peu de son désarroi). Il est opéré d'urgence de l'appendicite. Ses parents ont pu de le perdre ; il est bientôt ligoté par leur affection : il ne peut louer librement... il est en verre, on va le casser », disent ses frères avec dépit. Lorsqu'il a six ans, ses parents changent de résidence, ils n'ont pas vu qu'il avait reporté tout son besoin d'affection sur « sa » maison. Le jour du départ, il a 6 ans de fièvre... (ce qui laisse le médecin bien perplexé). « J'étais encore dérangé », dit-il. Un ou deux ans plus tard, c'est l'amour qui le touche. Il y a dans sa classe enfantine une petite fille qui lui aime : Françoise de M. Il ne sait absolument pas ce que

cela suppose, mais il veut l'épouser, vivra toujours près d'elle, avait beaucoup d'enfants. Un sentiment de plénitude, d'épanouissement, l'a envahi.

Pourquoi ce récit, au demeurant plutôt banal ? Il explique :

« Je voulais montrer que depuis le début, et particulièrement lors de cet amour enfantin, j'ai besoin de me raccrocher à une base solide où mon trop-plein d'affection peut s'épancher, et qu'il s'opère automatiquement un transfert. La généalogie est en contact avec trop de gens et de choses qui nous ressemblent et qui nous touchent pour ne pas être envahie par son position privilégié. On aime réellement chacun de ses aïeux, on veut les connaître plus, mieux. C'est en quelque sorte le petit chien de la vieille demoiselle essayée, le niché de chetons du ménage qui aurait tant voulu des enfants, les voyages répétés à travers le monde de l'adolescent qui n'a pas su trouver d'ami. »

L'explication peut surprendre, peut-être même choquer. Aucun généalogiste ne voudra croire qu'elle s'applique à son cas. Et pourtant...

PIERRE CALLERY.

LES motivations déterminantes, elles sembleraient normées dans ce passage d'Armand Salacrou, dans Ulysse : « Où êtes-vous mes grands-parents

LANGUE : Colloques, livres et revues

Un colloque « fermé », organisé par le Conseil international de la langue française, sous la responsabilité scientifique de M. Jean-Claude Corbell, directeur linguistique de la Rege de la langue française au Québec, et sous le patronage du recteur et chancelier M. Robert Mellet, se tiendra, le lundi 5 et le mardi 6 mai, à la Sorbonne, sur le thème : « Les relations entre la langue française et la langue anglaise. »

Invitations sur demande au siège du Conseil national, 105 ter, rue de Lille, 75007 Paris. Tél. 551-07-82.

Le discours prononcé par M. Jacques Chirac, le 1^{er} février, sur le thème : « La France devant les questions linguistiques », et dont le Monde du 9 février avait donné de larges extraits, a été intégralement édité sous la forme d'une brochure de vingt pages. Rappelons l'importance de ce texte, qui définit la doctrine lin-

guistique et les grandes perspectives d'action du gouvernement dans ce domaine.

Association Linguistique francosuisse, 117, rue de Rennes, 75006 Paris. Envoi sur demande.

La sixième Biennale de langue française se tiendra à Luxembourg, du 6 au 13 septembre, sous la présidence effective de M. Léopold Sédar Senghor, président de la République du Sénégal, sur le thème : « La français, langue internationale. »

Programme et renseignements auprès de M. Bernard Pignon, secrétaire général de la Biennale, 49, rue du Sergent-Bauchat, 75012 Paris.

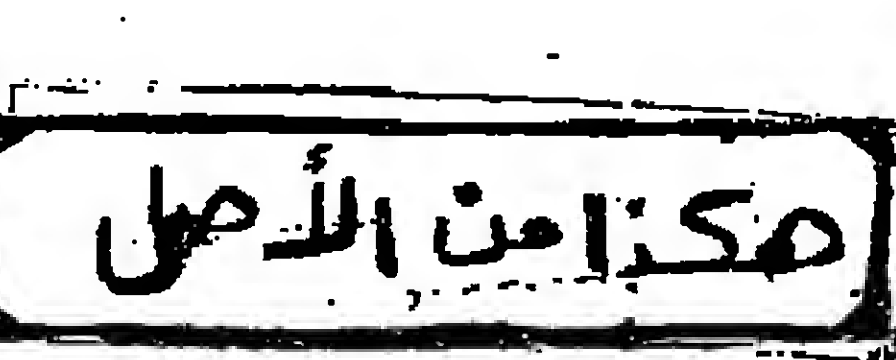
La classique Histoire d'une langue : le français, du regretté Marcel Cohen, a été rééditée par les Editions sociales. A quelques corrections matérielles près, le texte est celui de la précédente édition (1967). La bibliographie est notablement augmentée. Dans une présentation élégante et ro-

buste (513 pages, couverture cartonnée silvertex grenat, typographie agréable), l'ouvrage de Marcel Cohen se recommande, outre sa facilité de lecture, par un prix extrêmement abordable : 40 francs.

Éditions sociales, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris. Tél. 288-52-25.

Un nouveau petit Grevisse pour venir à bout de la « grande bête noire » de notre grammaire : Savoir accorder le participe passé. Rien de très nouveau (et pour cause) dans cet opuscule, qui reprend le petit Traité du participe passé, de M. Catel (Grasset, éd.). Une gamme d'exercices avec leurs corrigés aideront les amoureux de la grammaire à passer les soirées pluvieuses, et à tous d'accorder presque sans hésitation le participe passé des verbes pronominaux.

Éditions Dumolot, Gembloux (Belgique). France : 12 F.



POLICE

L'importance de la concertation avec le ministère explique l'apathie du congrès de la Fédération des personnels parisiens

Le vingt-cinquième congrès de la Fédération syndicale des personnels de la préfecture de police... le dernier pour M. Gérard Monate en tant que secrétaire général de l'organisation...

Plusieurs raisons expliquent le calme de ces assises qui marquent le début de la vague du syndicalisme parisien... Tout d'abord la volonté du Bureau sortant de ne pas se laisser déborder par la base...

Le nouveau bureau de la F.S.P.P. est composé comme suit : secrétaire général M. Jean Chauvaud... secrétaire général adjoint M. Bernard Delapierre...

La commission administrative de la F.S.P.P. a mandaté M. Jean Chauvaud pour postuler en septembre prochain le secrétariat général de la Fédération...

Enfin un élément n'a pas contribué à rassurer l'ambiance au sein de la Fédération : le coup d'arrêt mis par M. Michel Boniatowski à la politique de maintien de l'ordre...

FAITS DIVERS

A Paris

ATTENTATS CONTRE LES DOMICILES D'UN MAGISTRAT ET D'UN AVOCAT

Deux explosions se sont produites au même moment dans la nuit du 24 au 25 avril, aux domiciles parisiens d'un magistrat et d'un avocat...

Le 25, rue Arthur-Rober (19^e) ; l'autre, 11 bis, avenue Carnot (17^e), devant le domicile de M. Jean-Charles Letort...

Une bombe de fabrication artisanale a explosé le 25 avril au Creusot (Saône-et-Loire) dans le local qui occupe la C.G.T. à la maison des syndicats...

Dans un communiqué, la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. qualifie cet attentat de « fasciste » et déclare exiger du gouvernement...

Le 25 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1025,5 millibars, soit 78,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 avril) :

Paris-Le Bourget, 19 et 8 ; Pau, 22 et 8 ; Perpignan, 28 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22 ; Rennes, 21 et 7 ; Arras, 14 et 4 ; Tours, 9 et 1 ; Toulouse, 24 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 14 et 3 degrés ; Athènes, 20 et 15 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 15 et 7 ; Le Caire, 27 et 19 ; Les Canaries, 23 et 14 ; Copenhague, 12 et 4 ; Genève, 19 et 8 ; Lisbonne, 25 et 13 ; Londres, 19 et 12 ; Madrid, 21 et 9 ; Moscou, 14 et 4 ; New-York, 16 et 10 ; Palma-de-Majorque, 25 et 6 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 9 et 5 ; Téhéran, 16 (min.).

JUSTICE

Un procès pour corruption de fonctionnaires au tribunal de Mulhouse

Caisses noires, pots-de-vin ou cadeaux d'entreprise ?

Mulhouse. — Des cadeaux de fin d'année au mois d'avril ? Trouvez autre chose... La colère du président du tribunal correctionnel de Mulhouse était excusable. Après avoir clairement avoué à l'audience qu'il s'agissait de « pots-de-vin », M. Guy Schneider, ancien président-directeur général de la société de travaux publics Ernest, qui comparait le 24 avril pour cor-

C'est en 1972, lors de la mise en règlement judiciaire de la société Ernest que divers contrôles devaient faire apparaître l'existence d'une « caisse noire » alimentée par le paiement de fausses factures et destinée à gagner les faveurs de fonctionnaires qui avaient la possibilité de faciliter à l'entreprise l'obtention de certains marchés officiels. Contre toute attente, on devait découvrir toute

Après une manifestation du Comité d'action des prisonniers aux abords des prisons de Fresnes, le 3 août dernier, durant la révolte sous l'impulsion d'Escarpion-Pierre Delapierre, trente-quatre militants du C.A.P. qui avait harangué les prisonniers à l'aide d'un mégaphone, a été poursuivi pour avoir donné un coup de pied à un gardien de la paix et proféré des insultes à l'égard des policiers. A la seizième chambre correctionnelle de Paris, où il a comparu le 25 avril, défendu par M. Yann Chauvaud, il a formellement nié avoir commis ces deux délits.

L'affaire des pétroliers. — M. Paul Moch, président-directeur général de la compagnie SIF-Union, a été inculpé, vendredi 25 avril, par M. Elie Looques, doyen des juges d'instruction de Marseille, d'avoir tenté de détourner des adjudications.

L'incarcération de M. Georges Mas. — Incarcéré depuis octobre dernier sous l'inculpation d'escroquerie et de banqueroute, M. Georges Mas, président-directeur général de l'entreprise Astre de Bézier, président de l'Association sportive héméroptère, a été remis en liberté et assigné à résidence, « son état de santé étant incompatible avec la détention ».

Le procès en diffamation qui devait opposer, vendredi 25 avril, la C.G.T. et la C.F.T. devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, a été reporté. La C.G.T. a fait valoir, au début de l'audience, que le secrétaire général de la C.F.T. n'avait pas régulièrement qualité pour agir en justice.

De notre envoyé spécial. — Une comptabilité occulte, si scrupuleusement tenue que les noms des destinataires des fonds y étaient souvent nettement indiqués. On devait toutefois s'apercevoir que les dirigeants de l'entreprise avaient dû, quand même, prendre le soin de faire disparaître une partie des documents.

Plusieurs noms ont été finalement retenus, mais seulement pour la période postérieure à 1969, les faits antérieurs étant prescrits. Or comme l'a relevé le tribunal, les sociétés avaient été créées en 1962. Parmi les noms se trouvent cinq membres de l'administration municipale de Mulhouse dont deux chefs de services, le secrétaire général de la mairie de Cernay, M. Albert Bauman, un officier d'une unité du génie basée à Mulhouse, et un contrôleur de travaux de la direction départementale de l'équipement. En plus des enveloppes correspondantes aux fausses factures adressées à la mairie de Mulhouse, les « cadeaux » prenaient les formes les plus diverses : bons d'essence, « corbeille de mariage », séjour de sports d'hiver, et prêt pour l'achat d'un fonds de commerce, etc.

Mais, en fin de compte, le montant de ces faveurs pour chaque cas n'excède guère le million d'anciens francs, et se résume le plus souvent à quelques milliers de francs. D'ailleurs, la ville de Mulhouse estime aujourd'hui son préjudice global à 42 000 F, mais il est vrai qu'une partie de l'argent détournée lui a déjà été remboursée.

En définitive, les moyens de cette corruption peuvent sembler relativement dérisoires : les débats furent décevants en comparaison du scandale vivement ressenti à Mulhouse et dans toute la région au début de l'enquête (1). Mais, dans son réquisitoire, le procureur de la République a néanmoins insisté sur le fait que l'affaire était bien plus significative qu'elle ne le paraissait.

Rappelant que certains faits solidement établis avaient débouché au procès selon la règle de prescription et que des ordon-

nances de non-lieu avaient dû être rendues par manque de preuves suffisantes, le représentant du ministère public a affirmé : « Les quelques milliers de francs évacués aujourd'hui ne sont qu'une partie dans la botte de Pandore que nous espérons que la justice va découvrir ». Il a conclu : « Nous devons savoir d'où nous venons et où nous allons ». Il fallait alors rapprocher ces propos de ceux de M. Schneider au moment de son inculpation.

Celui-ci, qui, d'autre part, dénonçait les « quêtes » électorales auprès des entrepreneurs, avait déclaré que les pots-de-vin étaient partout, une pratique tout à fait courante. Cette déclaration avait fait grand bruit en 1972, au point de provoquer de nombreuses réactions indignées et notamment des mises au point de la direction départementale de l'équipement et de M. Emile Müller, député du Haut-Rhin (Réd.) et maire de Mulhouse.

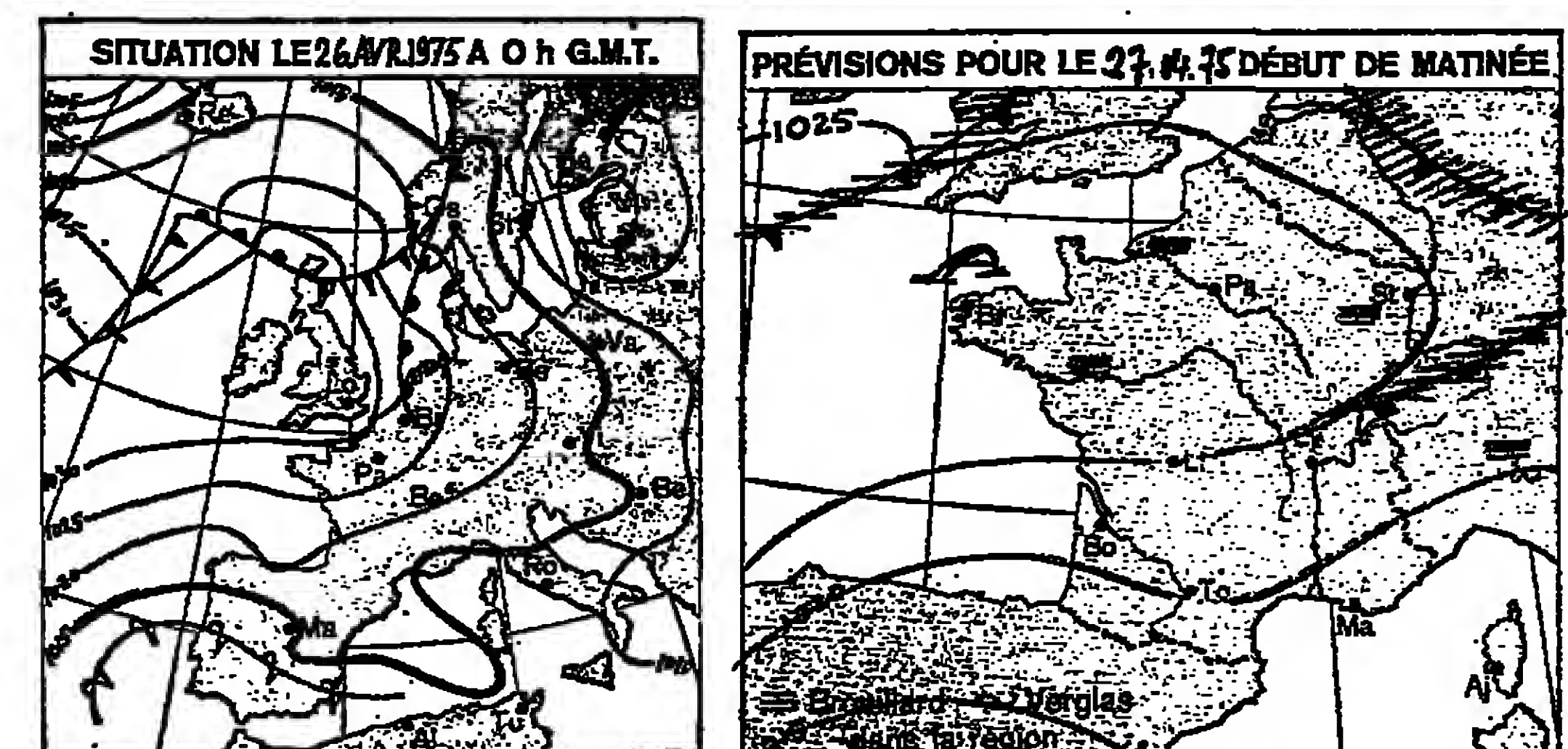
Avec un franc-parler qui lui semble coutumier, M. Henni, président du tribunal correctionnel, pouvait affirmer : « Derrière tout cela, se cache des tas de choses ». L'affaire était, en effet, révélatrice d'un climat inquiétant. On aurait alors pu penser que le tribunal tenterait, au cours des interrogatoires, d'aller au-delà des faits qui manifestement paraissent insuffisamment établis. Mais, d'une manière surprenante, M. Henni devait se contenter d'apprécier a priori la « franchise » des prévenus. Dès le début de l'audience, il déclara même à l'adresse de M. Schneider : « C'est le principal accusé et pourtant c'est lui qui s'interrogeait sur le motif de sa détention et ce qu'il en dit... »

FRANCIS CORNU.

(1) A l'occasion de la faillite de la société Ernest diverses fraudes, malversations et détournements ont été découvertes et feront prochainement l'objet d'autres procès. Ainsi des dirigeants anciens directeurs de la Caisse de congés payés du bâtiment du Haut-Rhin, principal accusé de M. Schneider, la société a été mise pour une partie de sa dette.

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ 1/10 de mm) Zone de pluie ou neige ▼ averse ▼ oranges → Sens de la marche des fronts

Evolution probable du temps en France entre le samedi 25 avril à 6 heures et le dimanche 26 avril à 24 heures :

Les hautes pressions d'Europe occidentale s'affaiblissent progressivement au cours de ces deux jours, tout en se déplaçant vers le sud. La zone météorologique de courant de perturbation, qui circule du nord de l'Atlantique à la mer Baltique, se déplace vers le sud de la France, où souffleront des vents modérés et irréguliers d'est ou de nord-est. Sur la moitié nord du pays, le temps sera nuageux et très brumeux le matin. L'après-midi, les nuages resteront absents de la Bretagne à la frontière belge, tandis que des dépressions apparaîtront sur les autres régions.

Samedi 25 avril, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1025,5 millibars, soit 78,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 avril) :

Paris-Le Bourget, 19 et 8 ; Pau, 22 et 8 ; Perpignan, 28 et 15 ; Pointe-à-Pitre, 28 et 22 ; Rennes, 21 et 7 ; Arras, 14 et 4 ; Tours, 9 et 1 ; Toulouse, 24 et 2.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 14 et 3 degrés ; Athènes, 20 et 15 ; Bonn, 14 et 6 ; Bruxelles, 15 et 7 ; Le Caire, 27 et 19 ; Les Canaries, 23 et 14 ; Copenhague, 12 et 4 ; Genève, 19 et 8 ; Lisbonne, 25 et 13 ; Londres, 19 et 12 ; Madrid, 21 et 9 ; Moscou, 14 et 4 ; New-York, 16 et 10 ; Palma-de-Majorque, 25 et 6 ; Rome, 21 et 10 ; Stockholm, 9 et 5 ; Téhéran, 16 (min.).

(Publié)

Ponts de Mai

« le Vladau » 11 jours de vacances pour 3 jours ouvrables le Club y a pensé

Départs spéciaux téléphones au Club 266-22-52 Club Méditerranée

PROBLEME N° 1137

Grid for crossword puzzle problem 1137 with numbers 1-13.

HORIZONTALEMENT

I. Dans son bain, elle nous révèle tous ses secrets ; fille étrangère. II. Ce mot se précède d'une estivante ; Marque d'accompagnement. III. N'arrête pas de couler ; S'accroche dans une galaxie. IV. Voyagiste à la fois. V. Changera de voix ; Peut gêner le dernier verre. VI. Abréviation ; Fruits. VII. Enveloppes ; En retard. VIII. Préfixe ; très raisonnable. IX. Vaut bien cela ; D'un auxiliaire. X. Sans aucun intérêt ; Souffre une résistance sans gravité. XI. Reconnu d'un marteau d'hermine.

VERTICALEMENT

I. Ce n'est pas quelqu'un à vous donner la pelle ! 2. Interjection ; Souffis antique ; Début d'une interminable série. 3. Pronom ; Soufflement. 4. Te nourris à bonne source ; Faucha. 5. Susceptibles de s'envoler ; Mer épelée. 6. Groupe des trouvaillés plus ou moins heureuses ; Savait-il seulement parler aux femmes ? 7. Abréviation ; Pronom ; Mot d'enfant. 8. Fausses perles ; D'un auxiliaire. 9. N'a pas le cœur à gauche ; Faire preuve d'intransigeance.

Solution du problème n° 1136

HORIZONTALEMENT

I. Jeanne d'Arc ; Etal. II. Train ; Et ; Cime ; III. Océ ; Cé ; Tomberc. IV. Nivelle ; Réta. V. Ciel ; RM ; SAR ; VII. Te ; Rébec ; An ; Pl. VIII. Parosol ; Aloès. VIII. Cr. Pa ; Sar ; Obus. IX. Néri ;

MOTS CROISÉS

Escalier. — X. Drogue ; SSR. — XI. Cité ; Tester. — XII. Ota ; Ce ; Antre. — XIII. Crispi ; Evocé ; Joliet ; Assis ; Louer ; Ou. — XV. Emise ; Fourneux.

VERTICALEMENT

I. Onction ; Copie. — 2. Etiole ; Répit ; Cui. — 3. AR. V61 ; Tâche. — 4. Nage ; Rapide ; Ros. — 5. Miellera ; Cère. — 6. En ; H.A. ; Océ. — 7. Téléstige ; Raf. — 8. Cossus ; Iso. — 9. Rente ; Lacté ; Sa. — 10. Chénopode ; Rate ; EOR. — 11. Et ; Na ; Ravir. — 12. Bercus ; Lois ; Note. — 13. Tret ; Obésité. — 14. Ame ; Apeuré ; Or. — 15. Lé ; Cris ; Rémué.

GUY BROUTY.

FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTES (sauf Algérie) 50 F 100 F 232 F 340 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NOBELLIS 144 F 273 F 402 F 530 F

STRASBOURG par messageries I - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE 115 F 210 F 297 F 404 F

II - TUNISIE 125 F 221 F 337 F 440 F

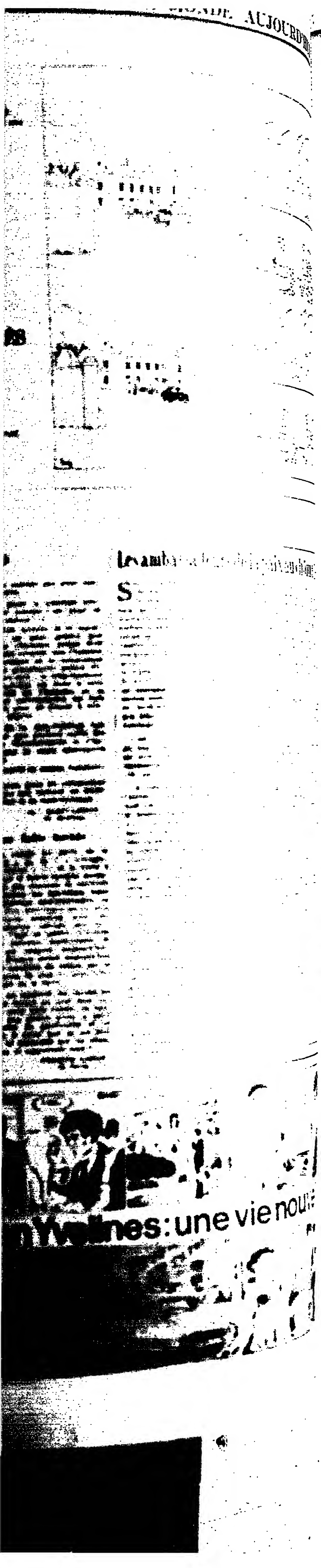
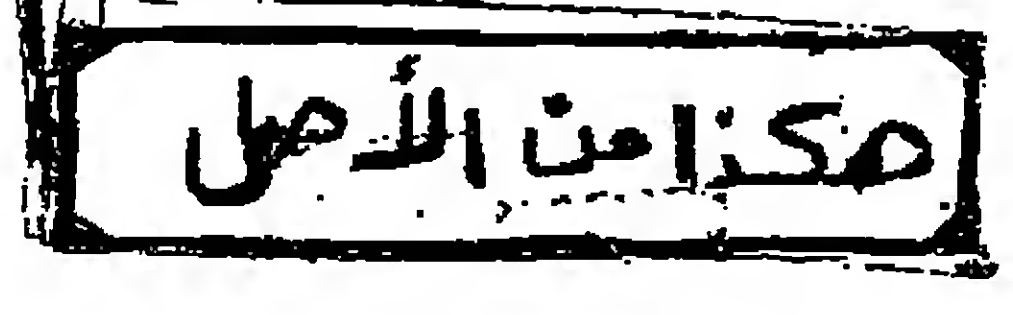
Par voie aérienne tant sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse déclinés en prévisions (deux semaines au plus), nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie



SPORTS

TENNIS DE TABLE

AU CHAMPIONNAT DE LIGUE EUROPÉENNE

Malgré sa défaite contre la Hongrie (3 à 4) la France se maintient en première division

De notre envoyé spécial

Le Havre. — On comprend que les Chinois aient fait du tennis de table leur mode de relations publiques. Rien n'est plus fascinant que le spectacle de cette petite balle qui va et vient en des rythmes divers, qui retrouve son point de chute quand on la crovait sautillante, qui passe et repasse le filet comme emportée par son propre mouvement.

Nicolas Bergeret domina par une plus grande maîtrise d'elle-même. En double messieurs, les champions du monde s'en laisseront d'autant moins conter que Birocheau n'avait toujours pas trouvé son rythme. Mais Jonyer-Letelier ne durent qu'à ce petit rien que l'on appelle la chance de vaincre Secrétin-Bergeret après une partie très applaudie.

Birocheau sur le fil

Les jeux paraissent faits. On savait Secrétin capable de battre un Gergely pourtant au mieux de sa forme. Il le fit non sans avoir failli dans le second set, mais sans toutefois paraître au-dessus de sa réputation. Et, Birocheau, piqué au vif, se réveilla. On crut même un moment qu'il allait mettre à la raison le champion du monde en deux sets. Le public retenait son souffle sur chaque échange. Les manches se terminèrent sur des scores d'épique (22-20, 24-22). On y croyait d'autant plus que Birocheau menait par 19-18 dans ce fameux second set. C'est alors que Jonyer montra tout ce que le calme et la concentration apportent au sport. Point par point, il refit son mandarin et égalisa à 20 partout puis à 21, puis 22 avant de faire la décision. Course-poursuite irritante, autant pour les spectateurs que pour les acteurs. L'équipe de France ne perdait pas tout puisque grâce à ce score de 4-3, elle avait l'assurance de rester en première division du championnat de Ligue européenne. Juste récompense d'un long travail en profondeur, mené depuis plusieurs années par une fédération qui sait de quels efforts se paye le maintien parmi l'élite.

FRANÇOIS SIMON.

RESULTATS

Secrétin bat Jonyer 21-12, 21-11; Gergely bat Birocheau 21-12, 21-19; Jonyer-Gemply bat Secrétin-Bergeret 21-18, 21-19; Jonyer-Letelier bat Secrétin-Bergeret 24-22, 17-21, 22-20; Secrétin bat Gergely 21-16, 19-21; Jonyer bat Birocheau 20-22, 24-22, 21-16.

Suède 6. U.R.S.S. 4-3; Yougoslavie 6. Angleterre, 4-3. Classement. — 1. Suède; 2. Hongrie; 3. Yougoslavie; 4. U.R.S.S.; 5. Angleterre; 6. Allemagne fédérale.

LE GENTENAIRE DE GEORGES HÉBERT

Le centième anniversaire de la naissance de Georges Hébert (27 avril 1876) devrait permettre de rappeler l'influence du père de la « méthode naturelle » sur le développement des activités physiques. Officier de marine, Georges Hébert fut frappé par la force naturelle des peuples primitifs. Celle fut l'origine de sa méthode qui visait à imposer des gestes et des mouvements « oubliés » de l'homme civilisé.

Lorsqu'il en fit la démonstration en 1913, le succès fut total. Le Figaro et l'Humanité se rejoignirent dans l'éloge pour vanter une forme nouvelle de gymnastique qui « porte en elle la renaissance rapide, fébrile et certaine de toute la race française ».

Les milieux sportifs forgèrent alors un néologisme, l'hébertisme. Lorsqu'en 1926 paraîtra un petit livre au ton vigoureux, le Sport contre l'éducation physique, beaucoup se reprendront sur les intentions de l'auteur. A l'époque, on acceptait mal que quelqu'un puisse dénoncer l'orientation que prenait le sport vers « le spectacle, le funambulisme, c'est-à-dire vers l'exploitation de la badauderie humaine ». Qui sait si aujourd'hui les imprécations de Georges Hébert ne seraient pas mieux comprises ? — P.S.

JOURNÉE NATIONALE DU SOUVENIR

FRANÇAISES ET FRANÇAIS LE 8 MAI ACHÉTEZ LE BLEUET DE FRANCE



Emblème des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre AU PROFIT des VEVES - ORPHELINS et ASCENDANTS PARTICIPATION MINIMUM 0,50 F

JEAN CARMET PIERRE TORNADE PINO GARUSO PASCALE ROBERTS JEAN BOUISE ROBERT CASTEL MICHEL PEYRELON

MARIGNAN PATHE • MAXEVILLE • QUINTETTE • MONTPARNASSE 93 • 14 JUILLET • ET TOUJOURS DANS LES PRINCIPALES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE

SPECTACLES

Cinéma

« DIALOGUE D'EXILÉS », de Raul Ruiz

Le titre renvoie évidemment à un petit recueil bien connu de Bertolt Brecht, intitulé, lui, Dialogues d'exilés, avec ce subtil passage du pluriel au singulier et vice-versa : Brecht se parle à lui-même en tant qu'exilé, poursuit un interminable dialogue à plusieurs voix dont il est le seul témoin. Ruiz donne la parole, de manière très concertée, à un noyau d'exiliés chiliens fixés à Paris.

Ils vivent de bouts et de ficelles, n'ont pas l'autrement malheureux. Visiblement, ils n'appartiennent pas à la classe ouvrière, ils étaient et sont pratiquement tous des intellectuels, des jeunes bourgeois, qui ont sympathisé avec l'expérience de l'Unité populaire, y ont apporté leur concours, et en exil prolongent cette habitude très chilienne, assure Raul Ruiz, de discuter inlassablement, devant tout le monde, de leurs problèmes, de l'avenir du pays.

Un élément perturbateur apporte la contradiction, un certain Fabien Luna, chanteur favorable à la Junta, qui vient donner un récital à l'Olympia. Avec le sourire, avec une inconscience souveraine, Luna explique à ses

compatriotes que l'ordre est revenu, qu'on ne perd plus de temps en discours inutiles. L'innocence des propos est accrue par l'aspect franchement sympathique, presque poétique du personnage. On l'écoute politiquement, car tous étant des Chiliens vivant à l'étranger, une certaine communication peut s'établir.

La discussion politique, à vrai dire, n'avance pas, ne se précise pas. Ruiz a traité son film par accumulation de petites touches de dialogues, où se révèlent les préoccupations quotidiennes, mais aussi les caractères. Il parle d'abord de et pour des exiliés chiliens. Les interprètes, professionnels ou amateurs (avec quelques Français, comme Daniel Gélin et Françoise Arnoul), ne jouent pas vraiment, improvisent, mais sans balbutier, à partir d'un canevas précis que leur a donné le metteur en scène. Du choc de la mise en situation du personnage dans le film et du jeu de l'acteur chargé d'apporter sa subjectivité, ses réactions très personnelles, naît un film bourré à craquer de références sociologiques, de notations humoristiques, parfois cruelles.

Cinéma de la marginalité, comme un Jacques Rivette en France, un Robert Kramer aux États-Unis, Raul Ruiz n'aime ni les sermons ni les appels militants. Sa tactique, tenue au possible, suppose une totale complication de la part du spectateur : qu'il soit déjà au courant des préoccupations des protagonistes du film, qu'il connaisse à fond leur langue pour mieux suivre les infimes variations d'une pensée qui se veut chilienne, déroutante, ironique, jusqu'à la moindre virgule, la moindre exclamation.

Le spectateur français trouvera dans Dialogue d'exilés un document qui ne correspondra pas nécessairement à ses propres conceptions de ce que peut être l'exil de Chiliens en France. Il y rencontrera pourtant, derrière le rempart protecteur de l'humour et de la pudeur, une référence très précise à des problèmes dont la validité dépasse une époque et un pays donnés.

LOUIS MARCORELLES.

★ Le Marais (V.O.).

Jazz

SOLAL ET SARDABY AU « STUDIO 105 »

Les concerts de Charles se sont pas les seuls qui aient attiré ces jours-ci au Théâtre Montfaucon, donné par les musiciens solidaires de Gérard Tormes, qui a tout mis sur un jazz difficile et avec lequel il joue, en ami, à quinze ou double. Il y est (il y aura en septembre) les rendez-vous du « 105 », bimensuels, dont le double sérial de piano de Solal et Sardaby a pris le sens d'un concert qui appelle les recommandations. Signe des temps, les rythmes latino-américains ont été glorifiés par l'un et l'autre des solistes, par Sardaby dans Sem Amado nos enses, par Solal dans Corcovado.

Grands concerts, dans une salle très fréquente et dont les dimensions restent posées à l'ambiance du cabaret, où les artistes et les auditeurs sont les uns des autres très proches. Bonne chose, à se regretter dès qu'on réminisces de ce genre trop de cordons à l'entrée se heurtent aux portes fermées et sont destinés à aller visiter ailleurs des lieux où l'on compte plus de professionnels sur des scènes déjà consacrées pour leur appeler les recommandations. Signe des temps, les rythmes latino-américains ont été glorifiés par l'un et l'autre des solistes, par Sardaby dans Sem Amado nos enses, par Solal dans Corcovado.

PRESSE

CONTROVERSE AU SUJET DE L'OPÉRATION « PORTES OUVERTES » AU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Une nouvelle controverse vient d'éclater entre la direction du Parisien libéré et la Fédération des travailleurs du Livre C.G.T. Elle concerne l'opération « portes ouvertes » organisée par les travailleurs le 26 et 27 avril à l'imprimerie de la rue d'Enghien (16^e arrondissement) de 14 à 18 heures. Les personnes désireuses de visiter nos ateliers. La société éditrice précise d'autre part : « En remplacement du lendemain dimanche 27, jour où toute visite est naturellement impossible à cause du travail en cours, une visite identique pourrait être envisagée pour le samedi 3 mai dans le même horaire. »

En réponse à la décision de la direction, les ouvriers du Livre du Parisien libéré affirment dans un communiqué :

« Par une telle attitude, la direction cherche à minimiser l'importance de cette opération en la réduisant à une simple visite technique sous son contrôle. Les travailleurs du Livre C.G.T. maintiennent pour le samedi 26 avril, de 14 à 18 heures, et le dimanche 27, de 10 à 18 heures, l'opération « portes ouvertes », au cours de laquelle ils rappelleront les origines et le déroulement du conflit dont la direction porte l'entière responsabilité. »

LETTRES

SEIZE BOURSES DU CENTRE NATIONAL SONT ATTRIBUÉES

Le Centre national des lettres a attribué une partie des bourses créées par M. Michel Guy, secrétaire général de la culture, pour encourager la création littéraire. Sur les huit bourses annuelles d'un montant de 500 francs par année destinées à des écrivains déjà connus pour leur permettre de bénéficier d'une « année sabbatique », quatre sont accordées à :

— Maurice Roche, cinquante et un ans, auteur de « Compact » (1974) ; « Citrus » (1972) ; « Codes » (1974) ; — Robert Pinget, cinquante-cinq ans, auteur de romans dans « Histoires » (prix des Critiques 1962), « Quelqu'un » (prix Femina 1963), « Passacaille » (1969) ; « Cette Voix » (1972) ; — André du Bouchet, cinquante et un ans, poète (« Dans la chaleur vacante », « OÙ est le soleil ») et traducteur de Shakespeare, Heidegger, Joyce ; — Philippe Jaccottet, quarante-neuf ans, poète (« l'Obscurité » à Aix) ; « Paysages avec figures absentes », « la Saison » et, à traduire ; — Jacques Almir, Myrlam Antedimov, Raphaële Billetdoux, Christian Chatrie, Marc Cholodenko, Françoise Lefèvre, Georges Madarnas, Mathieu Messager.

Les bourses qui n'ont pas encore été attribuées sont décernées dans le courant de mai de juin.

● La nouvelle revue trimestrielle « Ethiopiques », éditée à Dakar (directeur, M. Habib Thiam, conseiller, M. Jean-Pierre Biondi), vient de publier son deuxième numéro (10, rue Thiers-B.P. 260 Dakar - Sénégal).

Musique

Le clavecin d'Élisabeth Chojnacka à l'itinéraire

Ouverts par principe à toutes les tendances, les programmes de l'itinéraire souffrent souvent d'un manque de cohésion. Ce défaut était en partie compensé l'autre soir par la large place faite à la claveciniste Élisabeth Chojnacka. Il n'est pas besoin de rappeler ce que la musique contemporaine doit à cette remarquable interprète. Aussi l'hommage rendu à Wanda Landowska en début de concert, avec l'exécution du Concerto que Manuel de Falla écrivit pour elle, pour trois bois et trois cordes, est une œuvre minutieusement élaborée, équilibrée, et au cours de laquelle les trombones exécutent une sorte de choral d'un effet pour le moins curieux.

Rien ne pouvait mieux faire contraste avec cette page d'écriture instrumentale assez traditionnelle que Da un divertimento, de Salvatore Sciarrino (1947). En effet, cette composition pour petite formation se présente à l'origine française bien qu'elle date de 1968, possède comme caractéristique principale d'être construite uniquement à partir de sons habituels. Bien que ce parti pris se révèle singulièrement limité dès qu'on aborde le second mouvement, cette musique révèle une œuvre de très haute tenue et d'une fragilité qui captivent l'attention et la sensibilité.

Élisabeth Chojnacka interprète ensuite une œuvre pour clavecin seul : Cristaux de feu, d'Antoine Tisné, dont c'était la première audition. Cette page brillante, mais assez clinquante (la registration a laissé au bon goût de l'interprète) témoignait d'une

A l'Olympia Dimanche 27 avril 14 h 30 OVIDI MONTLLOR MARIA DEL MAR BONET La nouvelle chanson CATALANE

En bref

Cinéma

« Le Bougnoul »

Incident dans un autobus : un travailleur nord-africain veut descendre avant la station, alors que l'engin est immobilisé dans un embouteillage : le chauffeur, on ne sait pourquoi, prend une rage contre lui, embouteille une voiture, et précède « Les Arabes n'ont qu'à aller à pied. » Il y aura constat, procès ; c'est l'Arabe qui se trouvera au banc des accusés, évidemment.

Inspiré d'un roman de Raymond Jean, adapté par le comédien Saddy Rebboz, qui a ajouté un fait divers authentique étranger à l'histoire, pour la renforcer, et réalisé par Daniel Miosson (Bibi), le film commence par une longue plaidoirie faiblarde d'Elisabeth Huppert, qui se veut un réquisitoire sur le racisme : le ton est donné.

La maladresse de la mise en scène se mesure à l'aine des bonnes intentions. Les comédiens algériens sont excellents ; les Français exécrables (mais rien n'est dit qu'un Algérien ne pense pas exactement l'opposé) ; seules quelques séquences réalisées dans le style du reportage échappent à ce gâchis.

Il était intéressant de vouloir montrer que la classe ouvrière — ici, le chauffeur d'autobus — n'échappait pas au racisme ; il était inutile de le faire de façon aussi simpliste : un film à ne voir qu'un apportant avec soi son esprit critique. — M. E. ★ Studio de la Harpe, U.G.C.-Marbeuf.

Théâtre

« Fantasio » en tournée

Des jeunes gens s'annulent, boivent, fument, font du tapage pour choquer les bourgeois. Une princesse va se marier pour raison d'État avec un prince ridicule, et elle est tréte car son bouffon est mort. Mousset se moque de la mode et charge Fantasio de tous les tics du romanisme.

Alain Falarc place l'action dans un décor d'Yves Pignierovani qui illustre avec insistance les intentions dramaturgiques et les images suggérées par le texte. Il ne fait pas confiance à la clarté du discours sur l'illusion et la réalité, met à plat le double jeu de Mousset, dissèque son ironie, la désigne par des clowneries, et, malgré le soin et la cohérence de la mise en scène, vide parfois la place de son sens et de sa nécessité. C. G. ★ Goussainville (28 avril).

Festival chez Cardin

L'espace Pierre Cardin organise une saison internationale de printemps, au cours de laquelle on pourra découvrir le Théâtre de l'esprit frappeur, de Bruxelles, dans une création de Dorian Paquin ; Echaoudages (un « jeu de la vérité »), mis en scène par Albert André-Lheureux. L'Atelier 212, de Belgrade, dirigé par Mira Trulovic et Jovan Criflov, présentera les Géants de la montagne, de Pirandello mis en scène de Paolo Magelli ; Hamlet au sous-sol, d'après Shakespeare, adaptation et mise en scène de Svobodnika, Ubu-Roi d'Alfred Jarry, adaptation et mise en scène de Ljubomir Draskovic.

Après son séjour à Nancy, Mémé Perlin et la Compagnie de La Maschera, de Rome, présentent Otello, qui a été créé à la Biennale de Venise. Philobalus est le titre des variations scéniques de la compagnie The American Ballet, une des plus originales des États-Unis d'aujourd'hui. On retrouvera Paolo Bertoluzzi dans un spectacle chorégraphique conçu et réglé avec Peter Weigl et Josef Svoboda ; une rentrée très attendue. Quant à leur pays, pour la première fois, les Ondes Za Drummers donneront deux marathons de percussion, qui se voient « le message exaltant d'un Japon Inconnu ».

★ Espace Cardin, du 28 avril au 28 juin.

MONDE INFORMATION SYSTEMS... théâtres... Festival chez Cardin... A l'Olympia... DUPONT LAJOIE... GINETTE GARCIN VICTOR LANOUX ISABELLE HUPPERT JACQUES VILLERET ODILE POISSON JACQUES CHAILLEUX... MARIGNAN PATHE • MAXEVILLE • QUINTETTE • MONTPARNASSE 93 • 14 JUILLET • ET TOUJOURS DANS LES PRINCIPALES SALLES DE LA PÉRIPHÉRIE

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

LES PROJETS EUROPÉENS DE RELANCE

En Allemagne fédérale

Cette reprise qu'on attend toujours...

Bonn. — A qui se fier? Au gouvernement fédéral qui continue de prévoir, comme en décembre, une augmentation réelle de 2% du produit national brut en 1975? Ou à l'Institut économique de patronat qui s'attend à une stagnation du P.N.B. (14-25%)? Apparemment, les dirigeants de Bonn conservent un optimisme anormal la proximité des élections régionales au Rhénanie-Westphalie et en Sarre n'est pas étrangère. Toutefois, sur le fond, leurs déclarations restent très prudentes.

Le gouvernement fédéral a fait de la publicité dans tous les grands journaux ouest-allemands pour annoncer que « la reprise arrivera au début

de l'été ». Cependant le porte-parole officiel a employé récemment une formule légèrement en retrait : « Au début de l'été, a-t-il dit, tout le monde pourra voir que la reprise arrive. » Il y a plus qu'une nuance. Les avis divergent aussi sur l'évolution du chômage. M. Schmidt espère que le taux moyen pour cette année sera inférieur à 3,5% (environ 750 000 chômeurs), alors que les instituts économiques parlent de 500 000 sans-emploi. Au mois de mars, le nombre de chômeurs dépassait en tout cas le million. Un élément favorable : les immatriculations de voitures ont progressé en mars de 12% par rapport à mars 1974 et de 36,1% par rapport à février 1975.

De notre correspondant

Personne ne peut encore dire — malgré les communiqués confiants des responsables de la politique économique — si les mesures prises en décembre et janvier ont déjà eu des conséquences positives. Le programme d'investissements publics de 800 millions d'indemnités prévues pour lutter directement contre le chômage.

La prime de 7,5% aux investissements ne paraît pas quant à elle avoir eu tous les effets escomptés, alors que son octroi est limité au 30 juin prochain. Le gouvernement fédéral visait moins à provoquer des investissements supplémentaires qu'à inciter les industriels à anticiper leurs décisions d'investissement. Les autorités espèrent — et continuent d'espérer — que la demande intérieure prendrait ensuite le relais.

Restent les investissements. Le climat est meilleur, et la phrase de M. Schmidt — « Les bénéfices d'aujourd'hui sont les investissements de demain » — a mis du baume sur le cœur du patronat. Outre la prime de 7,5%, la baisse du taux de l'escompte, les augmentations mesurées des salaires et la diminution des prix des matières premières impor-

tes créent des conditions favorables à l'investissement. Mais les capacités de production restent sous-employées, et, selon l'Institut économique du patronat, les investissements n'atteindront pas, cette année, le niveau de 1970.

Aussi, dans son rapport d'avril, la Bundesbank ne se risque-t-elle pas à un pronostic.

Le véritable moteur de la relance pourrait être le déficit considérable des budgets publics (environ 60 milliards de DM). Le gouvernement estime avoir fait tout le nécessaire pour relancer l'économie. Et sans doute cette relance aurait-elle eu lieu en période normale.

Mais l'Allemagne fédérale, où un salaire sur quatre travaille pour être sentible à la récession mondiale, M. Schmidt ne cache pas que sa plus grande inquiétude est l'augmentation du chômage aux Etats-Unis.

DANIEL VERNET.

LE PROJET DE RAPPORT SUR L'ORIENTATION DU VII^e PLAN

Il faudra réduire la part de la consommation dans la production nationale

M. Jean Ripert, commissaire général au Plan, a commenté, devant la presse, le projet de rapport sur l'orientation préliminaire du VII^e Plan, que le gouvernement avait adopté, le 23 avril, au cours du conseil des ministres (« Le Monde », des 24 et 26 avril). Nous publions aujourd'hui des extraits de l'introduction et de la première partie du rapport qui va être soumis au Conseil économique et social par le Parlement.

« La crise à laquelle nous nous trouvons confrontés ne peut être interprétée comme une simple répétition, après laquelle nous pourrions reprendre le mode de développement que nous avons connu dans le passé. Elle traduit, en premier lieu, les tensions qui existent dans les sociétés industrielles avancées, ébranlées par les

rapides transformations qui se sont accomplies depuis un quart de siècle : inflation liée aux difficultés du partage social, prise de conscience des coûts sociaux et humains de la croissance, revendication d'une moindre intensité des chances et des situations... Cette crise manifeste, en second lieu, un changement dans

S'attaquer aux injustices

La première partie du rapport consacrée aux principes directeurs du VII^e Plan note au chapitre relatif aux inégalités de revenus :

« Il n'y a pas de voie unique dans la recherche d'une société moins inégale. La correction des inégalités de chance est la plus fondamentale, mais les effets ne s'en font sentir qu'au terme de plusieurs générations. Inversement, corriger les inégalités de situation sans améliorer l'égalité des chances conduit à un autre jour de demain les disparités d'aujourd'hui... L'augmentation d'ensemble des revenus moyens de toutes les catégories, mais les écarts ne se sont guère réduits, ni entre catégories ni à l'intérieur de chaque catégorie.

« Ces inégalités sont ressenties par les Français comme les plus injustes. Non pas, comme le montrent les enquêtes qu'ils trouvent anormales, l'existence d'écarts de revenus, mais les jugent trop importants — alors même qu'ils en sous-estiment l'ampleur — et ils sont plus nombreux maintenant qu'il y a quelques années à juger trop élevés les revenus de ceux qui leur paraissent les plus favorisés. »

Le rapport poursuit : « La politique de réduction des inégalités de revenus devra s'efforcer de réduire et renforcer la lutte déjà engagée contre la pauvreté, en cherchant à augmenter et à mieux répartir les ressources des catégories les moins favorisées. Elle devra, en outre, s'attaquer à des injustices dans la répartition des revenus directs, notamment en relevant de façon privilégiée les rémunérations des travailleurs manuels, en limitant certaines rémunérations excessives, en s'opposant aux enrichissements sans cause. Mais elle devra aller plus loin : comme l'expérience l'a montré, et le relèvement des prix dans les catégories, il relance l'inflation et enlève une partie de leur efficacité aux mesures prises en faveur des plus pauvres et des exclus ; aussi la politique de réduction des inégalités doit-elle s'efforcer plus explicitement d'obtenir un resserrement progressif de l'ensemble des revenus. »

« Pour être effective et juste, cette politique doit toucher toutes les catégories de revenus : elle doit s'appuyer sur une redistribution des mécanismes de redistribution, mais elle devra, plus que par le passé, faire appel à une action sur la formation des revenus directs. »

Concluant la première partie du rapport consacré aux principes directeurs du VII^e Plan, M. Ripert note : « C'est une erreur de croire que pour vivre mieux, pour forger une société plus équitable, il faut arrêter la croissance. Si la qualité de la vie est menacée, c'est d'abord par les techniques de production agricole ou industrielle plus ou moins polluantes, ou par la manière dont la vie collective est organisée en milieu urbain, que par le seul fait de produire davantage. »

Deux objectifs doivent être privilégiés en raison tant de leur caractère permanent que du fait qu'ils sont actuellement menacés : l'équilibre extérieur, condition de

l'équilibre des rapports entre pays industrialisés et pays en voie de développement et dans celui des marchés mondiaux de produits alimentaires, de l'énergie et des matières premières. De nouvelles possibilités de développement sont ouvertes à certains pays du tiers-monde ; elles ne sont pas sans répercussions sur les nôtres. »

notre liberté de décision, et le plein emploi condition et expression du progrès social. Ces deux objectifs ne seront atteints que si l'inflation qui persiste dans notre économie est durablement maîtrisée.

« La nécessité de dégager d'ici à 1980 l'excédent commercial requis pour rééquilibrer notre balance des paiements risque de renforcer les tensions qui se manifestent déjà pour le partage du produit national. Elle nous imposera un important effort de maîtrise des différents éléments de la demande. L'expérience des années récentes a en effet mis en lumière les dangers, du double point de vue de l'inflation et des échanges extérieurs, d'une croissance trop tendue, à la limite de capacités de production. Il s'agit pour l'avenir d'éviter tout risque de surchauffe, non pas en freinant systématiquement la demande mais en faisant preuve de prudence et de rigueur à l'égard de l'évolution de ses divers éléments. »

« La part de la consommation dans la production intérieure brute devra être réduite, ce qui suppose soit que l'épargne des ménages progresse nettement plus vite que leurs revenus, soit que ces derniers progressent moins rapidement que la production. Cet effort d'épargne devra être accompagné d'actions tendant à économiser le capital : nous ne parviendrons en effet à financer sans inflation les investissements nécessaires à l'adaptation de notre système productif et à la réalisation du progrès social que par une plus grande rigueur dans le choix des investissements, qu'il s'agisse de la construction résidentielle, des équipements collectifs ou de l'investissement productif. »

Le gouvernement suisse supprime l'encadrement du crédit

De notre correspondant

Berne. — Le gouvernement helvétique vient de prendre la décision de supprimer les mesures qui limitaient l'accroissement des crédits bancaires et restreignaient les ventes à tempérament et les prêts personnels.

Les autorités suisses espèrent que la suppression de l'arrêté sur l'encadrement du crédit permettra de réactiver l'économie. Comme l'a indiqué le porte-parole du gouvernement, « le volume des crédits accordés par les banques a sensiblement diminué et les liquidités bancaires se sont accrues ces derniers temps ». Le Conseil fédéral a estimé qu'il était possible de supprimer complètement la limitation de l'accroissement des crédits. Le fléchissement de la consommation privée, notamment de biens durables, a également rendu superflue la main-tenue des restrictions d'achat des biens personnels et les ventes à tempérament. En revanche, le gouvernement helvétique n'entend pas pour l'instant renoncer au contrôle des émissions et à l'obligation pour les banques de constituer des avoirs minimaux.

Dans un communiqué publié à l'issue de l'annonce des décisions

gouvernementales, la Banque nationale suisse a invité les banques à faire preuve de modération et de discernement dans leur octroi de crédits. La lutte contre l'inflation demeure prioritaire au point de vue économique et général.

D'autre part le gouvernement helvétique s'est penché au cours de sa séance hebdomadaire sur la situation économique, en particulier sur le marché de l'emploi. Trois arrêtés seront prochainement publiés pour lutter contre le chômage et la diminution des revenus. En vue d'encourager les investissements, les autorités s'approprient à proposer notamment des crédits supplémentaires d'un montant global de 110 millions de francs suisses (1). Le deuxième arrêté en préparation prévoit une modification de la loi garantissant les risques à l'exportation tandis que le troisième entraînera une révision des lois sur le chômage et la formation professionnelle.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(1) 1 franc suisse = 1,63 franc français.

M. FOURCADE : PAS DE RECUL IMPORTANT DU CHOMAGE AVANT LA FIN DE L'ANNÉE

Le ministre de l'économie et des finances estime, dans une interview accordée au Journal d'Outre, qu'un recul important du chômage n'interviendrait pas avant la fin 1976. « J'espère que dans quelques mois nous aurons une meilleure situation. Je constate qu'en mars le chômage partiel a reculé, que le chômage total s'est un peu stabilisé en valeur absolue et que, par conséquent, nous avons entamé un processus de redressement du chômage. Cela dit, un recul important n'interviendra pas avant la fin du deuxième semestre. »

En ce qui concerne la hausse des prix, M. Fourcade a ajouté : « Le problème de l'inflation n'est pas maîtrisé. Nous avons partiellement et toujours des tensions en matière de prix. En bref, nous avons obtenu des résultats, mais ce n'est pas encore suffisant. » M. Fourcade met en garde contre la situation actuelle, « caractérisée par une certaine chute des prix des produits pétroliers. Nous nous vendrions dans six mois, dans un an ou deux, de nouveaux avec une augmentation du prix du pétrole... »

Le Mois de la parole

FOIRE INTERNATIONALE DE RENNES

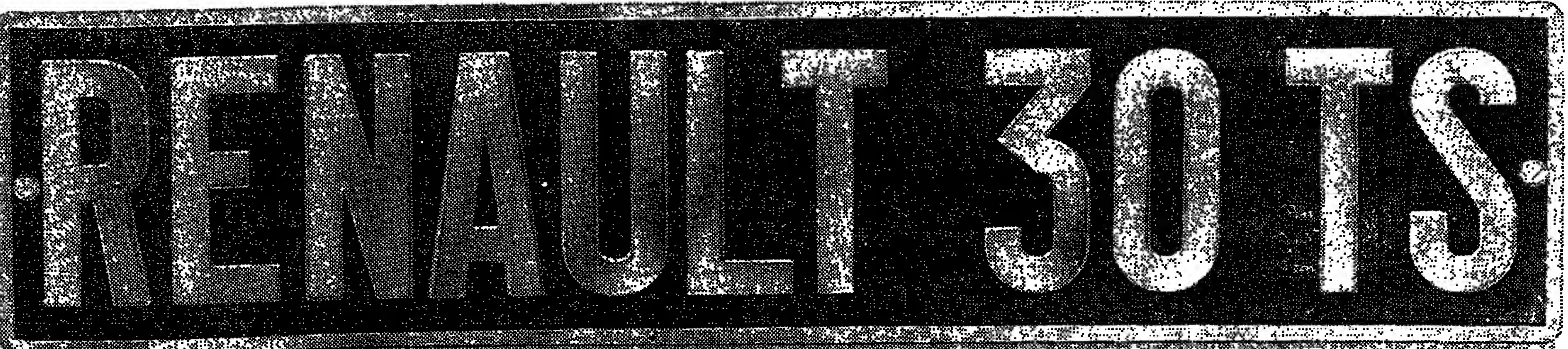


innovation sous-traitance industrie électronique recherche

26 AVRIL AU 5 MAI 1975

PARC DES EXPOSITIONS aéroport rennes saint-jacques

PUBLICITE N° 2703



allons la voir.

La Renault 30 TS six cylindres, traction avant, direction assistée est chez votre concessionnaire Renault Renault préconise elf

صكرا من الامم

صكوات الأصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CHARBONNAGES DE FRANCE

Mise en paiement du coupon n° 26 des obligations indemnitaires... L'intérêt dû aux porteurs d'obligations pour la période du 1er mai 1974 au 30 avril 1975...

DOCKS DES PÉTROLES D'AMBES

Le conseil d'administration a, dans sa séance du 23 avril 1975, arrêté les comptes de l'exercice 1974 qui font apparaître un chiffre d'affaires de 17 889 818 F...

SOCIÉTÉ NANCÉENNE ET VARIN-BERNIER

L'assemblée générale annuelle des actionnaires s'est tenue à Nancy, le 24 avril 1975, sous la présidence de M. Roquette, président du conseil d'administration...

BANQUE AUXILIAIRE MICHEL INCHAUSPÉ

Le conseil de surveillance a examiné, en date du 23 avril, les comptes de l'exercice 1974. Le bénéfice net après impôt, de 799 854,02 F...

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

La livre au plus bas Faiblesse du dollar et fermeté du franc

Le semainier a été agité sur les marchés des changes, avec l'accentuation de la chute de la LIVRE et un sursaut après de faiblesse du DOLLAR, le FRANC restant très ferme et très recherché... Le glissement de la LIVRE STERLING s'est accéléré...

Unis en mars. (Voir d'autre part) Les cambistes se sont perdus en conjectures sur les raisons de cet accès de faiblesse, alors même que l'on annonçait en début de semaine un ralentissement sensible du rythme de l'inflation outre-atlantique... La nouvelle avance du FRANC a quelque peu surpris les milieux cambistes parisiens...

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

Table with columns: PLACE, Fierst, Lire, Mark, Livre, \$ U.S., Franc français, Franc suisse. Rows include Londres, New-York, Paris, Zurich, Francfort.

ANNONCES CLASSEES

L'immobilier

exclusivités

appartem. vente

Paris 20° GAMBETTA 2 appartements DUPLEX... 18° MONTMARTRE 2 CHAMBRES... 15° 3 pièces à rénover, bien situé...

appartem. vente

Paris BOIS-LE-ROI Au bord de la Seine, VILLA à dépend. Terrain 2.300 m²... 16° PORTE SAINT-CLOUD Bel imm. moderne, 3 p., centr. 120 m², téléphone... 15° QUAI SAINT-MICHEL VUE sur Seine, 4 pièces, Grand charme, samedi 14-17 h...

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Au-dessous de 8 %

Pour la première fois depuis juin 1973, le taux de l'argent au jour le jour sur le marché monétaire de Paris est tombé au-dessous de 8 %... Déjà un peu déprimé lundi, le DOLLAR s'affaiblissait brusquement mardi, pour glisser encore mercredi et surtout jeudi...

Le marché des eurodollars. Dans ces conditions, les autorités monétaires devraient se contenter de manœuvrer suffisamment pour contraindre, le cas échéant, cette remontée... Sur le front des tarifs bancaires, la Banque nationale de Belgique a réajusté l'écart avec ses concurrents...

offres d'emploi

Import. Organisme Prévoyance multibénéficiaire... OFFICIER SUPÉRIEUR RETRAITÉ actif à caractère soc. TEL. et V.L. Indis. Indifférent à bonne santé. Ecrite avec C.V. à S.V.B.A. 49, r. Réaumur, 75003 PARIS.

constructions neuves

PARIS XII° M° NATION - 68, rue du Rendez-Vous, 3, 4 et 5 pièces, Renssels, s/rd. Lourd, samedi 14-17 h... PUTEAUX - région Paris Cde PRETA-PORTER féminin, empl. 147 m², Pr. 220.000, Tél. Wavre, VOL. 41-46 au LON. 24-46

LES MATIÈRES PREMIÈRES

REPLI DU CUIVRE - HAUSSE DE LA LAINE

MÉTAL. — Une baisse s'est produite sur les cours du cuivre au Metal Exchange de Londres... Pour la première fois depuis le mois de novembre dernier, les ventes aux enchères de laine en Australie ont été caractérisées par une vive concurrence entre les acheteurs européens et japonais...

pour la laine au plus bas... Le marché des eurodollars. Dans ces conditions, les autorités monétaires devraient se contenter de manœuvrer suffisamment pour contraindre, le cas échéant, cette remontée... Sur le front des tarifs bancaires, la Banque nationale de Belgique a réajusté l'écart avec ses concurrents...

demandes d'emploi

Tech. Econome, cadre adm. et compt. au marché indus., rech. techn. pour l'indus. de l'acier. Ecrite à 8,28 r. de la Monnaie 5, 7, r. des Halles, 75002 Paris-2°.

appartem. achat

Disposé pelle, chat, notes, sch. 1,33 p., préf. 3°/4°/7, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100.

MARCHÉ DE L'OR

Table with columns: COUS, COURS. Rows include Au fin de semaine, Pièces françaises, Pièces étrangères, etc.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

Table with columns: (Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.) METALLS, CAOUTCHOUC, DENRÉES, TEXTILES.

Large vertical advertisement on the right side of the page, containing various notices and text, including 'BOURSES ÉTRANGÈRES' and 'ALLEMAGNE'.

LA REVUE DES VALEURS

SUR LES MARCHES... Le livre du plus bas... du dollar et fermeté du...

BOURSE DE PARIS

SEMAINE DU 21 AU 25 AVRIL

Le fait accompli

Il fallait un peu s'y attendre: l'annonce officielle du plan de relance gouvernemental, largement anticipée dans les cours, a donné lieu à de larges prises de bénéfices dans un marché qui est toutefois resté très actif. Mais les gains des premiers jours, de la semaine n'ont pas été entièrement reperdus, de sorte que le bilan est encore resté positif.

Après une première séance de consolidation, marquée par le début des opérations mensuelles de liquidation avec la réponse des primes, la hausse reprit dès le lendemain, dernier jour de la semaine boursière, à la faveur d'une nouvelle baisse du loyer de l'argent au jour, causant de 1/8 % à 7/8 %.

Le lendemain, une fois connues ces fameuses modalités, on notait deux phénomènes en son contraire: les valeurs de téléphonie, stimulées par l'effort en faveur des télécommunications, et celles de la construction électrique lourde progressaient vivement. En revanche, les valeurs du secteur « consommation », qui n'avaient bénéficié des faveurs officielles, baissaient parfois brutalement.

A l'issue des cinq séances, fort animées, l'on perçoit les motivations des opérations. Certains d'entre eux ont continué à « jouer » la relance. Mais bien d'autres ont jugé bon de réaliser leurs gains, estimant que l'anticipation est une belle chose et qu'il ne faut point en abuser. Les effets du programme de relance ne se feront sentir qu'au cours du second semestre, et d'ici là, il est possible que les chômeurs perdent patience, précédés ou suivis par les syndicats et les partis politiques. De plus, l'on rappelle, sous les colonnes du palais Brongniart, que le mois de mai, traditionnellement, n'a jamais rien valu pour la Bourse.

D'autre part — au sens littéral du terme — les acheteurs étrangers, favorablement impressionnés par le plan français, ont continué à se porter acheteurs, assurant pour une part les contreparties des ventes métropolitaines. A vrai dire, c'est ce qu'ils n'ont guère cessé de faire depuis le début de l'année.

Aux valeurs étrangères, les américaines sont restées hésitantes en raison du flottement de Wall Street, de même qu'allemandes et hollandaises. Les pétroles internationaux intéressés à la mer du Nord (Petrofina et Norsk Hydro) se sont brutalement réveillés.

Sur le marché de l'or, très délaissé, lingot et kilo en barre ont glissé de 22 440 F à 22 375 F et 22 715 F, tandis que le métal jaune est passé de 942,10 F à 942,10 F.

La société annonce que les résultats de ses participations en 1974 ont été dans l'ensemble favorables. Le dividende global de la Générale sera maintenu à 18,90 F pour les actions anciennes et à 9,45 F pour les actions nouvelles. Le bénéfice net de la société mère a été de 28,88 millions contre 28,41 millions, mais le bénéfice consolidé n'a atteint que 30,12 millions contre 33,47 millions.

Sur le chiffre relatif du premier semestre 1974, celui du premier trimestre 1975 est en retrait de 25 % environ. Speichim (bénéfice net 3,03 millions contre 2,13 millions) distribuera un dividende global de 15 F contre 12,75 F.

Les Constructeurs Métalliques de Provence, dont le bénéfice net a été de 8,3 millions de francs contre 7,5 millions, distribueront un dividende global de 17,25 F contre 15 F.

Trador proposera un dividende global de 15 F contre 12,60 F.

Podina émet un emprunt de 79 999 630 F en obligations 9 % de 510 F convertibles en actions titre pour titre et amortissables en dix ans à partir de 1982. Ces obligations seront réservées aux actionnaires, jusqu'au 5 mai suivant, à raison d'une pour six actions.

Trador proposera un dividende global de 15 F contre 12,60 F.

Matériel électrique, services publics

Le plan de relance adopté par les pouvoirs publics favorise particulièrement la construction téléphonique qui bénéficiera, en 1975 et en 1976, d'un montant de 4,3 milliards de crédits, dont 1,7 milliard de cette année. Il sera fait appel aux techniques les plus modernes de communication par préférence aux systèmes électromécaniques. Bien que les marchés soient libéralement ouverts à la concurrence internationale, les valeurs françaises intéressées ont été vivement recherchées cette semaine.

Thomas-CSF et Northern Electric confirment que des négociations sont en cours et que d'accords de coopération dans les domaines de la téléphonie privée, de la communication téléphonique globale sera maintenu à 16,50 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'Emprunt à 1/2 % 1975, influencé par l'allure pour le moins incertaine du marché, s'est inscrit en sensible réaction. Il ne reste plus que deux séances à couvrir avant que ne soit connu le prix définitif de remboursement des titres au dernier tirage.

Table with columns: Valeur, 25 avril, Diff. Rows include 4 1/2 % 1975, 7 % 1975, 4 1/4 % 1963, etc.

vidende global proposé: 12,30 F (contre 10,20 F).

Société des entreprises de travaux publics André Borie: bénéfice net 4 325 981 F (contre 3 489 812 F).

Stavros et Brice: bénéfice net 578 000 F (+ 63 %).

Etablissement Rougier et fils: bénéfice net 6 883 894 F (contre 11 528 442 F).

Compagnie française d'électricité (C.F.E.): Perte nette 87,9 millions de F.

Alimentation

Le conseil d'administration de B.S.N.-Gervois-Danons a approuvé les comptes du dernier exercice, qui s'est soldé par un bénéfice net de 100,1 millions de francs, contre 128,4 millions en 1973.

Le conseil d'administration de B.S.N.-Gervois-Danons a approuvé les comptes du dernier exercice, qui s'est soldé par un bénéfice net de 100,1 millions de francs, contre 128,4 millions en 1973.

Le groupe Italien CIGA, qui détient 21 % de l'indice de construction terminée en hausse de trois points environ vendredi dernier.

Amorçé mardi, avec l'annonce de la démission du président Thien au Vietnam du Sud, accueillie avec satisfaction par les milieux d'affaires, l'avance des cours s'est poursuivie mardi après la publication de statistiques indiquant que le rythme de l'industrialisation s'était fortement ralenti en mars.

On estime également parmi les spécialistes de la Bourse que la rapide ascension des dernières mois a été un palier et que les cours vont fluctuer dans des limites relativement étroites avant que des signes tangibles de reprise de la hausse ne permettent un nouveau pas en avant.

Parmi les compartiments les plus favorisés, citons les pétroles (Esso), la sidérurgie (U.S. Steel), la chimie.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

HAUSSE DE LA CUIVRE

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Bâtiment et travaux publics

Un certain nombre de sociétés de bâtiments et de travaux publics ont publié leurs comptes de l'exercice 1974.

Société générale d'entreprises: bénéfice net 18 165 515 F (contre 13 067 848 F en 1973).

Auxiliaire d'entrep. bénéfice net 309 + 5,99

Bouygues bénéfice net 748 + 3

Cheminot et civilien bénéfice net 147,50 + 0,12

Ciments français bénéfice net 97,96 + 3,18

État J. Lefebvre bénéfice net 296 + 31

Gén. d'entreprises bénéfice net 128,18 + 13

Gds Travaux de Mar. bénéfice net 137,50 + 3

Lafarge bénéfice net 190 + 7,40

Matras bénéfice net 128,50 + 8

Poliet et Chausson bénéfice net 128,50 + 8

Bechtel-Say bénéfice net 137,10 + 2,18

B.S.N.-Gerv.-Dan. bénéfice net 613 + 12

Casino bénéfice net 256 + 51

C.D.C. bénéfice net 238 + 9,50

Mobit-Hennessy bénéfice net 548 + 11

Muror bénéfice net 433 + 12

Ouda et Cabry bénéfice net 191,50 + 4,50

Radar bénéfice net 373 + 12

Reunir St-Louis bénéfice net 159 + 6

Permot-Bicard bénéfice net 562 + 12,50

S.I.L.S. bénéfice net 418 + 7

Yverto bénéfice net 591 + 6

Vinaprix bénéfice net 713 + 9

Club Méditerranée bénéfice net 332 + 14,70

Yverto bénéfice net 591 + 6

Jacques Borel bénéfice net 620 + 5

P.L.M. bénéfice net 588 + 5

Nestlé bénéfice net 518 + 4,10

Jacques Borel a atteint 228,7 millions de francs, contre 217,7 en 1974.

La société distribuera à ses actionnaires une somme de 8,6 millions de francs (contre 5,65 millions de francs, l'an passé).

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK Consolidation

Semaine de consolidation à Wall Street où l'indice de construction terminée en hausse de trois points environ vendredi dernier.

Amorçé mardi, avec l'annonce de la démission du président Thien au Vietnam du Sud, accueillie avec satisfaction par les milieux d'affaires, l'avance des cours s'est poursuivie mardi après la publication de statistiques indiquant que le rythme de l'industrialisation s'était fortement ralenti en mars.

On estime également parmi les spécialistes de la Bourse que la rapide ascension des dernières mois a été un palier et que les cours vont fluctuer dans des limites relativement étroites avant que des signes tangibles de reprise de la hausse ne permettent un nouveau pas en avant.

Parmi les compartiments les plus favorisés, citons les pétroles (Esso), la sidérurgie (U.S. Steel), la chimie.

LONDRES Violentes fluctuations

Le marché de Londres a été soumis cette semaine à de violentes fluctuations. Après une forte hausse initiale sur la lancée des jours précédents, la tendance s'est brutalement inversée sous la pression de ventes bénéficiaires réduisant l'inquiétude des opérateurs: accord sur le chômage, difficultés financières de British Leyland, augmentation de capital.

Après avoir atteint le niveau de 355,8, au plus haut depuis seize mois, et en gain de 145 % depuis le début de l'année, l'indice du « Financial Times » est retombé en dessous de son niveau de vendredi précédent. La cotation de l'action British Leyland, suspendue mercredi, a repris vendredi après l'annonce d'une prise de participation majoritaire par le gouvernement.

La semaine s'est achevée sur une reprise modérée, stimulée par l'annonce des résultats satisfaisants de la balance commerciale américaine pendant le premier trimestre. Mais les milieux financiers expriment à nouveau la crainte que la pression des emprunts fédéraux sur les marchés de l'argent ne ramène les taux d'intérêt, d'où les nombreuses prises de bénéfices observées en milieu de semaine.

On estime également parmi les spécialistes de la Bourse que la rapide ascension des dernières mois a été un palier et que les cours vont fluctuer dans des limites relativement étroites avant que des signes tangibles de reprise de la hausse ne permettent un nouveau pas en avant.

Parmi les compartiments les plus favorisés, citons les pétroles (Esso), la sidérurgie (U.S. Steel), la chimie.

ALLEMAGNE Stagnation

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

Les marchés allemands sont restés indécis après la baisse de la semaine précédente. Le mouvement de reprise, sur l'espoir, à moitié contenu, d'une nouvelle séance de taux d'intérêt, a été contrarié par la ratification de disponibilités et le médiocre bilan de la Foire de Hanovre.

et de l'étude de systèmes à grande capacité.

Roche va distribuer gratuitement à ses actionnaires une action nouvelle pour six anciennes. Par suite de la hausse des matières premières, le bénéfice a

Alstom 95 + 13,80

C.G.E. 375 + 25

S.A.T. 212,50 + 28,50

D.B.A. 11 + 11

Electro-Mécaniq. 113,28 + 7,28

Maréchal Bull 33,10 + 0,20

Ned 31 + 6

Modulux 315 + 21,80

L.M.T. 278 + 22

S.A.T. 212,50 + 28,50

Sigman 415 + 61,10

Téléph. Ericsson 285 + 124

Thomson-Branat 212,50 + 28,50

Siemens 278 + 22

Général des eaux 488 + 5

Lyonnaise des eaux 277 + 11,10

fiéchi de 7 % en 1974, revenant à 24,56 millions; la société propose le maintien du dividende à 2 F net.

En 1975, le chiffre d'affaires s'est accru de 27 %, les exportations ayant, pour leur part, augmenté de 45 %.

En 1974, le chiffre d'affaires de la Lyonnaise des eaux a atteint 671 millions (+ 25 %) et le bénéfice net 35,9 millions (+ 5 %).

Le dividende global proposé est de 3,93 F à 17,07 F (dont 4,88 F au titre de 1973). Le capital sera en outre augmenté par attribution gratuite d'actions (1 pour 5), jouissance au 1^{er} janvier 1975.

Le bénéfice net de la Société

25 avril Diff.

C.M. Industries 274,50

Cabot et Foucher 221

Institut Médical 221

Laboratoire Bellon 274

Nestlé 510,60

P.U.E. 127,50

Pierrefitte-Auby 84,30

Rhône-Poulenc 212,50

Roussel-Uclaf 277

chimique de la Grande Paroisse

Le bénéfice net de la Société

Le bénéfice net de la Société

سكزافن الأمل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. EUROPE — ALLEMAGNE FEDERALE : à l'occasion de la prise d'otages de Stockholm, le chancelier Schmidt a impressionné l'opinion par sa fermeté.
- ESPAGNE : le gouvernement décrète l'état d'urgence dans deux provinces basques.
- 3. AMERIQUES — ARGENTINE : la situation continue à se dégrader.
- 4-5. LA SITUATION AU VIETNAM DU SUD
- 6-7. POLITIQUE — Les travaux de l'Assemblée nationale.
- Le voyage de M. Chirac dans le région Nord-Pas-de-Calais.
- 8. ENERGIE — La fin de la conférence nucléaire européenne.

LE MONDE AUJOURD'HUI
PAGES 9 A 18

- AU FIL DE LA SEMAINE : Les trois cotiers, par Pierre Vianon-Pont.
- TRAILLE : Comment remplacer la petite monnaie par un peu de chèque humain.
- QUART-MONDE : La mort des pauvres.
- LETTRE DE BRATSK : Des Cosaques aux Kdovrats.
- LES ECRANS DE L'ETRAANGER : Objections à l'objectivité américaine.
- L'HISTOIRE : La franc-maçonnerie française, par Jean-Marie Mayer.

- 17. JUSTICE
- 17. POLICE — Le 25^e congrès des personnels de la préfecture de police.
- 18-19. ARTS ET SPECTACLES — CINEMA : Dialogue d'adieu, de Raul Ruiz.
- MUSIQUE : le drame d'Elisabeth Chojacka.
- 20. EQUIPEMENT ET REGIONS — PROVENCE-COTE D'AZUR : le chômage affecte maintenant 15 % de la population salariée.
- 20-21. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE — CONJONCTURE : le projet de rapport sur l'orientation du VII^e Plan ; il faudra réduire le port de la consommation dans la production nationale ; en Allemagne fédérale ; cette reprise qu'on attend toujours.

LIRE EGAGEMENT
RADIO-TELEVISION (11 à 14)
Annonces classées (22)
Aujourd'hui (17) ; Carnet (8)
Météorologie (17) ; Mots croisés (17) ; La semaine boursière (22 et 23).

Le numéro de « Monde » daté 26 avril 1975 a été tiré à 559 501 exemplaires.

26 ET 27 AVRIL
EXPOSITION
vieille chine
objets d'art d'Extrême-Orient
Pierre dures, ivoires sculptés, jades, coraux, turquoise, lapis-lazuli, malachite, etc.
de 10 à 22 h. dans les Salles de
NOVOTEL
PARIS-ORGEVAL
Autoroute A 13 - Sortie Polisy

Les événements du Cambodge

Paris juge « de plus en plus précaire » la situation à l'ambassade de France à Phnom-Penh

Le gouvernement français « suit avec attention la situation qui s'est créée à l'ambassade de France à Phnom-Penh, et qui devient, sur le plan alimentaire et sanitaire, de plus en plus précaire », a fait savoir, vendredi 25 avril, un porte-parole de l'Elysée. L'ensemble des Français résidant dans la capitale cambodgienne ont été regroupés à l'ambassade. En outre, les autorités de la ville y ont conduit successivement ces derniers jours les ressortissants de différents pays, notamment les membres des missions diplomatiques de l'Union soviétique, de la République démocratique d'Allemagne, de l'Inde et du Pakistan. Sur 610 personnes réfugiées dans l'enceinte de l'ambassade de France, 515 sont de nationalité française ; les 95 autres appartiennent à diverses nationalités. L'appareil militaire français chargé de dix tonnes de médicaments et de ravitaillement attendait toujours samedi à Vientiane l'autorisation d'atterrir à Phnom-Penh.

La radio de Phnom-Penh, en l'absence d'autres moyens de communications avec la capitale cambodgienne, fournit très peu d'informations sur ce qui s'y passe. Elle a cependant annoncé, vendredi, dans une émission captée à Bangkok, que le prince Sihanouk sera président à vie du Cambodge ; M. Penn Nouth conservera son poste de premier ministre, et M. Khieu Samphan, ses fonctions de vice-premier ministre, ministre de la défense et commandant en chef de forces armées. La radio n'a pas précisé dans quelles circonstances ces personnalités ont été confirmées dans leurs fonctions. Elle a, en revanche, indiqué, selon l'agence U.P.I., que tous les diplomates cambodgiens en poste à l'étranger seraient remplacés.

« La lutte de classes a commencé au Cambodge », écrit l'A.F.P. à Bangkok, citant des réfugiés arrivés dans la capitale thaïlandaise. « Des centaines de personnes ont été arrêtées à Kompong-Cham et à Battambang. Il y a eu émigration dans la capitale », affirme ces réfugiés. L'apparition toucherait essentiellement les commerçants et les gens disposant de quelques biens. Ces réfugiés rapportent, en outre, l'impression que l'implantation de l'appareil révolutionnaire se fait progressivement et avec la participation de partisans du prince Sihanouk.

L'A.F.P. indique, d'autre part, que la ville cambodgienne de Poypen, à la frontière thaïlandaise, a été évacuée et que ses habitants ont été transférés à une dizaine de kilomètres afin d'éviter tout incident avec la Thaïlande. Ces précisions ont été fournies par des représentants des

A Paris et en Province

LA JOURNÉE DE LA DÉPORTATION SERA MARQUÉE PAR DE NOMBREUSES CÉRÉMONIES.

Le dimanche 27 avril, journée nationale de la déportation, sera consacré à la commémoration des victimes des camps et au trentième anniversaire de leur libération.

Les secrétaires aux anciens combattants s'ouligent qu'à cette occasion et dans le but d'associer la jeunesse au culte des victimes du nazisme, des causeries seront faites, dès la veille, aux élèves par les directeurs d'établissements scolaires ; d'autre part, au cours de la journée du 27, une minute de silence sera observée sur tous les stades.

Vendredi 26 avril, à 18 heures, une cérémonie a été célébrée à la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, à Paris IX^e, par l'Office national des anciens combattants et du souvenir français, sur l'initiative de la consistorat israélite de Paris.

Ce samedi matin, à 10 h. 30, aux Invalides, M. Valéry Giscard d'Estaing a remis des insignes de commandeur de la Légion d'honneur à plusieurs déportés résistants.

À 17 heures, M. André Bord, secrétaire d'Etat aux anciens combattants, doit allumer un flambeau à l'Arc de triomphe en présence de délégations de déportés et de résistants puis, à 19 h. 30, accueillir, au mémorial de la déportation, dans l'île de la Cité, Mme Giscard d'Estaing ; celle-ci dont le père est mort en déportation (1), plantera dans le jardin du mémorial, le rosier « Résistance » créé à la demande de l'Amicale des Anciens déportés de Ravensbrück.

Le lendemain, dimanche, une réunion commémorative, à l'occasion du trentième anniversaire de la révolte du ghetto de Varsovie, aura lieu au Mémorial du martyr juif inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, à Paris IV^e, sous la présidence de M. Claude Kellman.

Une messe solennelle sera célébrée à 11 h. 15 à Notre-Dame de Paris, en présence du président de la République et de Mme Giscard d'Estaing, de M. Claude Pierre-Brossette, secrétaire général de la présidence de la République, et de M. Edgar Faure, ministre de l'Intérieur. Après le silence du séminaire de Rambouillet, il s'agit bien, cette fois, comme nous le laissons prévoir, d'un enterrement de « grand » projet de réforme.

Devant l'impossibilité de faire « comprendre et admettre » — selon les propres mots du président — par l'ensemble des Français une aussi vaste transformation du système éducatif, M. Giscard d'Estaing et son gouvernement se trouvent devant l'alternative suivante : ou aller de l'avant et élargir le débat à l'ensemble des questions touchant la rénovation de l'école ; ou faire tout simplement « passer la main » à la réforme Fouchet du baccalauréat et de l'enseignement supérieur en 1968.

La réforme de l'enseignement

M. Giscard d'Estaing a reçu M. René Haby

M. Valéry Giscard d'Estaing a reçu M. René Haby, ministre de l'éducation, vendredi 25 avril, pour un entretien d'une heure et demie sur la réforme de l'enseignement. A l'issue de cette entrevue, M. Haby a indiqué que le président de la République était persuadé de la nécessité d'aménager le système éducatif actuel, mais qu'il souhaitait des éclaircissements sur certains points comme l'articulation entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, entre l'école maternelle et l'école élémentaire, et entre l'enseignement général et la spécialisation dans le second cycle secondaire. Soulignant que certains éléments de la réforme devaient faire l'objet de dispositions législatives, et d'autres de modifications réglementaires, le ministre a déclaré : « Il n'est pas question de s'enfermer dans un calendrier ou dans un projet de loi grand ou petit. » Il a ajouté que la concertation se poursuivrait et qu'il en ferait le bilan dans quelques semaines.

A la demande du gouvernement, le Conseil économique et social doit débattre mardi 25 et mercredi 30 avril du projet de réforme.

Le changement contre la réforme

M. Haby, ministre de l'éducation, sacrifié sur l'autel de la réforme, a été remplacé par M. Edgar Faure, M. Giscard d'Estaing avait laissé entendre à ses interlocuteurs que l'adoption d'une réforme globale de l'enseignement était trop difficile dans les circonstances actuelles. Le président de la République estime en effet que les oppositions à son égard, mois ont montré que l'approbation nécessaire d'une large partie de l'opinion publique était loin d'être acquise.

Il semble que cette prise de conscience soit relativement récente, puisque, en janvier dernier, la réforme du système éducatif figurait, pour le président, au rang des priorités de l'année 1975. M. Giscard d'Estaing n'a d'ailleurs pas dit qu'un projet de loi ne serait pas présenté par le ministre de l'éducation avant la fin de la présente session parlementaire. Mais il sera limité à quelques points précis. Pour le reste, il sera procédé « par étapes successives » et par voie réglementaire (par décrets, arrêtés et circulaires), comme on l'a fait maintes fois par le passé, même pour des réformes importantes (2).

Ce recul évident est une confirmation de l'embarras manifesté par le gouvernement devant l'ampleur des oppositions au projet de M. Haby. Après le silence du séminaire de Rambouillet, il s'agit bien, cette fois, comme nous le laissons prévoir, d'un enterrement de « grand » projet de réforme.

Devant l'impossibilité de faire « comprendre et admettre » — selon les propres mots du président — par l'ensemble des Français une aussi vaste transformation du système éducatif, M. Giscard d'Estaing et son gouvernement se trouvent devant l'alternative suivante : ou aller de l'avant et élargir le débat à l'ensemble des questions touchant la rénovation de l'école ; ou faire tout simplement « passer la main » à la réforme Fouchet du baccalauréat et de l'enseignement supérieur en 1968.

YVES AGNES.

(1) M. Philippe Alexandre, sur R.T.L., vendredi 25 avril.
(2) 12 titres d'examens, la création des collèges d'enseignement secondaire, qu'il faut le premier cycle, en 1968, ou la réforme Fouchet du baccalauréat et de l'enseignement supérieur en 1968.

UN SILENCE INQUIÉTANT

Que se passe-t-il à Phnom-Penh ? Les bouleversements provoqués par la victoire des Khmers rouges, les innombrables difficultés soulevées par l'établissement du pouvoir révolutionnaire, permettent sans doute d'expliquer certains silences et même une coupure provisoire du pays avec l'étranger. Mais le système s'effaçant au jour le jour, les victoires de Khmers rouges, plusieurs questions méritent d'être posées.

Pourquoi, s'il est vrai que les anciens partisans du régime républicain qui s'y étaient réfugiés, ont quitté les locaux de l'ambassade de France, celle-ci demeure-t-elle gardée par la troupe et pratiquement sans contact avec les nouvelles autorités ? Pourquoi l'appareil français qui devait venir de Vientiane n'a-t-il pu encore se poser à Pochentong ? Pourquoi les correspondants des nouvelles agences, lesquels ont été envoyés par l'agence de Beor, ne sont-ils pas autorisés à sortir de l'ambassade et à faire leur travail ? S'il y a — on s'y a vu — une liaison pour leur travail, pourquoi ne peut-elle pas être décrite ?

La ville a-t-elle, ou non, été évacuée des personnes et de la population existant, renouveau, comme le bruit en a couru ? Une telle mesure s'expliquerait mal, sans s'il s'agissait d'écarter les réfugiés et de laisser leurs terres. Le pouvoir révolutionnaire n'a aucun intérêt à voir se répandre des rumeurs qui ne se servent pas, et qui font le jeu de la propagande ennemie. Les étrangers favorables à l'ancien régime, l'ambassade de France à Paris n'est pas non plus en mesure de fournir le moindre renseignement. Pourquoi ce silence ?

L'ÉVOLUTION DU GROUPE PROUVOST

Au « Figaro » : M. J.-J. Servan-Schreiber pose sa candidature pour le rachat de parts

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a demandé à être reçu, le jeudi 24 avril, par les représentants de la société des rédacteurs du Figaro. Il leur a annoncé qu'il était candidat pour le rachat des parts que M. Jean Prouvost a envisagé de céder (30 % sur les 97,30 % qu'il possède). La rédaction sera informée, lundi 28 avril, de la communication que M. Servan-Schreiber a faite à ses représentants.

Rappelons que M. Robert Hersant, qui est propriétaire d'un groupe de presse, s'était déjà fait connaître comme acheteur éventuel de la rédaction, lors d'une assemblée générale ordinaire annuelle, avait le 19 avril, voté à l'unanimité, moins 7 abstentions, sur 197 journalistes pré-

A R.T.L. : M. Christian Chavanon deviendrait administrateur délégué

Les actionnaires de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion qui administre R.T.L. (Radio Télévision Luxembourg) ont annoncé, dans un communiqué, qu'ils proposeraient la nomination, au poste d'administrateur-délégué de la société, de M. Christian Chavanon, en remplacement de M. Jean Prouvost, « qui a fait connaître qu'il ne désirait pas demander le renouvellement de son mandat ».

M. Jean Prouvost, actionnaire minoritaire de la C.L.T., en tant que copropriétaire de Télé 7 jours (détenteur de 14 % des parts de la station luxembourgeoise), remplissait ce mandat d'administrateur-délégué depuis 1968.

M. Christian Chavanon qui a été directeur général de la R.T.F. en 1968, avant d'être le président-

La chambre de commerce et d'industrie de Paris a commenté favorablement par la voix de son président M. Laubard, les mesures de relance économique présentées mercredi 23 avril par le président de la République.

« Elles ont ramené les investissements productifs au moment où les perspectives de cet égard devenaient préoccupantes et permettent de restituer à l'économie la plus grande partie des prélèvements opérés en 1974 », déclare M. Laubard. Combattues avec le dépense du premier acompte du prélevement conjoncturel, elles devraient avoir, en outre, un effet d'entraînement sur la réaffectation de rôle des investissements pour renforcer le poids industriel de notre pays », a condition qu'elles soient appliquées « le plus rapidement possible ».

Cette position est sensiblement différente de celle, beaucoup plus critique, exprimée par l'assemblée permanente des chambres de commerce (le Monde du 25 avril).

le Pont de l'Ascension

le Club y a pensé
Départs spéciaux
téléphones au Club
265-53-53
Club Méditerranée

UNE NOUVELLE PROCÉDURE D'EXPULSION EST ENGAGÉE CONTRE LE PASTEUR PARKER

Après la décision du tribunal administratif de Versailles, prise le 6 mars, d'expulser pour vice de fond le pasteur Parker, désigné par M. Marcellin, alors ministre de l'Intérieur, en septembre 1973, à l'encontre du pasteur écossais André Barry Parker, responsable à Nemours (Seine-et-Marne) d'un foyer de la Mission populaire évangélique de France (1), M. Etienne Dailly, maire de Nemours et sénateur de Seine-et-Marne (Gauche démocratique), qui fut l'origine de cette procédure d'expulsion, s'était longuement plaint devant le Sénat, le 17 avril, lors d'une séance à laquelle assistait M. Michel Ponlatowski. « Vous devez bien penser », avait conclu M. Dailly à l'adresse du ministre de l'Intérieur, que cette décision fut le plus mauvais effet dans mon département et que personne ne comprendrait que vous laissiez les choses en l'état ».

M. Ponlatowski avait promis de réexaminer l'affaire, bien que quelque temps auparavant le chef de cabinet du ministre de l'Intérieur ait verbalement assuré à M. Courvoisier, président de la Fédération protestante de France, que cette affaire était classée.

M. Courvoisier avait précisé que la mission populaire évangélique n'avait pas l'intention, dans un proche avenir, de confier une tâche au pasteur Parker dans notre pays, et que l'intéressé lui-même, actuellement chargé d'un foyer de jeunes à Glasgow, ne désirait pas pour l'instant, revenir exercer en France.

On apprend maintenant que le ministre de l'Intérieur, qui pouvait attaquer la décision du tri-

Le général Min et appels à l'ne fusillade a défilé

Le général Min et appels à l'ne fusillade a défilé

ALORS QUE SAISON

Le général Min et appels à l'ne fusillade a défilé

Le général Min et appels à l'ne fusillade a défilé

Le monstre et des

Le monstre et des

LA NAISSANCE

LA NAISSANCE



le mal de C...